

FILIÈRE LAIT

Les producteurs appellent à une solution concernant la marge bénéficiaire P.2

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

**MOINS DE 5 MILLIONS
D'ALGÉRIENS VACCINÉS
CONTRE LE COVID**

Les craintes d'une quatrième vague

Lire l'article de Houari Barti page 2



TLEMCEN

Les présidents des filières agricoles vident leur sac

Lire l'article de Khaled Boumediene page 11



PREMIER MINISTRE

L'Algérie déterminée à accélérer les réformes structurelles

Lire l'article de R. N. page 3

TRANSPORT AÉRIEN

Reprise des vols vers le Canada et renforcement vers la Tunisie

Lire l'article de
El-Houari Dilmi page 4

CHRONIQUE

ECONOMIQUE

Akram Belkaïd, Paris

Le modèle chinois en question P.4

Moins de 5 millions d'Algériens vaccinés contre le Covid Les craintes d'une quatrième vague



Houari Barti

Tout en confirmant le recul de la pandémie en Algérie, avec une nette baisse du nombre de personnes testées positives au Covid-19, ce qui a favorisé la levée de la mesure de confinement partiel à domicile, décidée par les pouvoirs publics, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a averti hier du risque d'une quatrième vague qui pourrait survenir avant la fin de l'année en cours.

«Après une troisième vague qui a été la plus difficile, nous vivons actuellement une période d'accalmie. Mais pourquoi ne s'interroge-t-on pas sur la possibilité d'une quatrième vague? Les experts la redoutent très sérieusement et l'envisagent, selon leurs prévisions, entre les mois de novembre et de décembre», s'est-il confié à la presse, en marge du lancement de la nouvelle saison des scouts de l'Association des anciens scouts musulmans algériens (SMA). Pour Benbouzid, «la seule solution à ce risque est la vaccination», jugeant le nombre d'Algériens déjà vaccinés (moins de 5 millions de personnes) «complètement en deçà des espérances», a-t-il regretté avant de révéler à cet égard que «l'Algérie dispose actuellement de plus de 10 millions de doses du vaccin et s'apprête à en recevoir 3,6 millions d'autres».

Il est à souligner par ailleurs que des immunologues et des infectiologues ont mis en avant, il y a quelques jours, dans un entretien à l'APS, tout l'intérêt d'instaurer le pass sanitaire pour l'accès aux espaces et ad-

ministrations publics, estimant que cette mesure était susceptible d'inciter les citoyens à se faire vacciner contre le Covid-19 et assurer, partant, une large couverture de la population contre d'éventuelles nouvelles vagues du virus.

Le président du Conseil scientifique de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Rouiba (Alger est) et immunologue, Pr Kamel Djenouhat a été un des premiers à plaider pour l'instauration du pass sanitaire, en vue d'encourager les citoyens à se faire vacciner, la vaccination étant «cruciale» pour briser la chaîne de contamination, assurer une large couverture de la société et faire face à toute éventuelle nouvelle vague du virus.

Qualifiant le relâchement face aux mesures préventives «d'attitude humaine tout à fait normale», le même spécialiste a mis en garde toutefois contre la réticence de certains citoyens à se faire vacciner en dépit de la disponibilité des vaccins, une attitude qualifiée par Pr Djenouhat «d'irresponsable en ce sens qu'elle met la société devant le risque de nouvelles vagues plus dangereuses».

Pour sa part, le président de l'Association des maladies infectieuses, Dr Mohamed Yousfi a préconisé l'adoption d'une nouvelle stratégie de communication avec l'apport de spécialistes et des différents médias nationaux pour booster l'opération de vaccination qui doit être «obligatoire». Recommandant, à son tour, l'application du pass sanitaire pour l'accès aux établissements publics, Dr Yousfi a qualifié la vaccination d'attitude civique pouvant prévenir la propagation du virus.

Coronavirus: 89 nouveaux cas et 2 décès enregistrés

Quatre-vingt-neuf (89) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 72 guérisons et 2 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 205.453, celui des décès à 5.875 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 140.897.

Par ailleurs, 16 patients sont actuellement en soins intensifs,

ajoute la même source. En outre, 29 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 16 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 3 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Filière lait Les producteurs appellent à une solution concernant la marge bénéficiaire

Les producteurs de la filière lait ont appelé, lors d'une réunion tenue au siège de la Confédération des Industriels et Producteurs Algériens (CIPA) à l'intervention du ministre de l'Agriculture et du Développement rural pour trouver une solution à leurs préoccupations, notamment en ce qui concerne la marge bénéficiaire des transformateurs de lait, jugée «faible», a indiqué lundi un communiqué de la CIPA.

Lors de cette réunion élargie aux représentants régionaux de la filière lait, les transformateurs de lait ont

soulevé leurs préoccupations entre autres, la question de la marge «qui ne cesse de se réduire engendrant une perte sèche qui risque de mener l'entreprise à une paralysie», a ajouté la CIPA.

A ce titre, les transformateurs de lait ont sollicité pour «la énième fois l'intervention du ministre de l'Agriculture à fin de trouver une solution urgente à ce problème».

La CIPA a rappelé que la réunion tenue avec les représentants régionaux de la filière lait intervient quelques jours après une rencontre avec

le ministre de l'Agriculture et le développement Rural en présence des représentants des transformateurs de lait en sachet.

La rencontre tenue avec le ministre avait pour objet, selon la communiqué de la CIPA, d'exposer les contraintes engendrées dans le processus de production de lait.

Lors de leur dernière rencontre «les deux parties avaient affiché leur confiance quant à la mise en œuvre des solutions équitables et définitives pour la filière lait», selon la CIPA.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Cadeaux contre doses de vaccin ?

En matière de vaccination de masse, le pays est passé d'un extrême à un autre. De ces images des

centres de vaccination carrément pris d'assaut par les citoyens au mois de juillet, réalisant des chiffres très prometteurs sur le plan de la stratégie vaccinale à moyen terme (un quart de million/jour), on ne garde présentement qu'un vague souvenir. L'observateur se frotte les yeux aujourd'hui devant des centres presque vides, où le personnel médical chôme carrément avec «zéro» citoyen vacciné par jour, ou n'accueillant dans les locaux que quelques rares personnes. D'un quart de million de personnes vaccinées par jour, les chiffres ont baissé de nos jours jusqu'à vingt mille, selon des indications livrées, hier, par le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid. Comment expliquer ce comportement collectif? M. Benbouzid a laissé entendre que c'est la peur qui a poussé les gens à se bousculer devant les centres de vaccination au mois de juillet dernier, dans des moments où les contaminations enregistraient des pics dépassant le millier cas/24h. Et, dans cet ordre d'idées, l'engouement des citoyens pour la vaccination a baissé avec la chute de la courbe des contaminations quotidiennes. Pourtant, devait rappeler le même responsable, le pays n'est pas à l'abri d'une quatrième vague et des surprises qu'elle nous réserverait. Lors de la troisième vague on a été confronté à une pénurie d'oxygène et on ne sait vraiment pas à quoi s'attendre avec une quatrième vague, tellement le virus reste inconnu et imprévisible, relève-t-il dans ce contexte. Plaidant avec insistance pour la vaccination et le respect des mesures réglementaires préventives pour éviter une quatrième vague virulente. N'est-ce pas le moment de se faire vacciner en toute aise et prévenir toute

saturation des services hospitaliers dans le cas de la survenue d'une quatrième vague, étant prouvé maintenant que les personnes vaccinées sont épargnées des complications ou des formes graves de la maladie? Les autorités publiques et les spécialistes tentent de convaincre la population de ne pas se laisser aller au relâchement mais sans grande réussite. Et la levée totale du confinement partiel, conjuguée à une nette décline des cas de contaminations (-100 cas/24h), va contribuer à plus d'indiscipline dans le respect des mesures barrières et moins inciter, encore, les gens à se faire vacciner. A ce rythme, impossible d'atteindre les prévisions qui tablent sur un taux de 70% de la population vaccinée à la ligne d'arrivée, fixée pour la fin d'année en cours. Y a-t-il une solution pour stimuler les citoyens à se faire vacciner? L'option de la vaccination obligatoire n'étant plus envisagée, les pouvoirs publics misent sur le pass sanitaire, exigé pour accéder dans les stades de football notamment, pour faire remonter les chiffres de la vaccination, mais cela reste très limité avec un public de spectateurs ou de fans constitués en majorité de jeunes et d'adolescents. N'est-il pas indispensable, devant cette situation désespérée, de songer à d'autres moyens pour obliger, indirectement, les citoyens à se faire vacciner, dont l'élargissement de l'exigence du pass sanitaire pour l'accès à d'autres lieux publics? Maintenant que le pays dispose d'un stock de vaccins évalué à 10 millions de doses, l'Algérie se doit de passer à la vitesse supérieure de la vaccination de masse, en commençant par réactualiser une campagne de sensibilisation tombée elle-même dans le piège de la monotonie et la lassitude. Certains pays sont bien allés jusqu'à accorder des cadeaux à leurs citoyens contre une dose de vaccin.

Industrie Pharmaceutique 37 médicaments importés sont passés à la production locale

Quelque 37 médicaments importés sont passés à la production locale dans des segments à forte valeur ajoutée, durant les cinq premiers mois de l'année 2021, a indiqué le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué.

Selon la même source, le Comité économique intersectoriel des médicaments a réussi à orienter les investisseurs vers des produits à forte valeur ajoutée, avec 37 médicaments importés qui sont passés à la production locale, constituant une substitution directe à l'importation et 16 premiers bio similaires enregistrés.

Cela a permis de générer pour ces seuls produits une économie de près de 100 millions de dollars, précise

le communiqué publié sur le site web du ministère.

Ce bilan a été présenté lors de la réunion de travail et de coordination, présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, avec les membres du comité.

Globalement, le comité a traité depuis son installation en janvier dernier, 1.377 dossiers dont 1.058 produits fabriqués localement et 319 produits importés. Le travail du comité a permis également la priorisation de l'enregistrement des médicaments génériques avec 34 produits pharmaceutiques hospitaliers et 27 médicaments biosimilaires et ce dans le but de pallier aux situations monopolistiques en favorisant

la concurrence pour la baisse des prix. La réunion a été l'occasion pour M. Benbahmed pour donner quelques orientations concernant la nouvelle procédure de fixation de prix a même de trouver un équilibre entre le développement de l'industrie pharmaceutique nationale et la régulation budgétaire par la maîtrise des dépenses des caisses de la sécurité sociale.

Cette nouvelle procédure de fixation de prix a pour objectif de satisfaire le besoin et l'intérêt thérapeutique car les économies réalisées à travers les différents mécanismes seront réaffectées pour l'acquisition des produits innovants, notamment pour les maladies rares et l'oncologie, ajoute la même source.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Premier ministre L'Algérie déterminée à accélérer les réformes structurelles



R. N.

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a pris part, lundi dernier, par visioconférence, à des rencontres avec les premiers responsables des institutions de Breton Woods, qui se tiennent à l'occasion des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), a indiqué un communiqué du ministère des Finances. Le communiqué précise aussi que M. Benabderrahmane, qui a pris part à ces réunions en sa qualité de Gouverneur de l'Algérie auprès de la Banque Mondiale, a également participé à la rencontre des Gouverneurs arabes avec le président de la BM, où les discussions ont porté sur « les principaux défis auxquels les pays arabes sont confrontés ».

La réunion a constitué « une opportunité pour cibler les principaux domaines pour lesquels la BM peut apporter son appui aux pays arabes, notamment en matière d'allègement de la dette au profit des pays surendettés, de promotion d'un développement vert, résilient et inclusif et de mobilisation de financements adéquats au profit des pays de la région ». Le Premier ministre et ministre des Finances a, également, pris part à la réunion des Gouverneurs de la région MENA avec la directrice générale du FMI. La rencontre, virtuelle, s'est focalisée sur les défis climatiques dans les pays de la région, sur les coûts des catastrophes naturelles liées au changement du climat, ainsi que sur les enjeux en matière d'atténuation du changement climatique et de transition énergétique. A ce propos, M. Benabderrahmane a indiqué que le Gouvernement algérien a élaboré plusieurs plans et programmes sur les changements climatiques et que le cadre législatif et réglementaire a été renforcé par la promulgation de plusieurs lois et dispositions sur la question climatique.

NÉCESSITÉ DE «MESURES CONCRÈTES»

Sur un autre plan, M. Benabderrahmane a félicité le FMI pour la stratégie nouvellement adoptée en vue d'aider les pays membres à mieux répondre aux défis politiques liés au changement climatique, soulignant la nécessité de mesures concrètes (qui) doivent être prises à l'échelle mondiale pour permettre un véritable transfert de tech-

nologique. Par ailleurs, M. Benabderrahmane s'est entretenu avec le directeur du département du Moyen-Orient et de l'Asie centrale (MOAC) au FMI Jihad Azour et son équipe. Cette rencontre a été une occasion pour échanger sur la situation économique en Algérie, notamment dans le contexte des défis imposés par l'épidémie du Covid-19, sur les politiques publiques à mettre en place, ainsi que sur la nature de l'appui technique que pourrait apporter le FMI à l'Algérie.

Après avoir rappelé les mesures prises par l'Algérie pour faire face à l'impact de la pandémie, notamment en matière de protection des populations vulnérables et de préservation de l'activité économique, M. Benabderrahmane a présenté les grands axes du nouveau Plan d'action du Gouvernement.

« En dépit de la reprise des prix de pétrole sur les marchés internationaux, l'Algérie est déterminée à accélérer les chantiers ambitieux de réformes structurelles déjà lancés, notamment dans les domaines fiscal, budgétaire et bancaire en vue de sortir du modèle économique basé sur la distribution de la rente, vers un modèle basé sur la création de richesses », a-t-il fait observer.

Le Premier ministre a également assuré que son gouvernement travaille sur la question d'une mobilisation « plus accrue » des ressources domestiques pour le financement de l'économie, notamment à travers l'inclusion fiscale et financière et l'intégration du secteur informel. De son côté, M. Azour a affirmé que: « même si les prix des hydrocarbures ont enregistré dernièrement une tendance haussière, l'engagement continu des politiques publiques reste indispensable pour soutenir la reprise économique et maintenir la stabilité macroéconomique », réitérant la disposition du FMI à poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par l'Algérie. Pour rappel, dans ses récentes recommandations à l'Algérie, le FMI a prôné le report de la mise en œuvre des réformes structurelles entamées par le pays. Une recommandation aussitôt rejetée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a estimé que « le Fonds monétaire international agit comme s'il préparait le terrain à l'endettement ». Une démarche qualifiée d'« impensable » par M. Tebboune qui a affirmé que « l'Etat algérien poursuivra ces réformes en toute souveraineté ».

Sonatrach Les réserves non conventionnelles de gaz couvrent 150 ans de consommation

Les réserves algériennes de ressources gazières non conventionnelles couvrent 150 ans de consommation, sur le marché national et en terme d'exportation, a indiqué lundi à Alger le PDG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar. "Ces réserves sont considérables. Elles couvrent 150 ans de l'équivalent de la consommation actuelle, à l'intérieur et à l'extérieur (quantités exportées)", a fait savoir M. Hakkar lors d'une interview accordée lundi soir à la télévision nationale.

S'agissant de la valeur des hydrocarbures exportés par Sonatrach durant l'année 2021, elle s'élève à 25 milliards de dollars au 9 septembre dernier, selon le PDG qui prévoit la hausse des revenus d'exportation à 33 milliards de dollars à la fin de l'année en cours.

Interrogé sur le profit de Sonatrach suite à la hausse sensible des prix du gaz sur les marchés mondiaux, M. Hakkar a indiqué que de faibles volumes de gaz naturel sont commercialisés sur les marchés spot par Sonatrach qui donne la priorité à la préservation de la relation commerciale à long terme avec ses partenaires historiques.

Cependant, "nos contrats à long et à moyen terme contiennent des clauses qui nous donnent l'opportunité de réviser les prix tous les trois ou quatre ans, selon la nature du client et du contrat", a-t-il expliqué, ajoutant que les prix peuvent être révisés dans l'intérêt de l'Algérie et de Sonatrach dans des contextes exceptionnels du marché, comme c'est le cas actuellement.

"Nous ne pouvons pas nous

orienter vers des prix à court terme alors qu'en contrepartie nous perdons un client historique de l'Algérie, qui acquiert des volumes importants allant de 8 à 10 milliards m3/an et qui pourra se diriger par la suite vers d'autres fournisseurs", a-t-il argumenté.

L'ALGÉRIE COMMERCIALISE DU GAZ SUR LE MARCHÉ SPOT PAR GAZODUC

Il a fait savoir que les volumes de gaz naturel commercialisés par l'Algérie hors contrats à long terme, sont "peu importants". Ils ont été commercialisés aux prix actuels du marché entre 28 et 29 dollars/btu.

Outre le GNL, Sonatrach a récemment commercialisé du gaz naturel à travers les gazoducs sur les marchés spot, et ce, pour la première fois en Algérie, a fait savoir le PDG.

Par ailleurs, M. Hakkar a affirmé que l'Algérie assure un approvisionnement régulier du gaz naturel vers l'Espagne selon les contrats liant les deux partenaires, via le gazoduc Med-Gaz dont le volume est de 10,5 milliards m3/an. "En cas de demande supplémentaire de l'Espagne, il sera procédé à la liquéfaction du gaz au niveau des complexes nationaux puis livrés dans un délai d'un jour", a-t-il dit.

Interrogé sur des sources ayant plaidé pour le retrait de l'Algérie de l'Opep, le PDG a souligné l'importance du rôle algérien au sein de cette organisation qui contribue à la stabilité du marché international.

"Celui qui a présenté cette de-

mande n'est pas conscient des conséquences dangereuses de cette sortie", a-t-il tranché.

Dans ce sens, il a mis en exergue les efforts de l'Algérie avec d'autres pays de l'alliance Opep+ ayant permis de relever les prix passant de 17 dollars/baril en 2020 à plus de 80 dollars/baril actuellement.

"Si l'Algérie sort de l'Opep, qui prendra en charge ce rôle ? Notre présence au sein de l'Opep a une grande importance dans l'équilibre du marché en général ainsi que pour l'Algérie en terme de préservation de ses revenus d'hydrocarbures", a-t-il estimé.

PROSPECTION AU NIGER: DES RÉSULTATS POSITIFS

Par ailleurs, M. Hakkar a indiqué que Sonatrach développe ses relations avec de nouveaux partenaires tels que le Pérou, le Kenya et le Niger.

Il a ainsi fait savoir que des prospections ont eu lieu au Nord du Niger qui ont donné "des résultats positifs", considérant cela comme "encourageant" dans le cadre de l'investissement de Sonatrach à l'étranger.

De plus, le PDG a assuré que le groupe public n'a pas abandonné le marché libyen, expliquant que des conditions spécifiques à un certain moment ont empêché Sonatrach de poursuivre ses opérations.

Il a affirmé qu'actuellement, Sonatrach compte revenir en Libye pour développer les champs pétroliers qu'elle a précédemment exploré, et ce, suite à l'amélioration des conditions de sécurité.

**Raïna
Raïkoum
El-Houari Dirmi**

Hamdollah dima la baisse !

Le pays en entier découvre, les yeux écarquillés, que les «zones d'ombre» ont toujours

existé, bien avant le lever du «soleil politique» !

Pas la peine de chipoter, l'or noir reprend du poil de la bête et va certainement faire beaucoup de bien à notre portefeuille national. Mais la question, la vraie, est celle de savoir comment faire pour dégripper cette immense machine en panne après presque un quart de siècle de gabegie et d'incuries criminelles ? Personne de sensé ne pourrait valablement réfuter l'idée qui voudrait que pour que le pays ait une chance de retrouver sa force perdue, il ne faudrait surtout pas persister à cacher la vérité aux Algériens.

Cruellement désillusionné pour avoir été pendant longtemps gavé de «bobards» amers, l'Algérien doit aujourd'hui apprendre à influer sur son destin et avoir le courage de faire face à l'austère nudité de la vérité.

L'un des indices, peu ou prou encourageants qui, prudemment, nous autorisent à penser que quelque chose est en train de changer dans le pays et que nombre de voix se sont fait entendre, ces derniers temps, pour dire que la démarche des hommes nouveaux, en charge de la gestion du pays, aussi sujette à caution qu'elle pourrait l'être, a au moins le mérite de rassurer sur un point : l'arrêt des vols et détournements

de l'argent public et la fin, espérons-le, du discours langue de bois. Et cela n'est pas rien quand on

connaît les graves dommages occasionnés au pays par les fausses assurances données aux Algériens, au moment où la patrie à Ali la Pointe se rapprochait dangereusement du bord du précipice. Aujourd'hui, les choses sont condamnées à changer.

L'Algérien d'aujourd'hui n'a plus besoin d'écouter de fastidieux mais surtout de creux discours, pour savoir si le pays va bien ou se porte très mal. L'exemple qui nous montre le mieux que les temps ont changé est sans conteste la «surchauffe» du front social, avec un renchérissement effarant du coût de la vie.

Une menace sérieuse sur la paix sociale, même s'il est tristement vrai que nous dilapions des richesses que nous ne produisons pas ? Mais face à une telle «leçon», rien ne dit que des résistances ne vont pas continuer à se dresser sur le chemin du personnel politique en charge de la gestion du pays, qui fait montre, il faut bien le dire, d'une grande détermination à faire «avancer le schmilblick».

Les Algériens doivent-ils se convaincre que le sauvetage du pays doit nécessairement passer par leur propre faillite ? L'mouhim, Hamdollah dima la baisse !

Transport aérien Reprise des vols vers le Canada et renforcement vers la Tunisie



El-Houari Dilmi

A lors que la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 semble s'estomper avec une levée totale du confinement sur l'ensemble du territoire, le ministère des Transports prend les devants en prévision d'un retour à la normale. Ainsi, le département des Transports a annoncé, lundi, la reprise des vols réguliers à destination du Canada (Montréal) et le renforcement du programme des dessertes vers la Tunisie, et ce, dans le cadre des efforts du gouvernement visant à renforcer le programme des vols assuré par la compagnie nationale aérienne «Air Algérie». Selon un communiqué rendu public par le ministère, les dessertes Alger-Montréal-Alger seront à raison de trois (03) vols par semaine, alors que le nombre de vols Alger-Tunis-Alger sera augmenté de deux (02) par semaine pour atteindre le nombre de trois (03) vols hebdomadaires. Pour la Tunisie, le programme des dessertes sera appliqué le dimanche 24 octobre courant, tandis que les vols à destination du Canada seront à partir du 26 octobre, portant le nombre des vols internationaux hebdomadaires de 44 à 49, ajoute la même source. Dans le cadre de la réciprocité, les com-

pagnies aériennes étrangères activant en Algérie programmeront le même nombre de vols (49) pour atteindre un nombre global des vols de (98) vols hebdomadaires de et vers Alger, toujours selon le ministère des Transports. Le 11 octobre dernier, le même ministère avait annoncé un nouveau programme de vols internationaux qui sera appliqué dès cette semaine, portant augmentation du nombre des vols de et vers Alger de 24 vols hebdomadaires. En vertu de ce nouveau programme, le nombre de vols de et vers Alger augmentera de 12 vols hebdomadaires qui seront pris en charge par Air Algérie.

Le programme prévoit deux vols hebdomadaires vers les Emirats arabes unis (Dubai), deux vols hebdomadaires vers la Grande-Bretagne (Londres), deux vols vers l'Allemagne (Frankfurt) passant à trois par semaine, deux vols vers l'Italie (Rome) passant à trois vols par semaine, deux vers la Turquie (Istanbul) passant à quatre par semaine, deux vols vers l'Espagne (Barcelone) passant à quatre par semaine. Ce nouveau programme intervient en application de la décision du président de la République et s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour l'appui du programme actuel des vols d'Air Algérie vers les

différentes destinations internationales. Après 19 mois de suspension, les dessertes maritimes internationales vers l'Algérie vont reprendre également. La bonne nouvelle a été annoncée le 12 octobre dernier par le ministère des Transports.

La reprise se fera au rythme de deux traversées en aller-retour par semaine, avec la France et l'Espagne, a précisé le ministère, opérées par Algérie Ferries. La première traversée sera opérée, le jeudi 21 octobre, au départ du port d'Oran à destination d'Alicante, et une autre traversée est programmée pour le jeudi 28 octobre à 19h au départ du port d'Alger vers Alicante. «La possibilité d'ajouter des traversées supplémentaires vers d'autres destinations est à l'étude par les hautes autorités du pays selon l'évolution de la situation sanitaire du pays», a ajouté le ministère des Transports dans son communiqué. Selon le principe de réciprocité, la compagnie française Corsica Linea et l'espagnole Balearia devraient obtenir le même nombre de dessertes, soit un total de quatre traversées maritimes par semaine. L'annonce de la reprise des dessertes maritimes devrait permettre de réduire la pression sur les billets d'avion notamment avec la France.

Les offres d'emploi notifiées par SMS aux demandeurs

Deux (2) conventions ont été signées, lundi à Alger, pour l'amélioration et la modernisation du service public de l'emploi.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abderrahmane Lahfaya, du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki et du médiateur de la République, Brahim Merad.

Signée entre l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) et le groupe Sonatrach, la première convention porte sur la consolidation de la coopération entre les deux parties en vue d'adopter une nouvelle méthodologie basée sur le service numérique, au sein du processus de numérisation des offres d'emploi des grandes entreprises visant davantage de célérité et de transparence dans le traitement des offres d'emploi dans le cadre des mesures juridiques régissant les opérations d'emploi.

La deuxième convention, signée entre l'ANEM et les trois opérateurs

de téléphonie mobile, prévoit de mettre en place un système de notification par SMS au profit des demandeurs d'emploi pour créer un nouveau canal de communication avec cette catégorie.

Intervenant à l'occasion, M. Lahfaya a affirmé que le lancement du nouveau service électronique pour la gestion des offres d'emploi au profit des grandes entreprises, outre le service SMS, s'inscrivent dans le cadre des démarches du secteur du Travail visant la numérisation des services fournis par les instances sous sa tutelle.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un travail inclusif pour la concrétisation du plan d'action du Gouvernement dont l'objectif est la modernisation du service public, l'allègement des procédures administratives, la lutte contre la bureaucratie et la garantie de la transparence dans la gestion du marché de travail, a-t-il soutenu.

Ces services sont à même de contribuer à «l'uniformisation des procédures, concernant notamment le

dépôt des offres d'emplois et la réduction du temps de traitement dans la transparence et dans le respect du délai légal», a affirmé M. Lahfaya.

Pour sa part, le ministre de l'Energie et des Mines a indiqué que le lancement de cette plateforme permettra d'assurer un accompagnement à la Sonatrach dans les opérations de recrutement, de même que le recours aux services de l'ANEM allégera les procédures de recrutement.

De son côté, le ministre de la Poste et des Télécommunications a fait savoir que le renforcement des TIC dans la modernisation des transactions constitue «un choix stratégique» s'inscrivant dans une stratégie de développement intégrée dont les grandes lignes sont tracées par le Gouvernement dans son plan d'action.

S'exprimant à cette occasion, le médiateur de la République a qualifié la signature des conventions de «louable», car dit-il, «soucieux de consacrer les principes de transparence et d'égalité dans l'opération de sélection, en préservation du droit au travail consacré par la Constitution.

Rabah Karèche retrouve sa liberté

Le journaliste Rabah Karèche du Quotidien Liberté, incarcéré depuis avril, est sorti de prison mardi après avoir purgé une peine de six mois pour diffusion de «fausses nouvelles», a annoncé son journal.

«Notre journaliste Rabah Karèche retrouve la liberté après, six mois de détention, dans la prison de Tamanrasset (sud)», a

écrit le journal sur son site. M. Karèche avait été condamné le 11 octobre en appel à un an de prison dont six mois ferme, soit deux de moins que la peine dont il avait écopé en première instance en août.

Il a purgé la totalité de cette peine mardi en tenant compte de sa détention provisoire pendant la durée du procès. M. Karèche avait été con-

damné notamment pour «diffusion volontaire de fausses informations susceptibles d'attenter à l'ordre public». Il lui était également reproché la «création d'un compte électronique consacré à la diffusion d'informations susceptibles de provoquer la ségrégation et la haine dans la société» et d'avoir porté «atteinte à la sûreté et l'unité nationale».

CHRONIQUE

ECONOMIQUE

Akram Belkaïd, Paris

Le modèle chinois en question

Quel est le pays au monde qui ne rêverait pas d'enregistrer une croissance de 4,9% de son produit intérieur brut (PIB) ? Dans le cas de la Chine, qui vient d'enregistrer ce taux pour le troisième trimestre de l'année (après 18,3% et 7,9% pour les deux premiers trimestres), nombreux sont les commentateurs qui font la fine bouche, voire qui présentent la chose comme étant une contre-performance notable de ce qui est devenu depuis quelques années la première économie du monde.

PRODUCTION AFFECTÉE

On connaît les raisons de ce ralentissement. L'épidémie de Covid-19 a désorganisé l'appareil productif chinois. Les commandes de l'étranger font le yoyo, un peu à l'image d'un bouchon autoroutier qui avance par à-coups. Dans ce contexte, les décisions favorables à l'environnement, comme le fait de stopper les centrales à charbon, se sont avérées contre-productives en provoquant des coupures de courant qui ont donc mis à l'arrêt les chaînes de production. Dans le même temps, les circuits logistiques sont eux aussi perturbés avec des bateaux qui mouillent durant des semaines au large des ports occidentaux, notamment américains, avant de pouvoir débarquer leurs marchandises et repartir pour un nouveau chargement.

De plus, l'affaire Evergrande, déjà évoquée dans ces colonnes, est loin d'être terminée. Pire, la psychose de la faillite d'autres conglomérats alimente désormais la chronique. Le résultat est une perte de confiance des opérateurs chinois et une prudence quant à leurs projets de développement. Bref, on peut être tenté d'affirmer que le doute s'installe concernant la capacité de la Chine à rapidement digérer le choc de la pandémie tout en faisant face à ses problèmes structurels qui datent depuis plus d'une décennie.

MARCHÉ INTÉRIEUR OU EXPORTATIONS ?

Ce qui est certain, c'est que la thèse apparue il y a quelques années, certes de manière fugitive, selon laquelle Pékin allait peu à peu donner plus d'autonomie aux acteurs économiques a complètement été contredite par les événements. La crise due au Covid-19 a obligé l'Etat chinois à plus d'interventionnisme. De même, les déboires d'Evergrande poussent les autorités à être encore plus vigilantes à l'égard du secteur financier. Plus que de savoir si Pékin va sauver ou non ce conglomérat, la vraie question est de savoir ce qu'il fera avec les autres dont la santé financière est elle aussi défaillante.

Plus important encore, on se rend bien compte à quel point l'économie chinoise est dépendante du reste du monde. Là aussi, une autre thèse, plus répandue, vient d'être battue en brèche. Non, la Chine n'est pas capable pour le moment de ne compter que sur son seul marché intérieur et d'imiter les Etats-Unis où la consommation intérieure compte pour les deux tiers du PIB. Pour l'heure, les exportations, encouragées par les localisations d'entreprises étrangères (114 milliards d'investissements étrangers ont été enregistrés pour les huit premiers mois de l'année contre 144 milliards en 2020) restent le moteur économique de la Chine. L'heure de l'avènement d'une économie plus autonome n'a pas encore sonné.

La 4e Assemblée générale d'AFRIPOL aujourd'hui à Alger



L'Algérie abrite aujourd'hui mercredi, par visioconférence, les travaux de la 4e Assemblée générale (AG) du Mécanisme Africain de Coopération Policière (AFRIPOL), sous la présidence de M. Farid Bencheikh, président de l'AG et directeur général de la Sûreté nationale

(DGSN), a indiqué un communiqué de la DGSN.

«Lors de cette rencontre, les participants auront à examiner plusieurs points dont les voies de renforcement de la coopération policière en matière de crime organisé transfrontalier», précise la même source.

Selon Séoul

La Corée du Nord a lancé un missile balistique

La Corée du Nord, poursuivant une série de tests commencée il y a quelques semaines, a lancé un missile balistique, qui aurait été tiré par un sous-marin, a annoncé mardi l'armée sud-coréenne.

Notre armée a détecté un missile balistique à courte portée non identifié, il s'agirait d'un SLBM (missile balistique stratégique mer-sol, ndlr) tiré par la Corée du Nord», selon un communiqué des chefs d'état-major. Le missile a été lancé depuis Sinpo vers la mer à l'est de la péninsule, ont-ils ajouté. «Les services de renseignement sud-coréens et américains procèdent à une analyse minutieuse afin d'obtenir des détails supplémentaires», ont poursuivi les chefs d'état-major. Sinpo est une ville portuaire de l'est du pays où se situe un important chantier naval. Des images satellites y ont montré la présence de sous-marins.

Le Nord s'efforce actuellement de mettre au point le lancement d'un missile balistique depuis un sous-marin (SLBM), il a déjà procédé à un lancement depuis un engin immergé. Pyongyang, doté de l'arme nucléaire, a récemment effectué plusieurs tests, notamment un missile à longue portée, une arme tirée depuis un train et un missile présenté comme hypersonique par la Corée du Nord, suscitant l'inquiétude de nombreuses nations. La semaine dernière, lors d'une exposition consacrée à la défense, un immense missile balistique intercontinental (ICBM), dévoilé l'an passé lors d'un défilé militaire, a été présenté.

COURSE À L'ARMEMENT

«La raison fondamentale de cette provocation du Nord est que les Etats-Unis ne changent pas leur position sur les pourparlers», a déclaré à l'AFP Shin Beom-chul, chercheur à l'Institut coréen de recherche sur la stratégie nationale. Pour lui, le régime de «Pyongyang essaie ainsi de démontrer qu'il peut être encore plus provocant». La semaine dernière, lors de l'exposition, le dirigeant Kim Jong Un, sous le règne duquel le pays a réalisé d'immenses progrès en matière d'armement, a accusé les Etats-Unis d'être la «cause profonde» de l'instabilité dans la péninsule, estimant qu'il n'existe aucune raison «de croire qu'ils ne sont pas hostiles».

La péninsule coréenne semble lancée dans une course à l'armement. En septembre, Séoul a testé son premier SLBM, devenant l'une des rares nations à disposer de cette technologie avancée, et a dévoilé un missile de croisière hypersonique. Après le tir de mardi, le bureau de la présidence sud-coréenne a annoncé la tenue d'une réunion du Conseil national de la sécurité sans préciser le sujet qui sera évoqué. Le Premier ministre japonais Fumio Kishida a fait état de deux missiles balistiques tirés, qualifiant ce



lancement de «très regrettable».

«VOIE DIPLOMATIQUE»

Ce nouveau tir intervient alors que la directrice des services de renseignement américains, Avril Haines, est à Séoul pour participer à une réunion tripartite avec ses homologues sud-coréen et japonais sur la Corée du Nord, selon des médias. Il a été lancé au lendemain de l'appel au dialogue avec Pyongyang lancé par Sung Kim, représentant spécial de l'actuel président américain Joe Biden pour la Corée du

Nord. «Nous poursuivrons la voie diplomatique avec la Corée du Nord afin d'effectuer des progrès tangibles qui amélioreront la sécurité des Etats-Unis et de nos alliés», a affirmé lundi Sung Kim, à l'issue d'une rencontre son homologue sud-coréen Noh Kyu-duk à Washington. «Nous n'avons aucune intention hostile envers la Corée du Nord et nous espérons les rencontrer sans conditions», a-t-il déclaré à la presse.

Le diplomate a cependant ajouté que les alliés avaient la «responsabilité de mettre en oeuvre les réso-

lutions du Conseil de sécurité de l'ONU», faisant référence aux sanctions internationales que Pyongyang tente de faire lever. Kim Jong Un a rencontré à trois reprises le président américain Donald Trump mais les pourparlers sont au point mort depuis le deuxième sommet en 2019, faute d'accord sur l'allègement des sanctions internationales et sur les gestes que Pyongyang était prêt à concéder en retour. Washington a répété à plusieurs reprises sa volonté de rencontrer des représentants nord-coréens à tout moment et en tout lieu, sans condition préalable.

Liban

Les dirigeants unis contre l'enquête du port, pour maintenir l'impunité



Malgré ses profondes divergences, la classe politique libanaise semble au moins unie sur un point: faire obstacle à l'enquête judiciaire sur l'explosion meurtrière au port de Beyrouth, dont les conclusions pourraient menacer sa survie, estiment des analystes. Les dirigeants libanais se sont opposés à une enquête internationale sur l'explosion du 4 août 2020 qui a fait plus de 210 morts et dévasté des quartiers entiers de la capitale. Le premier juge chargé de l'enquête locale a été écarté en février après avoir inculpé de hauts responsables, et le magistrat Tareq Bitar est soumis aux pressions et aux menaces depuis qu'il l'a remplacé.

Les policiers tentent par tous les moyens d'entraver le travail du juge Bitar, refusant de comparaître, multipliant les plaintes devant la justice à son encontre, ou appelant à son remplacement. «La classe dirigeante est unie dans sa volonté de voir l'enquête aban-

donnée, et elle fera tout son possible pour la faire échouer», estime Lina Khatib, directrice du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord au think tank Chatham House.

«ALLER JUSQU'AU BOUT»

Pour l'analyste basée à Londres, «l'espoir de demander des comptes aux responsables de l'explosion faiblit en raison des divers moyens employés par la classe dirigeante pour arrêter l'enquête», dont «le recours à la violence». Fer de lance de la campagne contre le juge Bitar, le puissant mouvement chiite Hezbollah l'a accusé de politiser l'enquête et a demandé son remplacement par un magistrat «honnête».

L'affaire a provoqué la crise la plus grave pour le gouvernement de Najib Mikati, formé en septembre après 13 mois d'impasse politique et qui a dû suspendre ses réunions

la semaine dernière après la demande du Hezbollah, de crainte d'une implosion du cabinet. Pour Nadim Houry, directeur de l'Arab Reform Initiative, toute la classe dirigeante se sent menacée par ce qu'il qualifie de «lutte essentielle (...) pour l'Etat de droit». «Une partie de la société a décidé d'aller jusqu'au bout et de réclamer la vérité», mais elle fait face à «une classe politique qui est prête à avoir recours aux menaces, à la violence, même à une nouvelle guerre civile pour empêcher cette recherche de la vérité d'aboutir», estime-t-il. L'énorme déflagration au port a été déclenchée par un incendie dans un entrepôt qui abritait des tonnes de nitrate d'ammonium stockées «sans mesures de précaution», de l'aveu même des autorités qui sont accusées de «négligence criminelle». Les familles des victimes voient dans le juge Bitar le seul espoir de justice au Liban où l'impunité a longtemps été la règle. Après la

guerre civile (1975-1990), le pays a proclamé une loi d'amnistie bénéficiant aux seigneurs de guerre dont beaucoup sont devenus des dirigeants politiques. «C'est à l'idée même que l'un d'entre eux puisse être tenu pour responsable qu'ils résistent», estime M. Houry, en parlant de ces dirigeants.

«RÉGIME D'IMPUNITÉ»

Si l'enquête aboutit, ce sera «un précédent» qui mettra fin au «régime d'impunité» en vertu duquel chaque parti au pouvoir ferme les yeux sur les abus des autres. La semaine dernière, le Hezbollah a fait défiler ses partisans et ceux de son allié, le mouvement Amal, au cœur de Beyrouth pour réclamer le remplacement du juge. Ces manifestants ont soudainement essuyé des tirs, déclenchant des violences qui ont fait sept morts, pour la plupart des membres des deux formations chiites.

Le Hezbollah et Amal ont accusé des francs-tireurs du parti des Forces Libanaises (FL) d'avoir visé leurs partisans, ce que dément le parti chrétien. «Le Hezbollah agit de plus en plus comme la garde prétorienne du régime», estime Nadim Houry. «Nous sommes aujourd'hui à un tournant: pour la première fois dans l'histoire du Liban, un juge poursuit de haut responsables», explique Nizar Saghié, directeur de l'ONG Legal Agenda. «La classe politique est habituée depuis des décennies à l'impunité et à contrôler la justice, c'est pour cela qu'elle a peur et lance cette virulente attaque contre le juge Bitar», ajoute-t-il. Et en ayant recours aux menaces ou en agitant le spectre d'une nouvelle guerre civile, elle «veut aussi convaincre les Libanais que le prix de la justice est trop élevé», estime Lina Khatib.

Le 17 octobre 1961

Monsieur Macron : sous quelle autorité agissait papon ?

Le 17 octobre 1961 est commémoré cette année alors que les relations algéro-françaises, suite à une maladresse du président français, sont très tendues. La veille, l'historien Benjamin Stora, invité par Jean-Pierre Elkabbach dans l'émission Europe 1, déclare : «Il faut que la France reconnaisse cette tragédie inexcusable.»

Par Seraghni Laid

Après avoir déposé une gerbe de fleurs sur les berges de la Seine où furent jetés des Algériens, le président français fait plus que François Hollande qui avait regretté «une sanglante répression».

Il reconnaît officiellement dans un communiqué que des Algériens, manifestant pacifiquement ce jour, ont été sauvagement massacrés en ces termes : «Les crimes commis cette nuit sous l'autorité de Maurice Papon sont inexcusables pour la République.» (1) Si la République française reconnaît que ce qui s'est passé le 17 octobre 1961 était un crime d'Etat, il faut aller jusqu'à identifier les véritables auteurs de ce crime. Nous verrons ultérieurement que le préfet de Paris n'avait pas agi seul. Les ordres venaient du sommet de l'Etat sinon comment expliquer l'absence de sanction contre ce préfet ni de la part du ministre de l'Intérieur, ni du Premier ministre, ni du président de la République de l'époque respectivement Roger Fray, Michel Debré et Charles de Gaulle.

Durant 132 ans, beaucoup de généraux qui avaient fait la guerre aux Algériens, comme le général de Gaulle, devaient être poursuivis pour crimes contre l'humanité et qualifiés de Grands Criminels comme les nazis, les fascistes et les sanguinaires dictateurs et colonisateurs. Ce général, alors président de la République, n'avait pas réagi aux massacres du 17 octobre 1961, quand des Algériens, manifestant pacifiquement dans les rues de Paris pour demander l'indépendance, furent tués par la police et furent jetés dans les eaux de la Seine. Ce jour, plus de 200 Algériens ont été massacrés, mais de Gaulle «avait voulu tirer le rideau sur cette affaire.» (2) Ce fut l'un des grands massacres de personnes, pourtant manifestant pacifiquement, de l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale. Ce jour les Algériens sortaient dans la rue sans user de la violence, pour le droit à l'indépendance et contre le couvre-feu qui les visait particulièrement. Face à ce défilé pacifique «le préfet Maurice Papon, qui a reçu carte blanche des hautes autorités, dont de Gaulle, lance, avec 7 000 policiers, une répression sanglante. Il y aura 11 730 arrestations et beaucoup plus de 200 morts, noyés ou exécutés parmi les Algériens» (3) La France ne pouvait reconnaître ces crimes commis par sa police car les responsables de ce crime ont continué à exercer d'importantes fonctions dans l'Etat français. Maurice Papon, préfet de Paris, a été ministre jusqu'à 1981 et Roger Fray, ministre de l'Intérieur a été président du Conseil constitutionnel jusqu'à 1983

La France a toujours caché le visage brutal de De Gaulle qui avait toléré la torture et l'utilisation du napalm contre des populations civiles. Il est présenté comme le décolonisateur et le libérateur de Paris oubliant l'effort considérable des alliés et la participation de milliers d'Africains dont 340 000 Algériens

qui avaient contribué à cette libération. (4) Durant les événements du 13 mai 1958, Pierre Pflimlin, président du Conseil, déclarait dans un état de colère, après une rencontre avec de Gaulle le 27 mai 1958 : «De Gaulle m'a trompé, de Gaulle m'a dupé. C'est un mensonge effronté. Je vais lui infliger un démenti.» (5) Un démenti qui n'aura pas été fait car le président de la République René Coty s'y était opposé. Quand les militaires d'Algérie n'obéissaient pas à ce dernier, lorgnant le pouvoir et obsédé par le retour aux affaires publiques, de Gaulle piétinait la Constitution et soutint des militaires mutins contre un président du Conseil légitime, investi pour un mandat par une Assemblée nationale légitime, le lui demandait son visiteur à trois reprises. Seize années auparavant, il était pour l'usage de la violence excessive contre la population civile et il le faisait montrer d'une manière claire et directe. Quelques heures après les massacres du 8 mai 1945, il envoya un télégramme, daté 12 mai, au gouverneur général Chataigneau lui ordonnant de déclarer publiquement «La volonté de la France victorieuse de ne pas laisser porter aucune atteinte à la souveraineté française. Veuillez prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer tout agissement antifrançais» par «une minorité d'agitateurs...» (6) À lire ce télégramme, nous voyons l'image de l'ensemble des Algériens musulmans acquis à l'occupation avec une minorité d'indépendantistes et suggérait au gouverneur général la répression par tous les moyens contre cette minorité.

Était-il atteint d'une cécité ou était-il mal informé pour parler d'une minorité d'agitateurs ? N'avait-il pas vu l'embrasement de plusieurs villes et villages où des milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement en brandissant le drapeau algérien. Suivant les consignes de De Gaulle, l'armée française était intervenue pour réprimer cette tentative insurrectionnelle qui n'était autre que «Le premier acte de la révolution algérienne.» (7) Le traitement des manifestations avait montré, encore une fois, le vrai visage du colonialisme sanguinaire et impitoyable sous la conduite de De Gaulle. Le témoignage, en 1982, devant la caméra de René Vautier, de l'écrivain algérien Kateb Yacine, qui était en troisième classe à cette date à Sétif, est édifiant. Il déclarait : «C'est en 1945 que mon humanitarisme s'est confronté pour la première fois aux plus atroces des spectacles. J'avais vingt ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié.» (8). Dans son roman Nedjma, le même Kateb, écrivait : «Les automitrailleuses, les automitrailleuses, les automitrailleuses, y en a qui tombent et d'autres courent parmi les arbres, y a pas de montagnes, pas de stratégie, on aurait pu couper les fils électriques, mais ils ont la radio et des armes américaines toutes neuves, révolution. Les gendarmes ont sorti

leur side-car, je ne vois plus rien autour de moi.» (9) Le bilan était très lourd : 45 000 Algériens tués.

Les instructions du général de Gaulle ont été appliquées, pour non seulement faire couler le sang des Algériens mais pour les humilier encore plus. La répression achevée le 22 mai, «l'armée organise des cérémonies de soumission au cours desquelles les hommes algériens doivent se prosterner devant le drapeau français. On lance un ordre de garde-à-vous le drapeau est levé, la Marseillaise est chantée.» (10) Hitler n'avait pas agi avec les populations européennes en matière d'humiliation comme le fit de Gaulle avec les Algériens.

Il est indubitablement que de Gaulle était directement responsable de ces massacres, dont l'ampleur était énorme avec en plus un cachet nazi. Ses instructions étaient la couverture politique des agissements barbares de l'armée et des milices civiles. Ce jour, très meurtris certes, les Algériens avaient pris bonne note que la phase des revendications par des moyens politiques pacifiques était révolue car elle est improductive. Seule l'action armée mènera vers l'indépendance et la liberté. L'esprit malfaiteur était perceptible chez le dirigeant français avant les massacres du 8 mai. Répondant directement aux revendications algériennes exprimées dans l'AML, à la veille du débarquement d'août 1944 des alliés en Provence, de Gaulle adressait un message-directive au général Martin, Commandant le 19e corps d'armée en Algérie dans lequel il soulignait : «Il faut éviter que pendant que nous libérons l'Europe, l'Afrique du Nord nous glisse entre les doigts.» (11a) Il insistait sur le cas spécifique de l'Algérie en précisant : «L'Algérie, par ailleurs, ne doit pas ternir l'image d'une France à la souveraineté recouvrée.» (11b)

Dès sa nomination, l'organe d'information du FLN El Moudjahid rappelait que de Gaulle, alors président du Conseil en 1945 «n'avait pu empêcher Sétif et les fours crématoires d'Héliopolis.» (12)

Il avait utilisé l'aviation et la marine contre des douars. Le rapport de forces était trop déséquilibré. Des civils algériens sans armes face à une armée dotée de moyens terrestres, aériens et navals. Il avait sur la conscience 45 000 civils tués sur son ordre. Les massacres des civils désarmés à Sétif, à Guelma, à Kherrata et dans d'autres régions de l'Algérie restent indélébiles dans la mémoire des Algériens comme étant l'œuvre d'un

Référence :

- France 24 du 17 octobre 2021.
- Le Monde du 17 octobre 2011, Le 17 octobre 1961 ce massacre occulté de la mémoire collective.
- Soren Seelow, Le Monde du 17 octobre 2011, Le 17 octobre 1961 : «ces massacres a été occulté de la mémoire collective»
- Les massacres du 17 octobre 1961 à Paris «lci on noie les Algériens !» Reybellion.info du 17 octobre 2020.
- Note de l'état-major des armées (EMA), mars 1940, Archives du SHAT, 9N22.
- Raymond Tournoux, Le tourment et la fatalité. 1958-1974, Tout fini par se savoir. Plon, p 11 et 13.
- De Gaulle et le problème algérien 1958 article Guy Pervillé.
- Claire Arsenault : le 8 mai 1945, à Sétif, le premier acte de la révolution algérienne. Rfi fr.
- Illusions perdues. Le 8 mai 1945 à Sétif par Kateb Yacine, Algérie - hier.
- Humanité du 28 octobre 2004.
- L'Express du 17 août 2015, 1945, derniers secrets ; Sétif, le massacre occulté.
- a et b - Charles-Robert Ageron livre, L'Algérie algérienne de Napoléon à de Gaulle, Paris, Sindbad 1980 pages 243.
- El Moudjahid n° du 29 mai 1958.
- Jean-Pierre Peyroulou, Guelma, 1945, Une subversion française dans l'Algérie coloniale, Arrêter les massacres 19-29 mai 1945, Dans Guelma (1945 Edition La Découverte (2009), p 172-182.



dirigeant des criminels qui avaient agi sur ses instructions écrites. Malgré leur défaite, Hitler le naziste et Mussolini le fasciste avaient des émules en France, réunissant en même temps ces deux doctrines néfastes. Ils étaient : Charles de Gaulle, le chef du gouvernement, Yves Chataigneau, le gouverneur d'Algérie, André Tixier, le ministre de l'Intérieur, Lestrade Carbonnel, le préfet de Constantine, le général Raymond Duval, commandant l'intervention de l'armée, ordonnée par de Gaulle le 11 mai, le général Henri Martin, commandant la Subdivision territoriale de Constantine, André Achiary, le sous-préfet de Guelma, devenu chef de milice et le colonel Monniot. Le gouverneur d'Algérie a été désigné par de Gaulle dans ses mémoires comme l'homme de la répression de Sétif et le colonel Monniot déplaça, le 15 mai, son poste de commandement de Bône à Guelma pour mieux diriger les actions sanglantes.

Les manifestations avaient cessé depuis le 15 mai, mais la répression se poursuivait avec des moyens lourds. De Gaulle faisait la guerre totale à une population civile sans défense en employant l'aviation. Les bombardements aériens ont été «du 9 au 19 mai, douze bombardiers B-26 effectuèrent trente-neuf missions, dont quinze bombardements et lâchèrent plus de trente huit tonnes de bombes. Douze chasseurs bombardiers A-24 venus de Meknès et basés à Sétif depuis le 10 mai effectuèrent trente-sept vols à basse altitude et cinq bombardements au cours desquels ils envoyèrent trois tonnes de bombes. Le croiseur Duguay-Trouin fit feu à dix reprises dans la région de cap Aokas.» (13) Dans le rapport publié, en avril 2005, par la

Ligue des Droits de l'Homme «Sur le mouvement insurrectionnel du 8 mai 1945.» établi par la commission présidée par général de gendarmerie Paul Tubert décrit l'armement des insurgés : Très insuffisant. Les armes emmenées d'ailleurs de l'extérieur sont rares, peut-être une centaine... Un quart à peine des insurgés avait un fusil de chasse.

La masse était armée de couteaux, lrasoirs, sabres, massues, haches, etc. Tubert, membre du Comité central provisoire de la Ligue des Droits de l'Homme, a été désigné par le de Gaulle le 19 mai 1945, mais n'a pu se rendre, avec les autres membres de la commission à Sétif, que le 25 mai, quand tout y était terminé. La commission a dû interrompre sa mission sur ordre du gouvernement du général de Gaulle. Le lendemain, il fut rappelé à Alger par le gouverneur d'Algérie si bien qu'il n'a pu se rendre à Guelma où la milice d'Andria Achiary, un futur chef de l'OAS, continuait la répression. De Gaulle avait voulu sauver Andria Achiary, l'organisateur des milices. L'enquête menée par cette commission fit des constatations frappantes, relatives au nationalisme des petits Algériens qui l'affichaient dans les écoles.

Monsieur Macron si les policiers avaient agi sous l'autorité du préfet Papon, celui-ci était sous l'autorité du ministre de l'Intérieur qui lui-même était sous l'autorité du Premier ministre qui à son tour était sous l'autorité du président de la République. Le premier responsable de ces crimes du 17 octobre 1961 était de Gaulle.

(Voir annexe : intervention de Claude Boulet au Conseil municipal de Paris, le 27 octobre 1961)

Suite en page 7

Le 17 octobre 1961 monsieur macron : Sous quelle autorité agissait papon ?

INTERVENTION DE CLAUDE BOURDET AU CONSEIL
MUNICIPAL DE PARIS, LE 27 OCTOBRE 1961

«Monsieur le Préfet de Police» Les silences de Monsieur Maurice Papon. Claude Bourdet

Suite de la page 6

J'en viens d'abord aux faits. Il n'est guère besoin de s'éten- dre. Parlerai-je de ces Algériens couchés sur le trottoir, baignant dans le sang, morts ou mourants, auxquels la Police interdisait qu'on porte secours ? Parlerai-je de cette femme enceinte, près de la place de la République, qu'un policier frappait sur le ventre ? Parlerai-je de ces cars que l'on vidait devant un commissariat du Quartier latin, en forçant les Algériens qui en sortaient à défilier sous une véritable haie d'honneur, sous des matraques qui s'abattaient sur eux à mesure qu'ils sortaient ? J'ai des témoignages de Français et des témoignages de journalistes étrangers. Parlerai-je de cet Algérien interpellé dans le métro et qui portait un enfant dans ses bras ? Comme il ne levait pas les bras assez vite, on l'a presque jeté à terre d'une paire de gifles. Ce n'est pas très grave, c'est simplement un enfant qui est marqué à vie ! Je veux seulement mentionner les faits les plus graves et poser des questions. Il s'agit de faits qui, s'ils sont vérifiés, ne peuvent pas s'expliquer par une réaction de violence dans le feu de l'action. Ce sont des faits qui méritent une investigation sérieuse, détaillée, impartiale, contradictoire. D'abord, est-il vrai qu'au cours de cette journée, il n'y ait pas eu de blessés par balle au sein de la Police ? Est-il vrai que les cars radio de la manifestation dix morts parmi les forces de l'ordre, message nécessairement capté par l'ensemble des brigades... et qui devait donc exciter au plus haut point l'ensemble des policiers ? C'était peut-être une erreur, c'était peut-être un sabotage, il faudrait le savoir ; et peut-être, d'autre part, n'était-ce pas vrai. C'est pour cela que je veux une enquête.

De même, est-il vrai qu'un grand nombre des blessés ou des morts ont été atteints par des balles du même calibre que celui d'une grande manufacture qui fournit l'armement de la Police ? Qu'une grande partie de ces balles ont été tirées à bout portant ? Une enquête dans les hôpitaux peut donner ces renseignements. Il est clair que ce n'est pas n'importe quelle enquête et que ceux qui la feraient devraient être couverts par son caractère officiel et savoir qu'ils ne risqueraient rien en disant la vérité.

Et voici le plus grave : est-il vrai que dans la «cour d'isolement» de la Cité, une cinquantaine de manifestants, arrêtés apparemment dans les alentours du boulevard Saint-Michel, sont morts ? Et que sont devenus leurs corps ? Est-il vrai qu'il y a eu de nombreux corps retirés de la Seine ? Dans les milieux de presse, et pas seulement dans les milieux de la presse de gauche, dans les rédactions de la presse d'information, on parle de 150 corps retirés de la Seine entre Paris et Rouen.

C'est vrai ou ce n'est pas vrai ? Cela doit pouvoir se savoir. Une enquête auprès des services compétents doit permettre de le vérifier. Cela implique, ai-je dit, non pas une enquête policière ou administrative, c'est-à-dire une enquête de la Police

sur elle-même, mais une enquête très large, avec la participation d'élus.

J'en viens maintenant au propos qui est pour moi l'essentiel : celui qui vous concerne directement, Monsieur le Préfet de Police. Mon projet n'est pas de clouer au pilori la Police parisienne, de prétendre qu'elle est composée de sauvages, encore qu'il y ait eu bon nombre d'actes de sauvagerie. Mon projet est d'expliquer pourquoi tant d'hommes, qui ne sont probablement ni meilleurs, ni pires qu'aucun de nous, ont agi comme ils l'ont fait. Ici je pense que, dans la mesure où vous admettez partiellement ces faits, vous avez une explication. Elle a d'ailleurs été donnée tout à l'heure : elle réside dans les attentats algériens, dans les pertes que la Police a subies.

Il s'agit seulement d'expliquer, sur le plan subjectif, l'attitude de la Police, cette explication est, en partie, suffisante. Nous nous sommes inclinés assez souvent ici sur la mémoire des policiers tués en service commandé pour le savoir, mais cela n'explique pas tout. Et surtout, ces explications subjectives ne suffisent pas. Le policier individuel riposte lorsqu'il est attaqué, mais il faut voir les choses de plus loin. Ce qui se passe vient d'une certaine conception de la guerre à outrance menée contre le nationalisme algérien. Ici on peut me répondre : «Auriez-vous voulu que nous laissions l'ennemi agir librement chez nous ? Et même commettre des crimes impunément ?» Sur ce plan, la logique est inévitable : l'ennemi est l'ennemi ; il s'agit de le briser par tous les moyens, ou presque. Mais l'ennemi répond alors de la même façon, et on arrive là où nous sommes aujourd'hui. Il était impossible qu'il y ait une guerre à outrance en Algérie et qu'il ne se passe rien en France. Mais ce que je dis - et cela me semble vérifié pour tout ce qu'on a dit ici, à droite, sur la puissance du FLN en France, et sur la menace qu'il représente -, c'est qu'il aurait pu rendre la situation infiniment plus grave qu'il ne l'a rendue.

LA GUERRE À OUTRANCE

Les dirigeants algériens ont agi non pas en vertu de sentiments d'humanité mais dans leur propre intérêt, parce qu'ils voulaient pouvoir organiser les Algériens en France, parce qu'ils voulaient «collecter» comme on l'a dit et cela, vous le savez bien, en général beaucoup plus par le consentement que par la terreur. Il y avait là aussi, probablement, l'influence d'un certain nombre de cadres algériens, en particulier de ces cadres syndicaux de l'UGTA, très enracinés dans le mouvement syndical français, très proches de la population métropolitaine, hostiles au terrorisme. Ce sont malheureusement eux, justement, parce qu'ils étaient connus, repérés, voyants, qui ont été les premiers arrêtés, souvent déportés en Algérie, et on ne sait pas malheureusement, vous le savez, ce que ceux-là sont devenus.

Vous répliquerez qu'il y a eu, dès le début de la guerre, des règlements de compte entre Algériens, des liquidations de dénonciateurs, etc., c'est-

à-dire des crimes que la Police ne pouvait pas tolérer, quelle que fût sa politique. Oui, mais il y a, pour la Police, bien des façons d'agir et dans les premiers temps, on n'a pas vu se produire, du côté policier, les violences extrêmes qui sont venues ultérieurement. Ce que je dis, c'est qu'à un certain moment, on a estimé que cette action de la Police ne suffisait pas.

On a estimé qu'il fallait qu'à la guerre à outrance menée contre le FLN en Algérie corresponde la guerre à outrance menée contre le FLN en France. Le résultat a été une terrible aggravation de la répression, la recherche par tous les moyens du «renseignement», la terreur organisée contre tous les suspects, les camps de concentration, les sévices les plus inimaginables et la «chasse aux rats».

Je dis, Monsieur le Préfet de Police, que vous-même avez particulièrement contribué à créer ainsi, au sein d'une population misérable, épouvantée, une situation où le réflexe de sécurité ne joue plus. Je dis que les consignes d'attentats contre la Police étaient bien plus faciles à donner dans un climat pareil de désespoir. Je dis que même si de telles consignes n'existaient pas, le désespoir et l'indignation suffisaient souvent à causer des attentats spontanés, en même temps qu'à encourager ceux qui, au sein du FLN, voulaient en organiser. Je dis qu'on a alimenté ainsi un enchaînement auquel on n'est pas capable de mettre fin.

EST-IL VRAI ?

Je pense, Monsieur le Préfet de Police, que vous avez agi dans toute cette affaire exactement comme ces chefs militaires qui considèrent que leur propre succès et leur propre mérite se mesurent à la violence des combats, à leur caractère meurtrier, à la dureté de la guerre. C'était la conception du général Nivelle au cours de l'offensive du Chemin des Dames, et vous savez que l'Histoire ne lui a pas été favorable. C'est cette conception qui a été la vôtre à Constantine et celle que vous avez voulu importer dans la région parisienne, avec les résultats que l'on sait. Maintenant, vous êtes pris à votre propre jeu et vous ne pouvez pas vous arrêter, même en ce moment, à une époque où la paix paraît possible. La terreur à laquelle la population algérienne est soumise n'a pas brisé la menace contre vos propres policiers, bien au contraire. J'espère me tromper, j'espère que vous n'aurez pas relancé, d'une manière encore pire, l'enchaînement du terrorisme et de la répression.

Car, enfin, il n'était pas condamnable, il était excellent que le FLN cherche, lui, à sortir de cet engrenage par des manifestations de rue, des manifestations dont un grand nombre de gens ont dit qu'elles étaient, à l'origine, pacifiques. Nous aurions dû comprendre, vous auriez dû comprendre, que c'était là l'exutoire qui permettrait au désespoir de ne pas se transformer en terrorisme. Au lieu de cela, vous avez contribué à créer une situation pire. Vous avez réussi, et peut-être certains s'en félicitent-ils, à dresser contre les Algériens, il



faut le dire, une partie importante de la population parisienne qui ne comprend pas évidemment pourquoi ces Algériens manifestent. Elle n'est pas algérienne, cette population, elle ne vit pas dans les bidonvilles, sa sécurité de tous les instants n'est pas menacée par les harkis, etc. Alors, évidemment, «que viennent faire dans les rues ces Algériens ? Leur attitude est incompréhensible !»

Je dis, Messieurs les Préfets, mes chers collègues, que loin de chercher à réprimer l'agitation politique des Algériens, nous devons dans cette perspective de négociation, de paix, qui s'ouvre enfin, même si c'est trop tard - nous devons chercher à légaliser l'activité politique des Algériens en France. Il faut que leur action politique s'effectue au grand jour, avec des organisations légales, donc contrôlables, avec des journaux que l'on puisse lire. Nous devons leur laisser d'autres moyens que ceux du désespoir.

Monsieur le Préfet de Police, cela suppose que vous, vous changiez d'attitude. Ici je suis obligé de vous poser une question très grave. Je vous prie, non pas de m'en excuser, car vous ne m'en excuserez pas, mais de comprendre qu'il est difficile, pour un journaliste qui sait que son journal sera saisi, si quoi que ce soit déplaît un peu trop à la Police ou au gouvernement, d'écrire un article sur ce sujet. Mais quand ce journaliste est conseiller municipal, il a la possibilité de venir dire ces choses à la tribune et de les dire sans ambages.

Voici ma question : est-il vrai qu'au mois de septembre et d'octobre, parlant à des membres de la Police parisienne, vous avez affirmé à plusieurs reprises que le ministre de la Justice avait été changé, que la Police était maintenant couverte, et que vous aviez l'appui du gouvernement ? Si c'était vrai, cela expliquerait, en grande partie, l'attitude de la Police au cours de ces derniers jours. Si ce n'est pas vrai, tant mieux. De toute façon, d'ici quelques années, d'ici quelques mois, quelques semaines peut-être, tout se saura, et on verra qui avait raison. Et si j'avais eu tort aujourd'hui, je serais le premier à m'en féliciter.»

- Extrait du livre «Mes batailles» de Claude Bourdet (Ed. In Fine, 1993) pages 161/167 et aussi paru dans la

revue France-Observateur du 2 novembre 1961

-Même si Papon a été débouté de la plainte déposée contre lui, tous ces faits, tous ces massacres ont été complètement avérés au cours du procès, cependant aujourd'hui le gouvernement français ne les a toujours pas officiellement reconnus.

A voir aussi le documentaire : Mémoires sauvées du vent, qui fait un retour sur la répression de la manifestation du 17 octobre 1961, et la lente intégration des travailleurs algériens, des bidonvilles aux cités de logement, avec les conséquences que l'on sait.

A partir d'archives, ce document relate les événements d'octobre 1961, du couvre-feu imposé aux «Français musulmans d'Algérie» par le préfet de police Maurice Papon, à la répression de la manifestation du 17 octobre 1961 qui aurait fait près de 300 victimes selon les historiens, en passant par les rafles qui l'ont suivie et le retour forcé vers leurs «douars d'origine» des interpellés. Puis il s'attarde sur la condition des travailleurs algériens dans les bidonvilles de Nanterre, avec cet entretien mené par Monique Hervo qui y a séjourné, jusqu'à leur transfert sous l'impulsion du gouvernement de Jacques Chaban-Delmas vers des cités de logement... avec les conséquences que l'on sait : la progressive ghettoïsation de ces quartiers. Dès les années 70, on n'hésite plus à parler dans les médias de «seuil de tolérance», de «cote d'alerte», de «Français de souche» qui désertent ces banlieues... Une mise à l'index qui trouvera son exutoire dans le vote populiste des années 80, jusqu'aux émeutes de 2005 qui, trente ans plus tard, démontrera à une France médusée la face cachée d'une politique de la ville réduite à sa plus simple expression. Racisme, discriminations, contrôles au faciès, bavures policières... la liste est longue des renoncements d'une République, qui n'a toujours pas soldé les séquelles de ses guerres coloniales.

Seraghi Laid

Source : Autour du 17 octobre 1961, Rebeyllion. Info du 7 novembre 2003.

ALGER

Célébration du Mawlid Ennabawi: 2 blessés et 31 incendies maîtrisés



Deux personnes ont été blessées et 31 incendies maîtrisés, lundi soir à Alger, suite à l'utilisation de produits pyrotechniques à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabawi, indique mardi, un bilan de la Protection civile. «A la veille du Mawlid Ennabawi, les unités de la Protection civile ont secouru deux personnes atteintes de brûlures et procédé à l'extinction de 31 incen-

dies divers, à travers 24 communes de la wilaya d'Alger», a précisé le bilan, soulignant que «les interventions se sont déroulées de 18h20 à 00h00». Les secours de la Protection civile ont «produqué les soins nécessaires puis évacué vers l'hôpital, un enfant âgé de 14 ans atteint de brûlures à la bouche à Bouzaréah, et un homme âgé de 51 ans blessé à la joue gauche à Rouiba», a détaillé la même source. Concer-

nant les 31 incendies maîtrisés, dont 17 sont des incendies de broussailles et d'herbes sèches, le bilan a fait savoir qu'ils se sont déclarés dans les communes de Bab El Oued, Staoueli, Bouzaréah, Rouiba, El Achour, Chérag, Birkhadem, Kouba, Bourouba, Gué de Constantine, Dely Ibrahim, El Harrach, Ain Benian, Bordj El Bahri, Dar El Beida, Sidi Abdellah, Bir Touta, Raïs Hamidou et Hussein Dey.

Une nouvelle école coranique et une exposition inaugurées

Une nouvelle école coranique baptisée «M'cid» et une exposition destinée à la présentation de ce nouveau lieu de savoir et de culte, bâti dans les normes de construction traditionnelles, ont été inaugurés lundi à Alger, par la ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaâlal, dans le cadre des célébrations du Mawlid Ennabawi Ech'Charif. Située au Palais des Rais-Bastion 23, «M'cid», a été restaurée en respectant les normes de construction originelles qui valorisent le bâti algérien dans sa tradition patrimoniale, que la ministre de la Culture et des Arts a inauguré, pour visiter ensuite, au sein même de cette nouvelle école coranique, une exposition qui présente ce nouveau lieu de culte et de culture. Présentée également en braille (alphabet pour personnes non-voyantes), l'exposition de ce nouvel espace, construit au XVIII^e siècle durant la période ottomane, offre

aux visiteurs deux modèles de «Lawhat» (grandes ardoises sur lesquelles sont consignés les différents versets coraniques soumis à l'apprentissage), destinées aux enfants en début et en fin de cycle d'apprentissage et de grands panneaux sur lesquels sont inscrites les définitions de différentes structures culturelles. Un aperçu sur la calligraphie utilisée sur les lawhat, ainsi qu'une reconstitution d'une «halqa» (élèves assis, lawhat en mains, autour de leur maître) font également partie de l'exposition. «M'cid» est désormais dédiée à «l'apprentissage du Saint Coran et à l'organisation de différents ateliers, dans le but, de faire connaître ce lieu d'une grande valeur patrimoniale et ouvrir l'esprit et l'imaginaire des enfants», a expliqué la directrice de l'établissement, Faiza Riache. Wafa Chaâlal a également assisté à un concert de musique «T'Bel», un genre proche de l'Ahallil de la région

d'Adrar, exécuté, sous la direction de Hadjadj El Berka, par une vingtaine de voix et quelques instrumentistes jouant notamment aux nay, zemmar (flûtes), tebla, el ouetra, el Guellal (dans ses trois dérivés: rabbaâ, khellaf et Tin Beqqal), de l'Association 'Tawassol adjyal Ech'Chellali' du ksar Wedgha de la wilaya d'Adrar.

Un exposé sur ce genre de musique représentatif de la région d'Adrar a été rendu à la ministre de la Culture et des Arts par le docteur en Anthropologie culturelle et chercheur en patrimoine, Omar Hadjadj, avant de lui remettre une demande d'inscription au patrimoine national de ce genre de musique millénaire.

Wafa Chaâlal a également rendu hommage aux cheikhs, Boudjemaâ Zemmar, Mohamed Al-lali et Abdelkader Hadjadj, qui ont œuvré à la sauvegarde et la transmission de cette musique ancestrale.

Formation au profit des jeunes désirant investir dans l'Agriculture

La 1^{re} session de formation au profit des jeunes désirant investir dans le domaine agricole a débuté, lundi à Alger, et ce, en application de la nouvelle stratégie de relance du développement agricole et d'encouragement de l'entrepreneuriat agricole, a indiqué un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises. Le coup d'envoi de cette session de formation a été donné par le directeur de l'Agence nationale d'appui et du développement de l'entrepreneuriat (ANADE) d'Alger-est, Slimane Kamio et le directeur de l'Agence de wilaya d'Alger-ouest, Samir Bousbaâ, précise la même source.

Cette formation a été lancée en application des instructions du

président de la République et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Micro-entreprises, Nassim Diafat, des instructions portant sur la nécessité d'accorder un intérêt particulier à l'investissement dans le domaine agricole et les industries de transformation. Cette session de formation intervient également, ajoute la même source, dans le cadre de la convention conclue entre l'Institut de Technologie moyen agricole spécialisé et l'ANADE Alger-est en partenariat avec l'Agence de wilaya d'Alger-

ouest. Intervenant à cette occasion, M. Kamio a affirmé que ces sessions de formation entrent dans le cadre de la mise en œuvre des clauses de la convention conclue et vise à accompagner et à assurer une formation technique aux jeunes désirant investir dans l'agriculture, relevant que ces initiatives permettront aux jeunes d'accéder au monde de l'entrepreneuriat à la faveur des privilèges et le soutien qu'apporte l'ANADE en vue de concrétiser leurs projets dans le domaine agricole et créer de la richesse.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

13 rabie el aouel 1443

El Fedjr 05h34	Dohr 12h33	Assar 15h39	Maghreb 18h08	Icha 19h26
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------

BOUIRA

Raccordement de plus de 450 foyers au réseau d'électricité

Pas moins de 466 foyers ont été raccordés, de juin à août 2021, au réseau électrique, dans plusieurs communes de la wilaya de Bouira, selon la direction de Distribution de l'électricité et du gaz.

«Nos services ont raccordé 466 foyers au réseau d'électricité dans plusieurs communes à l'image d'Aomar, Ain Tork, Zbarbar, Guerrouma, Bouderbala Oued El Bardi, Chorfa, Kadiria et Maâlla», a précisé à l'APS la chargée de communication de la direction, Ouidad Benyoucef. Le raccordement de ces foyers a été réalisé, selon Mme

Benyoucef, dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL).

«La grande partie de ces raccordements ont été réalisée dans la municipalité d'Ait Laâziz qui a vu l'alimentation de 47 foyers, puis à M'Chedallah avec 43 foyers raccordés», a encore expliqué Mme Benyoucef.

D'autres opérations similaires ont été parachevées dans le cadre du programme complémentaire à travers des localités enclavées, relevant des communes de Dechmia, Hakimia et Raouraoua.

MÉDÉA

Prochaine distribution de 288 logements publics locatifs

Un nouveau quota de 288 logements publics locatifs (LPL), localisés dans 3 communes de la wilaya de Médéa, sera distribué prochainement, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. 146 unités implantées dans la commune d'Ouamri (33 km à l'ouest de Médéa), 100 autres unités, localisées dans la commune voisine de Oued-Harbil, relevant de la daïra d'Ouamri, et 42 unités situées dans la commune de Souagui (65 km à l'est du chef-lieu de wilaya) seront distribuées dès l'achèvement de l'opération de choix de positionnement, organisée en présence des bénéficiaires, a-t-on indiqué de même source. L'opération

permet la finalisation des décisions d'affectation de ces logements pour que les bénéficiaires puissent connaître l'immeuble et l'étage qui leur sont réservés, a-t-on signalé, ajoutant que la distribution effective de ces logements devrait intervenir dans les tout prochains jours. Par ailleurs, une opération de remise des clefs de logements publics locatifs a été organisée dans la commune de Sidi Rabei (77 km à l'est de Médéa) au profit de 27 bénéficiaires, a indiqué la même source, précisant que des opérations similaires auront lieu dans d'autres communes dès l'achèvement des procédures d'attribution.

GHARDAÏA

Visite de l'ambassadrice du Danemark

Les opportunités d'affaires et d'investissement qu'offre la région de Ghardaïa dans les secteurs de l'Agriculture, l'Agroalimentaire, le Tourisme et les Energies renouvelables, ont été mises en avant, lundi, à l'occasion d'une visite de travail et de prospection de l'ambassadrice du Royaume du Danemark à Alger, Mme Vanessa Vega Saenz, à Ghardaïa (600 km au sud d'Alger). Accompagnée de son conseiller aux affaires économiques, l'ambassadrice du Danemark à Alger s'est montrée fort intéressée par les atouts et les potentialités qu'offre la wilaya de Ghardaïa dans les domaines suscités, suite à une rencontre tenue avec les membres de la Chambre du commerce et de l'industrie (CCI-M'zab) et les opérateurs économiques de la wilaya.

Les opérateurs économiques de Ghardaïa ont focalisé leurs interventions sur l'apport technologique et le savoir-faire dans différents domaines du Royaume danois, tout en mettant en avant les potentialités et les produits agricoles dont regorge la région de Ghardaïa ainsi que les possibilités pour l'investissement et le partenariat. S'exprimant à l'APS au terme de cette réunion, l'ambassadrice du Danemark a affirmé que les relations d'amitié unissant l'Algérie et son pays sont appelées à devenir «plus concrètes» sur le terrain dans divers domaines, particulièrement en matière d'industrie pharmaceutique, en plus d'exploiter les opportunités existantes en

Algérie en matière d'agriculture, d'énergies renouvelables et de recyclage des déchets. Plusieurs sociétés danoises sont intéressées par l'investissement en Algérie, notamment dans les domaines industriel et agricole, créant ainsi des opportunités de travail et d'échange d'expertises et de savoir-faire pour augmenter la production et la productivité, a relevé la diplomate, assurant que le Danemark «encouragera ces sociétés à investir en Algérie». Cette première rencontre avec les acteurs économiques de la région de Ghardaïa «a permis de prendre connaissance des potentialités économiques de la région, son attractivité et les possibilités d'investissement», a fait savoir Mme Vanessa Vega Saenz, ajoutant qu'elle a permis d'établir une passerelle entre les opérateurs économiques des deux pays en vue d'un partenariat. Auparavant, la diplomate danoise s'est entretenue au siège de la wilaya avec le wali de Ghardaïa, Boualem Amrani, sur les possibilités de développer des relations économiques entre les deux pays et de promouvoir la destination Ghardaïa comme zone touristique par excellence, ainsi que la promotion des Energies renouvelables.

Des visites de périmètres agricoles dans la région de Métlili ainsi que de sites touristiques étaient programmées pour la délégation diplomatique danoise au terme de cette visite de prospection dans la région, signale-t-on.

EL TARF

Un appartement ravagé par un incendie

A.Ouélaa

Les éléments de la protection civile sont intervenus, vers 21h de lundi dernier, à la cité du 20 Août pour éteindre un incendie. Selon les services de la protection civile, l'incendie a pratiquement tout ravagé, des meubles en passant par le linge et les appareils électro-

ménagers. Une fille en état de choc a été évacuée vers les urgences de l'hôpital. Une enquête a été ouverte afin de connaître les causes de cet incendie. Par ailleurs, les mêmes services ont indiqué que durant la nuit de la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif, aucun blessé ou victime d'un quelconque produit pyrotechnique n'a été signalé.

BATNA

Saisie de 263 quintaux de semoule destinés à la spéculation

Les éléments de la brigade économique et financière du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Batna ont saisi 263 quintaux de semoule destinés à la spéculation, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité. La quantité de semoule a été découverte dans un hangar situé à la cité 1.200 logements de la ville de Batna, utilisé par son propriétaire, âgé

de 26 ans, pour le stockage de la semoule dans des sacs de différents poids dans le but de créer la pénurie sur les marchés, selon la même source. L'opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la spéculation, notamment concernant les denrées de large consommation, a souligné la même source, qui a ajouté que des mesures juridiques de rigueur ont été prises en collaboration avec les services concernés.

SÉTIF

Campagne de dépistage précoce du cancer du sein

Près de 100 femmes de différentes tranches d'âge de plusieurs communes de la wilaya de Sétif ont bénéficié d'un dépistage précoce du cancer du sein, dans le cadre d'une vaste campagne organisée par l'association locale «El Chifa» de prise en charge des cancéreux, a-t-on appris lundi auprès de membres de la même association. La campagne, organisée dans le cadre d'«Octobre rose», a permis de découvrir des cas suspects et d'autres confirmés de cette maladie chez des femmes n'ayant pas encore fait l'objet d'un dépistage précoce de cancer du sein qui constitue l'un des cancers les plus répandus dans la région, a affirmé à l'APS Younes Seghir, président par intérim de cette association.

Cette campagne vise à permettre au plus grand nombre possible de femmes de la région de bénéficier d'un dépistage précoce du cancer du sein, dans le cadre du rapprochement de ce service des citoyennes, en coordination avec un personnel médical spécialisé et une clinique privée conventionnée avec l'association, a-t-on encore détaillé. Les cas suspects sont orientés vers cette clinique pour effectuer les examens médicaux nécessaires à des prix étudiés, a-t-on précisé. Deux espaces ont été ouverts dans le centre commercial «Park Mall» et devant la Poste centrale au centre-ville de Sétif pour inviter et recevoir les femmes souhaitant bénéficier d'un dépistage précoce de cette maladie et effectuer gratuitement les tests nécessaires. Les organisateurs de cette initiative visent, à travers cette action, à diffuser la culture du dépistage précoce du cancer qui est également l'une des principales

causes de décès chez les femmes dans la région.

Il s'agit également de sensibiliser sur l'importance de prévenir la maladie, ainsi qu'à fournir des moyens pour la traiter en temps opportun avec moins d'efforts et de coûts, a ajouté M. Seghir. Les moyens nécessaires ont été mobilisés pour effectuer le dépistage précoce du cancer du sein et prendre en charge en urgence les cas confirmés parmi les femmes dépistées, a-t-on souligné. Des conseils et des orientations sur la nécessité de l'autopalpation, que chaque femme doit effectuer régulièrement, ont été dispensés et le rôle de cet examen dans la découverte des cas de cancer du sein et l'amélioration du taux de guérison des patientes et la réduction du taux de mortalité a été débattu. Un atelier a été également ouvert aux bénéficiaires de dépistage pour leur apprendre les méthodes d'autopalpation des seins pour détecter la maladie à ses débuts, selon la même source.

«La culture de l'autopalpation des seins demeure encore absente chez un grand nombre de femmes dans cette wilaya pour diverses raisons, dont la plus importante est la peur de découvrir la maladie et de l'ignorer et le manque de conscience pour certaines quant à sa gravité, en plus du manque d'information sur la manière de réaliser cet examen», a encore ajouté le président par intérim de la même association. Organisée dans le cadre des activités «Octobre rose», la campagne qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois, ciblera d'autres femmes, a assuré un membre de l'association «El Chifa» de prise en charge des cancéreux à Sétif.

ANNABA

Près de 7.900 livres scolaires saisis, 4 arrestations



Pas moins de 7.883 livres scolaires neufs des divers paliers de l'enseignement destinés à la spéculation ont été saisis par les éléments de la 5^{ème} sûreté urbaine de la wilaya d'Annaba, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les élé-

ments de la sûreté urbaine de la wilaya d'Annaba ont interpellé quatre (4) personnes, âgées entre 35 et 53 ans, suspectées d'être impliquées dans cette affaire, selon le communiqué qui a relevé que les livres scolaires saisis concernent les trois paliers de l'ensei-

gnement et les diverses matières. Les services de sécurité concernés ont pris toutes les mesures juridiques nécessaires à l'égard des mis en cause qui seront déférés devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba, a souligné le communiqué.

MILA

Découverte d'un cimetière antique

Un cimetière antique a été découvert dans la localité de Mellaha dans la commune d'Ouled Khelouf (wilaya de Mila), au cours des travaux de pose d'une canalisation d'eau potable, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la culture et des arts. Le cimetière comprend quatre tombeaux, dont la technique de construction et l'orientation constatées lors de l'inspection du site indiquent leur appartenance à une époque ancienne, a indiqué Lezghad Chiaba, chef de service du patrimoine culturel à la direction de wilaya de la culture et des arts. Les sépultures ont été découvertes à 50 centimètres de

profondeur à proximité de ruines romaines signalées dans l'Atlas archéologique de l'Algérie de 1911, a ajouté le même cadre. Le site a été découvert suite à des travaux de pose d'une canalisation d'eau potable sous l'égide de l'Agence nationale des barrages et transferts et a été signalé par la brigade de la Gendarmerie nationale d'Ouled Khelouf à la direction de la culture qui a procédé à son inspection en date du 3 octobre, a-t-on précisé de même source. «Les travaux de creusage ont endommagé «entièrement» ces tombeaux laissant seulement certains fragments et des ossements, dont une partie d'un maxillaire infé-

rieur et un fémur, rendant difficile la datation», a ajouté le chef du service patrimoine culturel. Cette découverte vient s'ajouter à la liste des biens culturels immobiliers de la wilaya, a affirmé M. Chiaba, relevant qu'une enquête a été ouverte pour non-dénonciation de destruction de tombes en vertu de la loi 04/98 sur la protection du patrimoine culturel. La commune d'Ouled Khelouf compte plus de 20 sites figurant sur la liste des biens culturels immobiliers de la wilaya de Mila, a-t-il précisé, soulignant que cette découverte archéologique est la troisième du genre effectuée depuis le début de l'année en cours.

OUARGLA ET TOUGGOURT

1,4 million de quintaux de dattes attendu

Une récolte de dattes estimée à plus de 1,44 million de quintaux est attendue cette année dans les wilayas d'Ouargla et Tougourt, selon la direction locale des services agricoles (DSA). Cette récolte prévisionnelle se répartit entre la variété supérieure «Deglet-Nour» avec 839.921 q, la variété «Ghers» avec 390.526 q, la «Degla-Beida» avec 95.920 q et les variétés communes 120.713 q, a-t-on précisé. Les services de la DA

font cependant remarquer que cette production attendue est en «nette» baisse de quelque 319.000 q par rapport à celle de la précédente saison agricole qui avait enregistré une production de plus de 1,766 million q. Elle avait englobé 1,036 million q de Deglet-Nour, 481.097 q de Ghers, 99.111 q de Degla Beida et 149.228 q de dattes communes, a-t-on fait savoir. Cette baisse est expliquée par les fortes chaleurs enregistrées cette année de

juin à septembre, entraînant un assèchement du fruit et affectant donc sa maturation, et par conséquent la production dattière dans son ensemble, au double plan quantitatif et qualitatif. La superficie consacrée à la phoeniciculture dans les wilayas d'Ouargla et Tougourt est de 23.000 hectares, totalisant un effectif de plus de 2,79 millions de palmiers, dont plus de 2,51 millions de palmiers productifs, d'après les données des services agricoles.

EL OUED

Brûlures : plus de 10 interventions chirurgicales sur des enfants

Plus de dix interventions chirurgicales de correction d'anciennes séquelles dues aux brûlures ont été opérées sur des enfants de la wilaya d'El-Oued, dans le cadre du jumelage entre l'établissement hospitalier spécialisé «EHS Bachir Bennacer» (El-Oued) et le centre hospitalo-universitaire «Ibn Sina» (Annaba), ont indiqué lundi les organisateurs.

Menées par un staff médical composé de sept chirurgiens pédiatres et cinq réanimateurs-anesthésistes, conduits par le Pr Fadela Bouattou, spécialiste en brûlures et chirurgie plastique, également chef de service des

brûlures au CHU Annaba, ces interventions de deux jours ont profité à des enfants nécessitant âgés de 6 mois à 13 ans et présentant des séquelles de brûlures, a expliqué Abdelkader Laouini, médecin-coordonnateur à la DSP d'El-Oued.

De plus, 40 enfants, issus de différentes wilayas, ont bénéficié, dans le cadre de ce jumelage, de consultations médicales spécialisées préliminaires préalables aux interventions chirurgicales.

Seconde du genre cette année, cette opération de jumelage a permis aux corps médical et paramédical de l'EHS Bachir Bennacer de bénéficier

de formation et de perfectionnement sur le thème de diagnostic et correction des séquelles de brûlures.

Selon les organisateurs, d'autres consultations et interventions chirurgicales seront organisées dans les prochains jours au profit d'autres enfants présentant des cicatrices d'anciennes brûlures.

Par ailleurs, une unité de traitement des brûlures sera ouverte au niveau de la nouvelle structure hospitalière EHS Bachir Bennacer, devant entrer en service dans les prochaines semaines, selon les services de la DSP d'El-Oued.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

13 rabie el aouel 1443

El Fedjr 05h21	Dohr 12h19	Assar 15h26	Maghreb 17h55	Icha 19h13
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Pôle urbain Ahmed Zabana Lancement des travaux de 140 logements LPA

J. Boukraa

Sur instruction du wali d'Oran Saïd Sayoud, les travaux de trois projets totalisant 140 logements de la nouvelle formule LPA 2 ont été lancés. Dans ce cadre, trois promoteurs immobiliers ont été désignés. Le premier en charge de la construction de 50 logements, le second réalisera 50 unités et le troisième en charge de 40 logements. Notons que ces 140 logements de type LPA 2 seront implantés au pôle urbain Ahmed Zabana à Misserghine. Le wali avait annoncé la levée du gel des projets de logements promotionnels aidés LPA, estimés à plus de 4.500 logements, le mois dernier. Il a rassuré les souscripteurs et les promoteurs immobiliers concernés par cette formule que les projets de 4.500 LPA seront relancés et que toutes les contraintes seront levées. Oran a bénéficié d'un nouveau quota de 4.500 unités LPA en 2019, dont 1.700 situés dans le nouveau pôle urbain Ahmed Zabana.

De leur côté, les services de l'OPGI ont annoncé la semaine dernière le lancement prochain de 900 logements LPA au niveau du nouveau pôle urbain Ahmed Zabana de Misserghine. Selon la même source, le gel dont faisait l'objet la majorité des projets d'habitat, notamment



ceux de la formule LPA (nouveau programme) a été levé dernièrement et les travaux de réalisation de 900 logements ont été confiés à l'OPGI d'Oran. Le projet est actuellement en phase de préparation de l'étude et du lancement de l'avis d'appel d'offres pour le choix des entreprises qui se chargeront de la réalisation dont les travaux seront lancés dans les plus brefs délais, a-t-on indiqué.

Concernant l'ancien programme de la formule promotionnel aidé, supervisé par l'OPGI, les travaux de réalisation de 408 logements, sur un

total de 1.300 unités, sont en voie d'achèvement, à l'exception de deux projets, 33 et 55 logements, dans la zone de Belgaid (commune de Bir El-Djir), qui connaissent un retard dans la réalisation pour diverses raisons. Les mêmes services se sont attelés à lever tous les obstacles entravant ces deux projets et faire augmenter le rythme des travaux par les promoteurs chargés de la construction afin de livrer la majorité des projets restants de cette formule (ancien programme) au plus tard au mois de mars prochain, a-t-on conclu.

Une commission multisectorielle en inspection Vers le classement d'El Kantera en site naturel



Le jardin Kantera, situé sur la route du port, va connaître une nouvelle vie. Considéré comme l'un des plus beaux sites de la wilaya, il est au centre d'intérêt des autorités locales. Ce site a été le théâtre, avant-hier, d'une visite d'inspection de la part d'une commission en vue de son classement comme espace vert. Cette commission composée de la direction de l'environnement, la conservation des forêts, le cadas-

tre, les domaines publics, la direction de l'urbanisme et la construction, la gendarmerie nationale, la sûreté nationale, la division de la protection de l'environnement de la commune d'Oran. Cette dernière a été assistée lors de son travail d'inspection par des associations activant dans le même cadre à savoir, la coordination de l'environnement et la citoyenneté, l'association Chafii Allah pour l'élevage des oiseaux et

la protection de l'environnement.

Cette action entre dans le cadre du plan national du ministère de l'Environnement. Ce département avait installé en 2018 une commission interministérielle en charge de la classification et de l'inventaire des espaces verts en application de la loi n°07-06 du 13 mai 2007 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts qui stipule dans son article 10 l'institution d'une commission interministérielle des espaces verts chargée d'examiner les dossiers de classement des espaces verts, d'émettre un avis sur le classement proposé et de transmettre aux autorités concernées les projets de classement relevant de leur autorité. Notons par ailleurs que cette commission s'est rendue également au jardin Ibn Badis (ex-promenade de Létang) pour s'enquérir de la situation des palmiers qui ornent l'endroit et de la probable opération de réhabilitation de ce site à fort potentiel touristique et environnemental, sur demande de la division de la protection de l'environnement de la commune d'Oran.

J. B.

Association «Bahia Sociale»-Direction de l'action sociale Vers un recensement global des malades cœliaques

L'association «Bahia sociale» des malades cœliaques de la wilaya d'Oran a entamé une opération conjointe avec la direction locale de l'action sociale pour recenser les malades cœliaques, a-t-on appris lundi auprès de l'association. L'association mettra à la disposition des services de l'action sociale de la wilaya les différentes informations et données concernant les cas souffrant de cette maladie pour leur procurer une prise en charge adéquate à tous les niveaux, notamment par la fourniture d'aliments sans gluten, a-t-on indiqué. La maladie cœliaque atteint le système digestif comme réaction au gluten se trouvant dans le blé, l'orge et l'avoine attaquant les tissus des intestins grêles et causant

des lésions au niveau de la paroi des intestins. Ces derniers ne peuvent plus absorber quelques substances nutritives nécessaires, ce qui exige un système alimentaire spécial pour le malade, qui n'a pas de traitement, et un régime dénué de gluten. Le non-respect de ce système alimentaire spécial peut entraîner une détérioration grave de l'état de santé du malade, qui peut aller jusqu'aux soins intensifs.

L'association lance un appel pour inclure cette maladie dans la liste des maladies chroniques ou d'allouer une subvention les aidant à acquérir les aliments sans gluten coûteux, un kilo de farine sans gluten atteignant 1.000 DA en raison de sa fabrication à partir de maïs importé,

ce qui n'est pas à la portée de toutes les familles, selon la même source, qui a également indiqué qu'une baguette de pain sans gluten de petite taille coûte 150 DA, si elle est disponible. Par ailleurs, l'association se prépare à la signature d'une convention avec deux cliniques privées pour permettre aux malades cœliaques d'effectuer gratuitement certaines analyses médicales et de bénéficier de réductions pour d'autres. L'association prend en charge 500 enfants atteints de la maladie cœliaque, en plus de 3.000 malades adultes, alors qu'une moyenne de 200 à 400 nouveaux cas est détectée annuellement au niveau de l'hôpital pédiatrique d'El-Menzah (ex-Canastel).

Cancer du sein La radiothérapie, le maillon faible dans la prise en charge des malades

La wilaya d'Oran enregistre chaque année entre 300 et 400 nouveaux cas de cancer du sein et la grande majorité des femmes atteintes subissent une ablation totale du sein, à cause du manque des possibilités de bénéficier d'une radiothérapie. Au niveau de l'Etablissement hospitalo-universitaire «1^{er} Novembre» d'Oran, les deux tiers des femmes atteintes du cancer subissent une ablation totale du sein. «Il est impossible d'envisager une ablation partielle ou une chirurgie conservatrice sans la garantie d'une suite avec une radiothérapie dans les délais», explique le Pr Faiza Berkesi Reguig, chef de service d'oncologie au niveau de cet établissement. Pour sa part, le Pr Hassan Boucherit, chef de service de gynécologie au niveau du même EHU, reconnaît que «la préservation de la vie de la patiente impose le recours à l'ablation totale car une ablation partielle sans radiothérapie comporte de grands risques de récurrence». Ainsi, les spécialistes recourent souvent, à contrecoeur, à la mastectomie, ou chirurgie mammaire non conservatrice. Un choix souvent vécu comme un drame par les femmes qui le subissent. La disponibilité de la radiothérapie est le seul garant pour renverser la donne et baisser le nombre des ablations totales à Oran.

UN SEUL ACCÉLÉRATEUR POUR TOUTE LA WILAYA

C'est une réalité qui perdure depuis des années. La capitale de l'Ouest, avec une population de plus de deux millions d'habitants, n'est dotée que d'un seul accélérateur linéaire, mis en service au niveau du Centre anti-cancer «Emir Abdelkader» de Misserghine. «Un accélérateur surexploité qui prend en charge jusqu'à 120 malades par jour alors que ses capacités n'en permettent que 40 ou 45 patients», souligne la chargée de communication du CAC, Nesrine Benatig. Le CHU d'Oran «Docteur Benzerdjeb» a arrêté, quant à lui, d'assurer la radiothérapie en 2018. Ses deux accélérateurs linéaires datant des années 1980 sont devenus «obsoletes», explique le directeur général de l'établissement Hadj Boutouaf.

Les démarches pour l'acquisition de deux accélérateurs linéaires de dernière technologie ont été entamées il y a quelques années. Toutefois, la situation traversée par le pays et la crise sanitaire de la Co-

vid-19 n'ont pas facilité les choses, mais les choses ne tarderaient pas à se débloquer, selon le même responsable. «Les démarches ont été récemment relancées. Nous espérons pouvoir acquérir les deux accélérateurs prochainement», souligne M. Boutouaf. Le CAC de Messerghine espère également recevoir prochainement un nouvel accélérateur dont il a entamé les procédures d'acquisition depuis quelques années.

LES MALADES TRANSFÉRÉS VERS D'AUTRES WILAYAS

Alors que la wilaya d'Oran enregistre chaque année entre 300 et 400 nouveaux cas de cancer du sein. Le bilan pour les 9 mois de l'année en cours fait ressortir que le service de radiothérapie du CAC «Emir Abdelkader» n'a pris en charge que 41 femmes ayant subi des ablations partielles du sein. En attendant de recevoir les nouveaux accélérateurs linéaires, les malades traitées à Oran sont transférées à Tlemcen et surtout Sidi Bel-Abbès qui possède quatre accélérateurs. Les spécialistes des trois établissements d'Oran, le CHU, l'EHU et le CAC, parviennent à décrocher des rendez-vous dans les hôpitaux de Tlemcen et de Sidi Bel-Abbès, mais la démarche demeure solidaire. De plus, le déplacement sur près de 100 km peut être une contrainte majeure pour un nombre de femmes. Yamina, une cinquantenaire native d'Oran a subi une mastectomie à l'EHU d'Oran. Elle précise avoir opté pour une ablation totale plutôt qu'à une partielle qui nécessitait des déplacements de plusieurs jours hors wilaya. «Mon mari s'est trouvé contraint de vendre sa voiture durant cette crise sanitaire et mon état de santé ne me permet même pas d'envisager de faire le voyage jusqu'à Bel-Abbès en taxi», dit-elle. Malgré une certaine tristesse qu'elle parvient difficilement à dissimuler lorsqu'elle évoque son expérience, cette mère de cinq enfants, qui vient de perdre «une partie d'elle», se dit optimiste. «Je reste contente d'être toujours en vie», dit-elle, estimant qu'elle peut «pleinement vivre sa vie sans son sein». Le Pr Boucherit s'est voulu également optimiste, car pour lui «le plus important est de préserver la vie de ces femmes», en attendant d'avoir plus de choix : opter pour des chirurgies conservatrices.

Es-Sénia 4 blessés dans une collision entre un bus et une voiture

Les éléments de la protection civile d'Oran ont été appelés, avant-hier, afin de secourir 4 personnes victimes d'un grave accident de la route survenu sur le chemin de wilaya N°33. Selon les pompiers, ces victimes âgées de 22 à 50 ans étaient à bord d'un bus de transport de voyageurs. Le sinistre s'est produit lorsqu'un bus de marque Isuzu est entré en collision avec une voiture de marque Dacia Logan près d'Es-Sénia, selon la pro-

tection civile. Souffrant de diverses blessures au niveau de la tête, le dos visage et les membres supérieurs et inférieurs, les victimes ont reçu les soins nécessaires avant d'être évacuées vers le service des urgences médico-chirurgicales du centre hospitalier universitaire d'Oran, selon la même source. La circulation a été fortement perturbée. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de ce drame.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Slimane Abdelsalem, 79 ans, El Hassi
Ghernati Fatma, 72 ans, Oran
Berouba Aïcha, 61 ans, Delmonte
Kada Med Fatma, 79 ans, Aïn El Beïda

Horaires des prières pour Oran et ses environs

13 rabie el aouel 1443				
El Fedjr 05h50	Dohr 12h48	Assar 15h56	Maghreb 18h25	Icha 19h42



TLEMCEN

Les présidents des filières agricoles vident leur sac

Khaled Boumediene

La chambre d'agriculture de Tlemcen (Safsaf) a abrité lundi dernier une rencontre de travail des présidents des conseils interprofessionnels des filières du lait, céréales et légumes secs (légumineuses), pommes de terre, arboriculture, olives, viandes blanches, agrumes, maraîchage, tomates, viandes rouges, apiculture ainsi que l'élevage équin et plantes aromatiques et médicinales. Ont pris part à ce conclave, le chef de service de l'appui technique et de la production agricole de la direction de l'agriculture, Abderrahim Benzemra, le président de la chambre d'agriculture, Mellal Habib, et le secrétaire général de la chambre d'agriculture, Mohammed Mohamed. De prime abord, il faut noter l'incident de menace de boycott survenu au début de cette rencontre, en raison d'une forte déception des représentants des filières, qui ont déploré l'absence « inexplicable » du directeur des services agricoles de la wilaya de Tlemcen à cette grande rencontre, la première du genre depuis l'apparition de la crise sanitaire de coronavirus, visant à relancer les activités des filières. En effet, il a fallu beaucoup d'efforts de la part de M. Benzemra pour faire revenir les participants à de meilleurs sentiments pour finalement tenir cette réunion, qui selon le président de la chambre d'agriculture, Mellal Habib, a pour objectif de recenser les différentes préoccupations des agriculteurs de ces filières pour la mise en œuvre des programmes de

formation et de vulgarisation spécifiques à chaque filière. « Il s'agit aussi de dresser une feuille de route pour redynamiser le secteur et développer davantage les filières stratégiques notamment celles du lait, des céréales et légumes secs ainsi que la pomme de terre, qui constituent l'essentiel des produits alimentaires de large consommation », a-t-il indiqué. Les présidents des conseils interprofessionnels des filières ont pour leur part évoqué plusieurs questions qui taraudent leur esprit notamment le manque d'eau d'irrigation des champs et la sécheresse sévissant en ces moments, l'octroi difficile de crédits bancaires auprès de certaines institutions financières et l'insuffisance de facilités et d'avantages incitatifs accordés aux agriculteurs, l'insuffisance des semences d'orge, la cherté des produits phytosanitaires et des engrais, le poids des charges fiscales et parafiscales, le casse-tête des autorisations de forage de puits pour l'irrigation, le manque d'électricité dans certaines exploitations agricoles ainsi que le manque de rations alimentaires des chevaux. En effet, ce dernier point fait craindre le pire aux éleveurs équins, qui s'affolent pour assurer la nutrition de leurs animaux. « On ne reçoit plus nos rations d'orge pour alimenter nos chevaux ! Comment voulez-vous que l'élevage des juments soit assuré alors que nos bêtes ont faim et manquent d'orge et de fourrage. Nos animaux manquent aussi d'apports alimentaires, protéines et de minéraux pour se développer ! La cou-

verture des besoins alimentaires de nos chevaux est un vrai casse-tête ! La sécheresse et l'ensoleillement qui sévissent nous compliquent également la tâche car le fourrage devient très difficile à conserver, ce qui influe sur la nutrition et la santé de nos chevaux », a souligné un membre d'une association d'élevage équin de la commune de Sidi-Djillali, qui se bat pour préserver cette activité ancestrale dans la région.

De son côté, le vice-président du conseil interprofessionnel de la filière des agrumes, Ould Aïssa Noureddine, a préconisé, lors de cette rencontre, la préservation du canal d'irrigation qui alimente les champs d'Aïn Hout et de Hennaya. « Le réseau d'irrigation qui provient de la station d'épuration d'Aïn Hout est entièrement agressé par certaines personnes qui dévient les eaux pour irriguer clandestinement leurs champs ! Nous voulons plus de surveillance sur ce canal si l'on veut sauvegarder la plaine de Hennaya qui compte plus de 900 hectares » ! a déclaré M. Ould Aïssa Noureddine, qui a, en outre, préconisé des mesures coercitives à l'égard de ceux qui récoltent leurs oranges et olives avant maturité. « Certaines personnes se sont lancées dans la cueillette de leurs oranges et olives avant même qu'elles mûrissent, c'est intolérable ! Je lance un appel aux consommateurs pour boycotter l'achat de ces fruits qui n'ont aucun goût ni teneur en jus ! Les commerçants doivent eux aussi s'abstenir de les vendre aux citoyens » ! a-t-il lancé.

Plus de 3 kg de kif saisis, une arrestation

Les services des Douanes de Tlemcen ont saisi 3,8 kg de kif traité et arrêté un individu dans la commune de Maghnia, indique lundi un communiqué de la cellule de communication de la direction régionale des Douanes de Tlemcen. L'opération a été menée par les agents de la brigade mobile des

Douanes relevant de l'inspection des divisions des douanes de Maghnia, en coordination avec les éléments de l'Armée Nationale Populaire (ANP), a-t-on indiqué.

Une souricière a été tendue dans l'un des quartiers de la ville de Maghnia, permettant la saisie de la quantité de kif traité en possession

d'individu impliqué dans ce trafic et qui se trouvait à bord d'un motocycle. Le motocycle saisi a été livré à la brigade la Gendarmerie nationale de Maghnia pour complément d'enquête. Le mis en cause sera présenté prochainement devant les instances judiciaires compétentes, a-t-on ajouté.

SAÏDA

L'eau de retour dans les robinets



L'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) de la wilaya de Saïda a annoncé, lundi, la reprise de l'opération d'alimentation en eau potable des habitants des communes de Saïda et de Aïn Lahdjar après réparation de la panne technique ayant touché la conduite de pression et la pompe principale, lundi, a-t-on appris auprès de cette société.

La société a indiqué que les équipes de l'ADE ont achevé les travaux de réparation de la panne technique ayant touché la conduite de

pression au niveau de la station de pompage « Omar » et la pompe principale « El Ghatsa » dans la commune de Aïn Skhouna.

Ainsi, il a été procédé au remplissage des réservoirs d'eau à travers les cités et quartiers des communes de Saïda et de Aïn Lahdjar, ayant été touché par la suspension de cette source vitale, lesquels connaissent un retour progressif de l'eau dans les robinets et ce, à partir de ce lundi après-midi.

Les cités d'habitations « Ennasr »,

« Sidi kacem », « Ezzitoun », « Essalem », « Reffafa Miloud », « El Badr », « Riadh » et « El Azhar » de la commune de Saïda ont été normalement alimentées en eau potable, tout comme les habitants des cités Saïdi Benyamina, 200 logements et les 332 logements de la commune de Aïn Lahdjar. A signaler que les cités d'habitations des deux communes sus-indiquées ont connu des coupures et des perturbations en matière d'approvisionnement en eau potable, samedi dernier, suite à une panne technique.

MOSTAGANEM

Deux tentatives d'immigration clandestine avortées

Le service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Mostaganem ont fait avorter deux tentatives d'immigration clandestine par mer à partir de la plage de Sidi Medjdoub, au nord de la ville de Mostaganem, a-t-on appris lundi auprès de ce corps de sécurité.

L'opération a eu lieu suite à un appel téléphonique faisant état d'un mouvement suspect au niveau de la plage de Sidi Medjdoub, au nord de la ville de Mostaganem, a indiqué à l'APS le chef de section de lutte contre le trafic de migrants par intérim, le lieutenant de police Larbi Ould Charef.

Les policiers se sont déplacés sur les lieux pour découvrir deux embarcations de pêche, dotées de deux moteurs d'une puissance de 40 chevaux, dans lesquelles se trouvaient huit jerricans de carburant et 10 gilets de sauvetage, ainsi qu'une boussole, un GPS, un pot de peinture pour dissimuler les noms des deux embarcations et des sacs à dos.

Suite à quoi, les éléments de la

police ont ratissé la région et découvert une embarcation touristique, près de la plage, à son bord une femme et un homme en possession d'équipements de voyage, a indiqué la même source, ajoutant que les deux personnes ont été arrêtées.

Les investigations diligentées par la police ont démontré que les deux personnes arrêtées attendaient le reste des candidats à la traversée clandestine pour se rendre à l'autre rive de la Méditerranée. Le gardien du parking de la plage surveillait les lieux pour alerter les organisateurs de la traversée en cas d'incident pouvant survenir et ce, durant la période du confinement sanitaire, a ajouté le lieutenant Ould Charef.

Accusés de trafic de migrants dans le cadre d'une bande criminelle organisée contre rémunération et de traversée clandestine, une procédure judiciaire a été entamée contre les trois personnes arrêtées, qui ont été présentées devant le procureur de la République du tribunal de Mostaganem, a indiqué la même source.

TIARET

Les élèves non-voyants de Chlef transférés vers Sougueur

Des élèves non-voyants de la wilaya de Tiaret qui poursuivent leur scolarité primaire à l'école des déficients de Chlef seront transférés la semaine prochaine vers une antenne créée à Sougueur, a-t-on appris lundi du directeur locale de l'action sociale, Kada Benamar.

Lors d'un point de presse animé au centre de rééducation « Ali Maachi » de Tiaret, Kada Benamar a annoncé le transfert de 16 élèves non-voyants de la wilaya de Tiaret qui étudient dans la wilaya de Chlef vers une annexe créée à la pouponnière de la commune de Sougueur et versée au secteur de l'action sociale dernièrement pour cette fin.

Le même responsable a souligné que « la nouvelle annexe permettra d'éviter aux élèves les difficultés causées par leur déplacement vers la wilaya de Chlef, où trois classes ont été aménagées en plus d'une cantine, tout en assurant l'hébergement et le personnel pédagogique spécialisé pour encadrer cette catégorie ».

Il a également annoncé l'ouverture de classes spéciales pour le palier moyen à partir de la prochaine rentrée scolaire au profit de cette catégorie, notant que « l'ouverture de cette annexe est intervenue pour répondre aux multiples demandes de l'union de wilaya des aveugles ».

Le même responsable a ajouté que dans le cadre d'assurer la scolarisation d'autres catégories de personnes handicapées, une crèche à Ksar Chellala a été reconvertie en

annexe du centre psycho-pédagogique pour les déficients mentaux de Mahdia et un ancien siège de la direction à Tiaret à son annexe au centre psycho-pédagogique spécialisé de Tiaret.

Il est prévu également la mise en place de classes intégrées au niveau des écoles relevant du secteur de l'éducation concernant les autistes et handicapés légers pour accueillir quelque 26 élèves au niveau de la wilaya.

Par ailleurs, des aides d'un montant de 15 millions DA ont été accordées par la wilaya de Tiaret pour l'acquisition d'appareils audio, des équipements pédagogiques des centres spécialisés qui prennent en charge 460 enfants handicapés. En sus d'autres subsides émanant du ministère de la solidarité, de la famille et de la condition de la femme et de la wilaya permettant d'acquiescer 7300 cartables au profit des enfants défavorisés.

D'autre part, le responsable de la DAS a annoncé également qu'un recensement global de la catégorie des enfants déficients afin de garantir une meilleure prise en charge leur permettre l'accès à leurs droits à la scolarité, à la couverture sociale et aux soins. Il a signalé que le nombre des bénéficiaires de l'indemnité d'handicap de 100 % a baissé après une opération d'assainissement des listes passant de 8.600 en 2016 à 7.600 bénéficiaires actuellement. Ceux-ci s'ajoutent aux 35.000 bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité.

TIARET

De nouveaux équipements pour «Tiaret-Nadhafa»

El-Houari Dirmi

L'EPIC «Tiaret-Nadhafa» vient d'être renforcée par un lot d'équipements nouveaux pour assurer sa mission de ramassage des ordures ménagères dans une ville, qui croît démesurément. En effet, «Tiaret-Nadhafa» a reçu, ces derniers jours, huit (08) nouvelles benes tasseuses, cinq (05) camions à benne basculante, un camion-citerne, 38 remorques ainsi que des bacs et caissons à ordures. Créée le 26 mars 2018 par arrêté interministériel, l'Epic «Tiaret-Nadhafa», c'est le fruit d'un partenariat entre

le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et le ministère de l'Environnement. «Tiaret-Nadhafa» est chargée, notamment, de la collecte des ordures ménagères, l'éclairage public et l'entretien des espaces verts. L'Epic assure également un service en continu (H24), notamment en matière de ramassage des déchets ménagers dans une ville divisée en 25 secteurs. Plus de 900 tonnes de déchets sont ramassées chaque jour, en attendant l'extension des activités de l'Epic «Tiaret-Nadhafa» à d'autres communes comme Rahouia et Sougueur.

AIR ALGÉRIE VOLS NATIONAUX

Vol Départ

MERCREDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	17h00
Oran - Elbayadh	07h00
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoune	10h45
Oran - Constantine	11h45
Oran - H.Messaoud	15h55
Alger - Oran	09h15
Alger - Oran	16h10
Alger - Oran	20h45
Elbayadh - Oran	10h15
Bechar - Oran	14h55
Timimoune - Oran	16h10
Constantine - Oran	15h45
H.Messaoud - Oran	20h45

JEUDI

Oran - Alger	06h45
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	16h40
Oran - Ouargla	07h00
Oran - Tamanrasset	08h00
Oran - El Oued	12h20
Oran - Annaba	13h35
Oran - Adrar	14h45
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	16h40
Alger - Oran	20h40
In Amenas - Oran	17h15
Tamanrasset - Oran	14h45
El Oued - Oran	12h30
Adrar - Oran	19h40

VENDREDI

Oran - Alger	07h30
Oran - Alger	10h35
Oran - Alger	17h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30
Alger - Oran	09h45
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h45
Timimoun - Oran	13h40
Tindouf - Oran	14h20
H.Messaoud - Oran	19h45

SAMEDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00
Alger - Oran	09h45
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h30
Béchar - Oran	12h40
Annaba - Oran	17h00
Ghardaïa - Oran	18h10

DIMANCHE

Oran - Alger	07h30
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	17h45
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20
Alger - Oran	09h55
Alger - Oran	16h45
Alger - Oran	20h45
Mecheria - Oran	11h35
Tindouf - Oran	16h15
Adrar - Oran	18h00

LUNDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	09h35
Oran - Alger	14h25
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30
Alger - Oran	08h45
Alger - Oran	12h00
Alger - Oran	20h30
Constantine - Oran	12h25
Adrar - Oran	14h15
Annaba - Oran	18h00
Béchar - Oran	13h25

MARDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	12h25
Oran - Alger	17h00
Oran - Constantine	08h35
Oran - Adrar	12h05
Alger - Oran	12h25
Alger - Oran	15h45
Alger - Oran	20h45
Constantine - Oran	13h00
Adrar - Oran	16h00

TRAIN - SNTF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER ----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

----- ALGER - ORAN ----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

ORAN - ARZEW

05h30	06h18
08h30	09h18
13h40	14h28
17h05	17h53

ARZEW - ORAN

06h30	07h22
09h30	10h18
15h00	15h48
18h30	19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57	07h04
09h20	10h24
14h40	15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50	15h12
16h00	18h32

TLEMCEN - ORAN

05h40	08h09
10h00	12h22

TLEMCEN - MEGHNIA

17h00	18h23
-------	-------

MEGHNIA - TLEMCEN

06h00	07h24
-------	-------

ORAN - SBA

17h10	18h32
-------	-------

SBA - ORAN

05h30	06h47
-------	-------

ORAN - CHLEF

16h15	18h35
-------	-------

CHLEF - ORAN

06h50	09h16
-------	-------

ORAN - RELIZANE

17h30	19h03
-------	-------

RELIZANE - ORAN

05h45	07h32
-------	-------

ORAN - SAIDA

15h20	17h59
-------	-------

SAIDA - ORAN

07h00	09h42
-------	-------

ORAN - BECHAR

10h20	17h11
-------	-------

BECHAR - ORAN

06h15	13h10
-------	-------



► Jeudi 21 octobre à 19h00

► Vendredi 22 octobre à 19h00

► Samedi 23 octobre à 19h00

Concert de Musique : **WALID SMOKE**

► Dimanche 31 octobre à 19h00

Concert de Musique Classique

«**CÉLIMÈNE DAUDET**»



Organisé par l'Institut Français d'Oranla

PROGRAMME DU THÉÂTRE NATIONAL ALGÉRIEN

MAHIEDDINE-BACHTARZI - Alger

► Jeudi 21 octobre à 17h

► Vendredi 22 octobre à 16h

«**CHARIÊ EL MOUNAFIQINE**»



(BOULEVARD DES HYPOCRITES)

Mise en scène par Ahmed Rezzak, et produite par le Théâtre National Algérien.

INSTITUT FRANÇAIS

Visioconférence

La philosophie du petit prince



► Mardi 26 octobre à 18h00 à l'IF d'Oran et l'Institut français Tlemcen

Avec Laurence VANIN, philosophe et directrice de la chaire "Smart City" de l'Université Nice Côte d'Azur. Le Petit Prince a 75 ans ! En 1945 paraissait en France la première édition du manuscrit d'Antoine de Saint-Exupéry et l'Institut français lui rend hommage à travers un voyage philosophique, sur les pas de ce personnage si attachant.

Récital de piano de Célimène Daudet

► Mardi 26 octobre de 19h30 IF Tlemcen

Célimène Daudet issue de deux cultures, française et haïtienne, est une soliste dont le jeu et l'engagement artistique sont reconnus par le public et par la presse internationale.

La pianiste Célimène Daudet, issue de deux cultures, française et haïtienne, est une soliste dont le jeu et l'engagement artistique sont reconnus par le public et par la presse internationale. Invitée des grandes salles, elle se produit sur tous les continents, du Carnegie Hall de New York au Konzerthaus de Vienne, en passant par la Philharmonie de Paris ou l'Opéra de Shanghai...

FENETRES

MÉTÉO

AUJOURD'HUI DEMAIN

ORAN

Ensoleillé Max.30-Min.15	Peu nuageux Max.27-Min.17
-----------------------------	------------------------------

MOSTAGANEM

Ensoleillé Max.29-Min.16	Peu nuageux Max.24-Min.17
-----------------------------	------------------------------

TLEMCEN

Ensoleillé Max.28-Min.12	Peu nuageux Max.26-Min.12
-----------------------------	------------------------------

MASCARA

Ensoleillé Max.28-Min.17	Peu nuageux Max.29-Min.16
-----------------------------	------------------------------

TIARET

Ensoleillé Max.23-Min.10	Peu nuageux Max.24-Min.9
-----------------------------	-----------------------------

CHLEF

Ensoleillé Max.32-Min.15	Peu nuageux Max.30-Min.15
-----------------------------	------------------------------

BÉCHAR

Ensoleillé Max.25-Min.12	Peu nuageux Max.25-Min.14
-----------------------------	------------------------------

ALGER

Ensoleillé Max.27-Min.16	Ensoleillé Max.26-Min.15
-----------------------------	-----------------------------

CONSTANTINE

Ensoleillé Max.26-Min.8	Ensoleillé Max.27-Min.10
----------------------------	-----------------------------

ANNABA

Ensoleillé Max.29-Min.13	Ensoleillé Max.30-Min.13
-----------------------------	-----------------------------

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► Mardi 26 Octobre à 15h

«**AL ACHRAR ETTALATA**»



Par : Théâtre régional d'Oran

► Vendredi 22 Octobre à 16h

► Vendredi 29 Octobre à 16h

«**KITAR DOUNIA**»

Par : Théâtre régional d'Oran

► Samedi 30 Octobre à 17h

COOPÉRATIVE CULTURELLE ANIS DE SÉTIF



One Man Show : «**MERYOUMA**»

Par Amir Meriem

► Dimanche 31 Octobre

Spectacle festif :

**MÉMOIRE DE LA GLORIEUSE
RÉVOLUTION**

Par : Direction de la culture d'Oran

Eliminatoires CAN-2022 féminine:
Algérie-Soudan, aujourd'hui à 18h00
Les Algériennes
pour prendre option



M. B.

Pour le compte du match aller des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 féminine, la sélection algérienne de football affrontera ce soir (18h00) son homologue du Soudan au stade Omar-Hamadi de Bologhine. La sélectionneuse nationale, Radia Fertoul, a fait appel à 21 joueuses, dont 12 évoluant en France, en vue de cette double confrontation du premier tour. Les coéquipières d'Imene Merrouche (FC Constantine) ont entamé dimanche un stage préparatoire à Alger, où elles ont pris leurs quartiers à l'hôtel New Day à Hussein Dey. Un mois et demi après leur participation à la Coupe arabe des nations, disputée au

Caire (Egypte), les Algériennes, éliminées en demi-finale par la Tunisie (2-2, aux t.a.b : 3-4), auront à cœur de l'emporter aisément afin d'aborder la seconde manche dimanche prochain, en toute sérénité. Les partenaires de Naïma Bouheni doivent rester vigilantes face à une équipe soudanaise, qui se déplacera à Alger avec l'intention de limiter les dégâts. Pour rappel, les Fennecs ont participé aux CAN de 2004, 2006, 2010, 2014 et 2018.

L'envie d'enregistrer une sixième participation animera donc les dames de Radia Fertoul. En revanche, le Soudan, novice du football féminin, écrit de nouvelles pages de son histoire. Sa participation en août dernier à la Coupe arabe aura été un apprentis-

sage douloureux, mais obligatoire pour obtenir des résultats. En cas de qualification, l'équipe nationale sera opposée au 2^e et dernier tour (14-23 février 2022), au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique. Le match retour se jouera le mardi 26 octobre au stade Omdurman (19h00). A noter que la Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral tunisien, conduit par Dorsaf Ganouati, pour diriger ce match. Ganouati sera assistée de ses compatriotes Houma Afine et Rahma Alouini. La quatrième arbitre sera la Tunisienne Asma Chouchane, alors que la Commissaire au match est la Marocaine Khadidja Rezzag.

Manchester United
Cristiano Ronaldo, ce cadeau empoisonné

Si son arrivée a ressemblé à un conte de fées, l'intégration de Cristiano Ronaldo pose pour le moment plus de questions qu'elle n'en résout à Manchester United, qui n'a pas le droit à l'erreur ce soir contre l'Atalanta Bergame en Ligue des champions. Un accueil triomphal couronné d'un double contre Newcastle (4-1), quatre buts sur ses quatre premiers matches et depuis, plus grand chose. Le Portugais a certes marqué un but capital au bout du temps additionnel lors de la 2e journée de la C1, en donnant une victoire presque inespérée face à Villarreal (2-1). Mais il n'efface pas tout à fait les 90+4 minutes très quelconques qui avaient précédé, suivies de prestations tout aussi insipides contre Everton en sortie de banc, ou face à Leicester samedi pour une défaite 4-2 qui a relégué les Red Devils à 5 longueurs du leader Chelsea. On ne peut évidemment pas mettre sur le seul dos de «CR7» les difficultés de Manchester, qui n'a remporté que 2 de ses 7 derniers matches. Quand une équipe encaisse 7 de ses 10 buts en championnat sur des erreurs individuelles et qu'elle ne compte qu'un seul match sans prendre de but cette saison, l'avant-centre est rarement le



principal fautif. Aussi, des faiblesses récurrentes de l'arrière-garde ou de tout le bloc défensif sont un rappel cruel que les Red Devils avaient sans doute d'autres priorités à régler avant d'ajouter une arme offensive de plus, fusse-t-elle Cristiano Ronaldo, l'enfant chéri d'Old Trafford. Pour éviter l'humiliation de le voir peut-être signer en bleu ciel chez le voisin honni de City, ce qui aurait provoqué la rage de supporters avec qui le club marche déjà sur des oeufs depuis bien longtemps, Man UTD a encore embouteillé un secteur déjà difficilement géra-

ble. Mais avec lui, Manchester presse moins bien, parce qu'il n'a pas l'intensité défensive d'un Edinson Cavani qui se morfond sur le banc ou en tribune, par exemple, alors que c'était l'une des forces de l'équipe l'an passé. Avec une série de matches très relevée d'ici fin novembre, qui verra Manchester recevoir Liverpool puis Manchester City et se déplacer à Tottenham et Chelsea, en plus de sa double confrontation avec Bergame et le match retour contre Villarreal en C1, ils devront en tout cas être faits rapidement et porter leurs fruits immédiatement.

Ligue des champions d'Europe
Chelsea à la relance,
dernière carte pour le Barça

Adjal Lahouari

Aujourd'hui encore, le spectacle semble garanti avec plusieurs chocs au menu. Face aux Portugais de Benfica, quel visage présentera le Bayern ? Car les Munichois, dominateurs en Bundesliga, ne sont pas invincibles comme on le croyait. On remarquera que les défenses de ces deux équipes n'ont pas encore encaissé de buts. Sur le terrain pourtant, les artilleurs ne font pas défaut dans les deux camps. Le champion d'Allemagne, favori numéro 1 de cette édition, doit justifier ce statut face à des Portugais actuellement seconds du groupe, car ils entendent prendre leurs distances. Avec sa solide défense, l'expérimenté entraîneur portugais, Jésus, tentera de faire déjouer ses adversaires. L'autre match de ce groupe sent le souffre pour le FC Barcelone, en pleine crise tant en Ligue des champions qu'en Liga. Les attaquants ont rarement trouvé le chemin des filets alors que la défense est perméable. Il y a comme un paradoxe chez les Catalans avec leurs prometteuses pépites comme Pedri, Gavi et Anssi Fati, sans oublier Depay, plus efficace avec la sélection hollandaise qu'avec son nouveau club. L'entraîneur Koman espère que le retour d'Anssi Fati, Coutinho et Aguero va déboucher sur un succès dont le Barça a tant besoin en cette période de vaches maigres.

Il est important de signaler que, dimanche soir, les Catalans se sont quelque peu rassurés en venant à bout de Valence au terme d'une prestation aboutie. Mais s'ils ne s'imposent pas ce soir face au Dynamo Kiev, apparemment limité si

l'on prend en compte le carton encaissé face au Bayern et au nul à domicile contre Benfica faisant figure d'exploit, on peut dire que les Barcelonais ne sont plus maîtres de leur destin. La lutte est toujours ouverte dans le groupe F où la situation est loin d'être décantée entre les quatre formations, très proches l'une de l'autre. Manchester United, second du groupe A, a le devoir de freiner le leader, l'Atalanta Bergame. Contrairement aux saisons écoulées, les Italiens ne sont plus aussi impressionnants. Si leur jeu collectif est bon, l'efficacité est rarement au rendez-vous. Pour sa part, Man United souffle le chaud et le froid.

Après leur revers inattendu à Berne, les coéquipiers de Pogba ont réagi face au Villarreal. Ce soir, ils ont une belle opportunité de déloger Atalanta de son fauteuil de leader. C'est possible si l'on prend en compte la baisse de régime de la DEA, qui ne ressemble en rien à ses devancières. La « méthode » Gasparini ne surprend plus personne, l'attaque étant peu efficace, tandis que la défense est perméable. A ce propos, on se rend compte que l'équipe manque de créativité depuis le départ de son capitaine Gomez au FC Séville. Il ne faudrait pas oublier que le club suisse, Young Boys, vise la seconde place. Il leur faudra d'abord écarter de leur chemin Villarreal, ce qui n'est pas si évident au vu du potentiel technique des Espagnols. Par ailleurs, rien n'est joué dans ce groupe G, avec le choc Lille-Séville à suivre de près, entre deux équipes à l'organisation défensive rigoureuse et qui, avec deux points seulement dans leurs escarcelles, entendent

améliorer leurs situations. Les Français n'ont plus d'autre alternative avec un seul point, alors que les Sévillans seront privés des services de leur meilleur buteur En Nasyri. Le leader autrichien, Salzbourg, se déplace en Allemagne avec des risques évidents face à Wolfsburg, solide comme toutes les équipes de Bundesliga, et qui est difficile à surprendre. Il s'agit donc d'une confrontation qui ne manque pas d'attraits, bien au contraire, en ce sens que les Allemands tiennent à battre leurs adversaires pour les empêcher de s'échapper. Enfin, la Juventus, de sortie en Russie, s'attachera à repousser les assauts de son dauphin, le Zenit Saint-Petersbourg, très décevant cette année. Car les Turinois défendent leur rang de leader face à leur dauphin, d'où l'importance de l'enjeu. De son côté, le champion en titre Chelsea ne devrait éprouver aucune difficulté à battre son adversaire suédois, Malmö. Toutefois, les Bleus ont beaucoup souffert récemment pour battre Brentford et doivent une fière chandelle à leur gardien Mendy, auteur d'un grand match. Par ailleurs, les observateurs estiment que les Italiens de la Juventus, avec leur expérience des grands rendez-vous, sont capables de bien négocier ce virage. En effet, les hommes d'Allegri savent que la victoire est indispensable dans la mesure où leur principal rival, Chelsea, est appelé à écarter de sa route l'une des plus faibles formations de cette édition, le club suédois de Malmö, qui n'a pas encore trouvé le chemin des filets et dont la défense est la plus perméable avec celles du Barça, du Dynamo Kiev et du Sporting Lisbonne, lanterne rouge du groupe. L'impression principale qui se dégage de cette journée est que les défenses sont appelées à subir les assauts des attaques, et qu'il y aura beaucoup de buts et de spectacle.

Aujourd'hui

(17h45):	FC Barcelone	-	Dynamo Kiev
	RB Salzbourg	-	Wolfsburg
(20h00):	Benfica	-	Bayern Munich
	Young Boys	-	Villarreal
	Manchester United	-	Atalanta Bergame
	Lille	-	Séville FC
	Zenit St-Petersbourg	-	Juventus
	Chelsea	-	Malmö

FC Barcelone
Ansu Fati, la lueur d'espoir

Alors que le FC Barcelone est en pleine déconfiture financière et sportive, le prodige Ansu Fati est l'une des rares lueurs d'espoirs pour le club catalan, en quête d'une première victoire en Ligue des champions ce mercredi face au Dynamo Kiev. Il porte le N.10, il sauve son équipe de matches mal embarqués... mais ce n'est pas Lionel Messi. Le jeune diamant brut du FC Barcelone a poussé le mimétisme jusqu'à marquer un but après une remise en pivot de Memphis Depay dimanche en Liga contre Valence (3-1), un geste digne de la star argentine, partie à l'in-

tersaison au Paris SG. D'ailleurs, entre Messi et Fati, les statistiques de précocité tournent en faveur du jeune ailier gauche né en Guinée-Bissau. Avec 13 buts en pro, Ansu Fati est le blaugrana qui a marqué le plus de buts avant ses 19 ans, devant Bojan Krkic (12 buts), et Lionel Messi (7). Sur ses 2.000 premières minutes avec l'équipe première du Barça, Fati a marqué 15 buts, quand Messi en avait marqué 11.

Et selon le cabinet de statistiques Opta, Ansu Fati est le joueur avec le meilleur pourcentage de réussite depuis février 2020 (68,7 %), avec 11 buts sur

seulement 16 frappes cadrées. «Ansu Fati est un joueur avec un talent colossal. Le meilleur, c'est qu'il est encore très jeune. On doit l'aider à ce qu'il exprime ses qualités, parce qu'il n'y a pas beaucoup de joueurs au monde qui ont son talent», l'a encensé dimanche soir la recrue argentine Sergio Agüero, également de retour sur les terrains après sa blessure au mollet droit contractée le 9 août. Ronald Koeman a confirmé mardi en conférence de presse que le club blaugrana était tout proche de sceller la prolongation de contrat de sa jeune pépite, qui expire l'été prochain.

Football - Public dans les stades Le comité scientifique donne son accord

Le Pr. Riyad Mehiaoui, membre du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, a déclaré que son organisme est favorable au retour des supporters dans les stades, 19 mois après l'interdiction instaurée en raison de la pandémie de Covid-19 et à moins d'une semaine du coup d'envoi de la nouvelle saison footballistique 2021-2022. «Le comité scientifique n'est pas contre l'idée de la réouverture des enceintes sportives aux supporters, d'autant que nous traversons une situation épidémiologique assez clémente. Seulement, nous devons rester vigilants et en même temps inciter la population d'aller se vacciner, car nous n'avons pas encore atteint l'immunité collective», a déclaré le Pr. Mehiaoui.

Interrogé dimanche, le président par dérogation de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a déclaré que son instance n'avait encore reçu aucun document officiel concernant un éventuel retour des supporters dans les gradins. «Chaque supporter doit se munir d'une carte de vaccination pour pouvoir entrer

au stade. La réouverture des stades pour le public est du ressort exclusif des pouvoirs publics, seuls habilités à prendre une telle décision», a-t-il ajouté.

Avant d'enchaîner : «Nous avons entendu la récente déclaration du sélectionneur national Djamel Belmadi, à travers laquelle il souhaitait le retour des supporters en vue du match décisif face au Burkina Faso (le 14 novembre à Blida, ndlr).

Maintenant si tout se passerait comme on le souhaite, avec un contrôle sanitaire strict, le Comité scientifique n'a aucune objection pour un retour des supporters dans les stades, comme nous avons été favorables d'ailleurs à la réouverture de plusieurs espaces publics».

Le Pr. Riyad Mehiaoui a tenu à préciser qu'aucune décision «officielle» n'a encore été prise dans ce sens : «Il n'y a rien encore d'officiel. Je pense que la semaine prochaine, il y aura du nouveau. Les recommandations du Comité scientifique seront prises en considération. Nous devons sensibiliser les gens pour aller se vacciner, une manière de se protéger soi-même et protéger son entou-

rage». Enfin, le Pr. Mehiaoui a tenu à mettre en exergue l'importance de la vaccination, pour pouvoir entrer dans un stade : «Ce sera difficile de faire respecter la distanciation sociale dans une enceinte sportive. Donc, la vaccination est la seule solution pour un retour à la normale dans nos stades», a-t-il conclu. En septembre dernier, le ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) avait annoncé le retour du public aux stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022. «En rappel de la décision du Premier ministre du 13 septembre relative à l'allègement du protocole sanitaire et dans le cadre de la reprise des activités sportives et de jeunesse, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives, publiques et privées, ainsi que la reprise des activités et compétitions dans toutes les disciplines, sous condition du strict respect du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus», avait indiqué un communiqué du MJS.

Nîmes Olympique Bonne nouvelle pour Zinédine Ferhat



L'international algérien Zinédine Ferhat, dont le contrat avec Nîmes Olympique (Ligue 2) expire en juin prochain, pourrait quitter le club cet hiver, selon le directeur sportif du club, Reda Hammache.

Dans un entretien à Objectif Gard, le directeur sportif du Nîmes Olympique a expliqué que la priorité du club n'était «pas d'obtenir une indemnité de départ» pour Zinédine Ferhat, qui n'a joué que quatre matches de Ligue 2 cette saison. Cible entre autres par Montpellier cet été, Zinédine Ferhat a dû se résoudre à accompagner Nîmes en Ligue 2 cette saison,

faut d'accord avec un potentiel acheteur. Affecté, la tête ailleurs, l'ailier international algérien (28 ans, 13 sélections) a pris du retard dans sa préparation physique.

Au point de manquer six des sept premières journées et d'être écarté par son entraîneur pour le déplacement à Auxerre (2-2) avant la trêve internationale. «Ferhat est impliqué et fait de nouveau partie du groupe à part entière, avant la réception de l'AC Ajaccio lundi (20h45). Pour lui comme pour les autres, on est obligé d'ouvrir une oreille et un œil sur les éventuels intérêts», a concédé le directeur sportif des

Crocros, précisant néanmoins que «la priorité du club n'est pas d'obtenir une indemnité de départ. Je ne lie pas les départs des joueurs au classement du club». Arrivé à Nîmes à l'été 2019 après trois saisons au Havre en Ligue 2, Zinédine Ferhat a marqué 9 buts et délivré 15 passes décisives en 65 matches (dont 59 en Ligue 1) depuis ses débuts avec les Crocros. En équipe nationale, Ferhat n'est plus convoqué depuis le match amical contre la Mauritanie en juin dernier, joué à Blida (stade Mustapha Tchaker) et qui s'est soldé par la victoire des protégés de Djamel Belmadi (4-1).

Badminton - FAB Les membres du BF appellent à une AGEx

Les membres du bureau fédéral de l'instance algérienne de badminton ont déploré, dans une correspondance adressée au ministère de la Jeunesse et des Sports, «la situation de blocage dans laquelle se débat leur Fédération», appelant dans ce sens à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire pour «examiner la situation». Selon des documents, les huit membres du bureau fédéral avaient interpellé d'abord le Directeur général des sports au MJS, puis le ministre Abderrazak Sebgag, demandant notamment «la convocation d'une assemblée générale extraordinaire pour «trouver une issue à la situation de blocage qui caractérise la Fédération de badminton».

Les huit membres fédéraux sont: Mohamed Sahbi, El Khier Barkat, Saber Meribout, Ismail Kaci, Said Mahdjoub, Adel Hebila, Salim Mazri et Sihem Benhabria. Selon eux, l'une des raisons de leur appel à la tenue d'une AG extraordinaire est «la non adoption du procès-verbal de la première réunion du bureau fédéral tenue le 5 avril 2021, alors que la seconde réunion était non réglementaire du fait de l'absence du secrétaire-général». Selon la même source, lors de la troisième réu-

nion du bureau fédéral, le 23 mai 2021, les membres avaient émis des accusations contre le président Zemmouchi, comme «la prise de décisions aléatoires et unilatérales, et des dépassements, ce qui nous a poussé à appeler à la tenue d'une AG extraordinaire». Les membres du BF ont alors interpellé le ministre de la Jeunesse et des Sports, à travers une correspondance dans laquelle ils ont évoqué divers griefs dont la situation financière de la Fédération. En ce qui concerne l'aspect administratif, les membres de l'AG ont indiqué que «les décisions prises lors de la première réunion n'ont pas été consignées dans le procès verbal et aucune décision n'a été appliquée.

Ce qui s'est également produit lors de la 2e et 3e réunions». Les membres ont également indiqué qu'ils n'avaient reçu aucun procès verbal des trois réunions. En outre, selon leur plainte, le président Zemmouchi s'est porté candidat pour intégrer la Confédération africaine sans les prévenir et la correspondance adressée au ministère sur cette candidature s'est effectuée après avoir postulé au poste du bureau exécutif de l'instance continentale.

Ce qui a augmenté leur ressentiment, selon le même document, c'est la

plainte déposée par le président de l'instance au niveau l'inspection générale du MJS les accusant d'avoir évoqué «des questions sans fondement».

• Les arguments de Zemmouchi

Selon le document, les huit membres du bureau fédéral auxquels s'ajoutent sept Ligues de wilaya et quatre clubs, ont demandé la tenue d'une assemblée générale extraordinaire. Il convient de noter que ces membres se dissocient également des décisions prises par le président de la Fédération.

De son côté, Zemmouchi a refusé d'aborder les problèmes internes de la Fédération pour éviter d'affecter le moral des athlètes de la sélection nationale, qui s'apprêtent à participer aux Championnats d'Afrique en Ouganda, après une participation honorable aux Mondiaux disputés au Danemark.

«S'attaquer aux problèmes de la Fédération durant une période de compétitions va affecter le moral des athlètes, mais je répondrai aux membres du bureau fédéral plus tard. Maintenant, je suis concentré sur la préparation de nos sélections nationales, féminine et masculine, en vue du prochain rendez-vous continental», a-t-il déclaré.

Handisport - Mondiaux de judo La sélection nationale en regroupement à Alger

La sélection algérienne de judo pour sourds effectue son quatrième stage de préparation (12-22 octobre) au centre sportif de Soudania (Alger), en prévision des Mondiaux prévus en France du 26 au 30 octobre, a indiqué l'entraîneur national Ouidir Mohand Ouelhadj. Trois judokas, concernés par cette compétition mondiale, prennent part à ce stage de préparation. Il s'agit de Mohamed Lamine Sahraoui (-100 kg), Mohamed Bettahar (-81 kg) et Yousra Bensalah (-52 kg). Selon le coach national, les judokas algériens «ambitionnent, à la faveur de la préparation effectuée, arracher des places au podium

et honorer les couleurs nationales dans ce rendez-vous mondial». D'autre part, l'Algérie est appelée à prendre part à la compétition «Special olympique» prévu au Brésil du 1 au 15 mai 2022 dans quatre disciplines: judo, karaté, athlétisme et escrime.

Evoquant les difficultés que rencontre son équipe, l'entraîneur Ouidir a mis l'accent sur «le manque de moyens matériels auquel est confrontée la Fédération des sourds d'Algérie par rapport aux autres Fédérations. J'estime que la catégorie des sourds mérite d'être accompagnée et de bénéficier de moyens au même titre que la Fédéra-

tion algérienne handisport et les autres instances». «Je sais bien que ce sont les résultats qui déterminent les bénéficiaires de subventions financières. Mais, sans soutien préalable, il sera difficile de réaliser des résultats probants. Toutefois, nous nous efforçons de réaliser des résultats positifs dans les prochains rendez-vous pour prouver notre détermination», a-t-il ajouté. «Nous avons bénéficié d'un accompagnement de la part du ministère de tutelle qui nous a facilité l'accès au Centre national de regroupement et de préparation des équipes nationales, en vue de notre quatrième stage de préparation.

Athlétisme - Collège technique national Quinze entraîneurs retenus

La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) a annoncé avoir retenu un total de quinze entraîneurs pour le collège technique national, prévu le 23 octobre à l'Ecole des sports olympiques de Biskra (Est). Parmi les techniciens retenus, des entraîneurs connus sur la scène sportive nationale et

internationale, notamment, Mohamed Hocine, Amar Bénida, Saïd Ahmim, Azeddine Sakhri, Sid Ali Sabour et Ahmed Mahour-Bacha. L'instance a invité également plusieurs personnalités à ce rendez-vous, dont certains ex-entraîneurs nationaux et anciens présidents de la Fédération, notamment : Am-

mar Bouras et Amar Brahnia. «Ces personnes ont acquis une grande notoriété dans le sport national, particulièrement en athlétisme, et nous avons cru bon de les associer à ce collège technique, pour profiter de leur expérience» a expliqué la FAA concernant sa décision d'inviter ces personnalités à Biskra.

Oran - Stade d'athlétisme Les Castors Les travaux de rénovation lancés



Le stade d'athlétisme des Castors, à Oran a été fermé pour permettre le lancement d'une vaste opération de réaménagement en prévision de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM) prévue dans cette ville l'été prochain, a-t-on appris auprès de la direction de cette infrastructure. Les travaux en question concernent la pose d'une nouvelle piste d'athlétisme et la rénovation des vestiaires, des tribunes et du réseau d'éclairage, a indiqué Noureddine Abaïdia, le directeur de cette unité relevant de la direction locale de la jeunesse et des sports. D'autres travaux sont aussi programmés et qui tou-

chent les accès de ce stade, le seul jusque-là dédié à l'athlétisme au niveau de la capitale de l'Ouest, a-t-il souligné. Trois entreprises, chacune dans sa spécialité, ont été engagées pour effectuer les travaux de réaménagement de cet équipement, qui subit pour la première fois ce genre d'opérations depuis sa construction, soit depuis un peu plus de 20 ans, a encore ajouté son directeur.

Les entreprises désignées, qui ont ouvert leurs chantiers en début de cette semaine, se sont en gagées à achever leurs tâches dans un délai ne dépassant pas les six mois, a-t-on fait savoir. En attendant, M. Abaïdia a lancé un appel

aux athlètes qui s'entraînent dans ce site pour «s'armer de patience», poursuivant qu'il comprenait «leur désarroi» après la fermeture du stade «vu qu'il s'agit du seul espace à Oran dédié à cette discipline». Le stade des «Castors» sera utilisé, lors des JM (25 juin-5 juillet) comme base d'entraînement des participants dans les épreuves d'athlétisme, alors que la compétition officielle est prévue au stade de 40.000 places relevant du complexe olympique en cours de réalisation. Ce dernier comporte également un stade d'athlétisme de 4.200 places qui servira à l'échauffement des athlètes lors des JM, rappelle-t-on.

Natation - Championnats d'Afrique Bilan positif pour l'Algérie

La sélection algérienne de natation, avec 11 médailles (2 or, 2 argent et 7 bronze), a terminé à la 3e place des championnats d'Afrique Open à Accra au Ghana (11-17 oct.), un bilan jugé «positif» par le directeur des équipes nationales (DEN) de la Fédération algérienne de natation (FAN), Lamine Ben Abderrahmane. La sélection algérienne a été présente au rendez-vous d'Accra avec cinq nageurs dont Oussama Sahnoune et Amel Melih, qui ont pris part aux Jeux olympiques de Tokyo ainsi que Ramzi Chouchar et Jaouad Syoud qui activent au championnat de France et Abdellah Ardjoune (ASPTT Alger), tandis qu'Anis Djaballah, blessé, a déclaré forfait. «C'est un bilan que je considère positif pour la natation algérienne avec à la clé 11 médailles dont deux en or obtenues par notre nageur Jaouad Syoud, ce qui nous a permis de terminer à la 3e place au classement général», a indiqué Ben Abderrahmane, joint par téléphone depuis Accra.

La satisfaction affichée par le DEN est d'autant plus importante au vu du «manque de compétition des nageurs qui viennent juste de commencer leur préparation, ce qui est de bon augure pour la suite de la saison sportive».

Le rendez-vous africain d'Accra a vu la consécration de Jaouad Syoud qui a offert à l'Algérie deux médailles d'or au 200 m 4 nages et 100 m papillon, en dépit de la piètre prestation de son coéquipier Oussama Sahnoune qui vient d'intégrer le club allemand de Francfort.

Syoud (21 ans) dont c'est la première participation à des championnats d'Afrique, a su arracher le titre africain dans sa spécialité fétiche qui est le 200 m 4 nages avec un chrono de 2:02.46, relativement loin de son record personnel (et record d'Algérie) qui est de 1:59.80. Le nageur de l'Olympic de Nice (France) a dominé cette spécialité au cours des derniers mois, arrivant même à améliorer son temps à plusieurs reprises, devenant le premier Algérien à nager au-dessous des deux minutes au 200 m 4 nages. Il a également ajouté une médaille de bronze au 100 m brasse (1:03.10). «Syoud a confirmé sa forme ascendante après avoir raté une participation aux derniers Jeux olympiques de Tokyo, se contentant des minima B, mais il a su revenir à la compétition et honorer les couleurs nationales avec ces deux médailles d'or», a ajouté Ben Abderrahmane.

De son côté, Amel Melih a récolté quatre médailles dont

une en argent au 50 m dos (30.02) et trois bronze aux 100 m nage libre, 50 m papillon et 50 m nage libre. Abdellah Ardjoune a remporté pour sa part une médaille d'argent au 50 m dos (25.78) et une en bronze au 100 m dos, une belle prestation pour le natif d'Alger alors qu'il manquait énormément de compétition en raison de la pandémie. Même chose pour Ramzi Chouchar qui a clôturé la participation algérienne avec une médaille de bronze en eau libre (3 kilomètres), la 2e pour lui dans cette compétition après celle obtenue au 200 m papillon. «Tous les nageurs ont fait de leur mieux pour décrocher un podium en présence des meilleurs nageurs égyptiens et sud-africains. Ardjoune était le seul à s'entraîner sur le sol algérien, il a souffert des fermetures répétées des infrastructures sportives», a conclu le DEN.

La 14e édition des championnats d'Afrique Open, prévue initialement à Durban en Afrique du Sud en avril 2020, avait été reportée à cause de la pandémie de Covid-19. Quelque 400 athlètes de plus de 30 pays, dont cinq Algériens, étaient présents dans la capitale ghanéenne qui a accueilli la compétition pour la première fois de son histoire.

Futsal - Sidi Bel-Abbès Stage de perfectionnement pour les entraîneurs

Trente-deux (32) entraîneurs de futsal bénéficieront d'un stage de perfectionnement, prévu du 25 au 29 octobre au Centre technique régional de football de Sidi Bel-Abbès, a annoncé la Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) sur le site de l'instance nationale. Le regroupement de Sidi Bel-Abbès sera encadré par l'instructeur FAF

Abdenour Addani, a indiqué la même source.

Une formation similaire avait été organisée en février 2020 au même endroit (Sidi Bel-Abbès) au profit de 22 entraîneurs de futsal. Ce stage avait comme principal module «le perfectionnement», sous la direction du chef du département de futsal et de beach-soccer, Abdenour Addani, en présence du Directeur

technique national adjoint, Abdelkrim Benaouda et du Directeur technique régional de Blida, Ismail Hani. Aussi, et dans le cadre de la convention liant la FAF et le ministère de la Défense nationale (MDN), un deuxième stage destiné aux entraîneurs du MDN aura lieu du 31 octobre au 4 novembre au Complexe sportif militaire de Ben Aknoun (Alger).

Tennis de table - Tournoi Open L'EN à nouveau en stage de préparation

La sélection algérienne de tennis de table a entamé lundi un deuxième stage de préparation de quatre jours à Tikjda (Bouira), en prévision de sa participation au tournoi international Open de Tunis prévu du 23 au 27 octobre, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FATT). L'élite algérienne de tennis de table avait clôturé samedi dernier un premier stage de préparation entamé le 14 octobre en présence de 18 pongistes dont neuf dames sous la conduite du duo d'entraîneurs, Hocine Rebai (messieurs) et Belhocine Mustapha (dames).

Selon le président de la FATT, Toufik Ailem, le premier stage avait «permis d'évaluer le niveau des athlètes après l'arrêt des acti-

vités en raison de la pandémie de la Covid-19 et d'en sélectionner les meilleurs d'entre eux pour défendre les couleurs nationales dans les compétitions internationales». Après le tournoi Open de Tunis, la sélection algérienne effectuera un troisième regroupement dans l'optique des Mondiaux «Individuels» prévu du 23 au 29 novembre prochain aux Etats-Unis d'Amérique, puis les Mondiaux «par équipes» en Chine, début 2022. «Notre objectif est d'assurer une bonne préparation à notre élite nationale afin qu'elle puisse honorer les couleurs nationales dans les compétitions internationales, notamment aux prochains jeux méditerranéens d'Oran-2022, où nous ambitionnons de hisser haut les couleurs nationales», a indi-

qué Toufik Ailem.

La participation algérienne aux différents rendez-vous internationaux offre l'opportunité de récolter un maximum de points, en vue d'une qualification aux jeux olympiques-2024 de Paris.

Concernant l'introduction du tennis de table dans les établissements scolaires, Ailem a souligné qu'il s'est entendu avec le président de la Fédération du sport scolaire pour «conclure une convention entre les deux Fédérations en vue d'introduire la pratique du tennis de table dans les écoles et déceler les jeunes talents». Par ailleurs, le président de la FATT a fait part de l'organisation, dans les prochaines semaines, d'un stage de préparation pour entraîneurs-débutants et pour les arbitres».

Cyclisme - Championnats arabes des nations Les cadets en stage de présélection

Huit jeunes cyclistes, composant un groupe élargi de la sélection algérienne des cadets, sont en stage de présélection à Alger jusqu'au 25 octobre, en prévision des Championnats arabes de la catégorie qui auront lieu au mois de novembre prochain au Caire (Egypte), a-t-on appris auprès de la Fédération (FAC). Il s'agit de Bachir Chenafi, Mounir Lalaoui, Rayan Debbab, Ryad Bakhti,

Djaoued Nhari, Ismail Hadad, Nacer Allah Essemiani et Anes Ryahi, sous la direction de l'entraîneur national adjoint Mohamd Kenanes, secondé par Lyès Chérif. La présélection avait démarré avec un effectif de 15 cyclistes. A l'issue de ce premier stage, sept athlètes ont été éliminés, faisant que ce deuxième stage se déroule avec un effectif de huit athlètes. Le staff technique national procédera à une nou-

velle élimination à l'issue de ce stage, en ne retenant que six éléments pour faire partie du voyage au Caire. «Avant leur départ en Egypte, les éléments sélectionnés bénéficieront d'un dernier stage de préparation, prévu du 31 octobre au 10 novembre», a-t-on encore précisé de même source. Ces Championnats arabes des nations de cyclisme se dérouleront sous forme de festivals du 12 au 28 novembre.

Escrime - Fleuret masculin des U17 L'Algérien Fellah en bronze

Le jeune escrimeur algérien Dani-Adam Fellah a remporté la médaille de bronze dans l'épreuve du fleuret masculin au 1er Circuit national de France, catégorie des moins de 17 ans, en cours à Paris. L'international algérien, sociétaire du club de Strasbourg, s'est en effet incliné (15-8) en demi-finale contre Helmy Cocoynacq, qui lui défend les couleurs d'une formation parisienne. Pour atteindre les demi-finales, Fellah a dû passer cinq tours, à savoir le tableau des 128, des 64, des 32, des 16 et celui des 8. Un total de 230 athlètes de différentes nationalités participent à ces épreuves à Paris, dont une grande majorité est sociétaire de clubs français.



JS Kabylie Toujours les mêmes ambitions



Ph.: Arch.

Adjal Lahouari

Incontestablement, la saison 2020-2021 a été marquée par les plus grandes turbulences que la JSK ait jamais connu. Et c'est fort étonnant pour un club réputé par sa stabilité à tous les niveaux. L'ère Mellal restera dans les annales de la JSK, au grand désappointement de ses nombreux supporters, peu habitués à subir un tel « régime » de leur club préféré. Pourtant, au départ, et même durant des mois, le président n'a cessé de promettre un titre ou une consécration. Au coup d'envoi du championnat, les fans étaient persuadés que l'effectif était de niveau moyen, malgré quelques fulgurances en Ligue 1 et en coupe de la CAF. Objectivement, le coach français Denis Lavagne a tiré le maximum de ce groupe. Finalement, la victoire en coupe de la Ligue a tempéré la déception de supporters.

En championnat, la phase-aller aura été plus satisfaisante que celle du retour qui s'est caractérisée par une nette baisse de régime, surtout au cours des huit dernières journées, avec moins de victoires et sept revers en plus. Seul le secteur défensif, avec l'excellent gardien Benbot, aura été à la hauteur, rivalisant un tant soit peu, avec les meilleurs de la Ligue 1,

ceux du CRB, de la JSS, du CSC et de l'ESS. En revanche, l'attaque n'est arrivée qu'en neuvième position, derrière celles de clubs comme le PAC et le NAHD, pourtant classés dans le ventre mou du tableau, et qui se sont montrées plus efficaces. La formation de Tizi-Ouzou n'a pas tenu la cadence imposée par le trio CRB-ESS-JSS, avant de voir l'USMA prendre la quatrième place, somme toute honorifique.

Bensayah, Al-Tubal, Hamroune et Boulahia, les « meilleurs » buteurs de l'équipe, ont dû se contenter d'un bilan modeste et, évidemment insuffisant pour tenir la dragée haute aux formations de tête. Récemment, la crise s'est accentuée avec le conflit entre Mellal et Yari-chen, qui se sont disputé la présidence, le dernier mot revenant à ce dernier.

Entre temps, Mellal avait procédé à un recrutement massif après les nombreux départs dont plusieurs cadres tels Benbot, Sayoud, Ait Abdeslam, Bencherifa, Hamroune et Benchaira. C'est simple, il y a eu autant de départs que d'arrivées.

Le nouvel effectif a suivi deux stages satisfaisants sous les ordres de l'entraîneur français Henri Stambouli. Ce dernier a estimé récemment que l'équipe est en progression, mais il est toujours à la

recherche d'un bon attaquant après la grave blessure de Boualia, qui sera absent plusieurs mois. Cette blessure tombe à un mauvais moment. Selon le coach Stambouli, certaines recrues ont affiché de bonnes dispositions lors des rencontres amicales après avoir libéré des éléments de niveau moyen engagés par l'ancienne direction. Par ailleurs, ce qui est regrettable, c'est que les nouvelles recrues ne sont pas qualifiées en coupe de la CAF. En dépit de cette particularité, la JSK a mis à son actif un authentique exploit en battant le FAR de Rabat sur son terrain. Selon le président Yari-chen, le recrutement n'est pas clos, et il tentera de dénicher un ou plusieurs joueurs aptes à apporter un plus à son équipe à l'image de Bensaha, l'attaquant qui portait les couleurs de l'ES Tunis. Car il est conscient que le championnat 2021-2022 s'annonce très disputé entre six prétendants, bien décidés à jouer le titre. En ce qui concerne la coupe de la CAF, le retour face au club marocain des FAR s'annonce sous de bons auspices. Ce qui est certain, c'est que la JSK nous a habitués à relever plusieurs défis qui ne semblaient pas à sa portée. En somme, la JSK va entamer cette saison avec les mêmes ambitions que par le passé.

OM Arzew L'Olympique dans la tourmente

M. Z.

L'affaire de non-paiement des frais d'engagement risque de porter de graves préjudices à un patrimoine national nommé l'OM Arzew. A cette cadence, l'Olympique se dirige vers une catastrophe et est sur le point de déclarer un forfait général. Selon le président du CSA/OMA, Ahmed Chaouch, la situation n'a pas évolué d'un iota, alors que le prolongement du délai s'achèvera lundi prochain. « Nous avons tapé à toutes les portes, mais personne ne semble conscient des effets que peut engendrer une telle situation et les conséquences que cela peut engendrer chez les jeunes d'Arzew », nous a affirmé, avec beaucoup de décourage-

ment et d'amertume le premier responsable du CSA. Une autre source affirme que les dirigeants de l'OMA ont rendez-vous, mardi prochain, avec le premier magistrat de la wilaya pour essayer de trouver une solution à cet épineux problème relatif aux frais d'engagement. Or, ce rendez-vous est prévu le lendemain de l'expiration du délai. « Le président de l'APC est très occupé par les préparatifs de sa campagne électorale. La DJS nous a promis la prise en charge d'un stage bloqué, mais sans suite. Le chef de daïra s'est contenté, lui aussi, de nous donner des promesses non tenues jusqu'à ce jour. Sincèrement, on ne sait pas à quel saint se vouer », nous a déclaré un dirigeant. Regretta-

ble situation à laquelle est confrontée la formation de l'Olympique d'Arzew qui est pris en otage à des fins personnelles. Est-il concevable que des clubs bénéficient de subventions alors que celles de l'OMA sont bloquées ? En tout cas, le football à Arzew risque de disparaître de la scène nationale par la faute de certains responsables qui ont voulu, selon notre source, enfreindre la loi pour imposer des personnes dans le comité directeur. « C'est ce qui justifie ce blocage inexplicable et illogique », nous a-t-on dit. A présent, l'avenir de l'OMA et de ses jeunes est totalement compromis. A qui incombe la responsabilité de cette confusion ? Et à quels desseins ? Ces questions méritent bien des réponses.

WA Tlemcen Plusieurs joueurs privés de licence

La direction du WA Tlemcen trouve des difficultés à qualifier ses 17 nouveaux joueurs en prévision de la nouvelle édition du championnat de Ligue 1 de football dont le coup d'envoi sera donné vendredi, a-t-on appris de la direction de ce club. Interdit de recrutement, le WAT devra apurer ses dettes estimées à 20 millions de dinars pour se faire délivrer, par la Ligue de football professionnel (LFP), les licences de ses recrues, a indiqué le président de cette formation de l'Ouest, Rachid Meliani. Ce problème, s'il ne venait pas d'être réglé, mettrait le nouvel entraîneur des « Zianides », Kamel Bouhellal, dans l'embarras, vu que l'effectif de l'équipe fanion a été renouvelé d'une manière

quasi-totale. En effet, du groupe ayant défendu les couleurs du « Widad » la saison passée, qui a coïncidé avec le retour du club parmi l'élite après sept ans passés dans les divisions inférieures, seulement cinq éléments ont été gardés. Il s'agit de : Znasni, Ouassini, Belalem, Messaoudi et Smahi. La direction du WAT s'est ainsi montrée très active sur le marché des transferts en engageant 17 joueurs, tout en faisant « monter » cinq autres de l'équipe réserve.

Ces changements de taille ont été dictés par « le parcours décevant de l'équipe au cours de l'exercice passé, pendant lequel elle a évité de justesse la relégation, et n'a trouvé son salut qu'à la victoire de

la JS Saoura sur l'AS Aïn M'lila, notre concurrent direct dans la bataille du maintien, lors de la dernière journée », a justifié le premier responsable des « Bleu et Blanc ». Néanmoins, si la direction du WAT échouait à qualifier ses nouvelles recrues avant samedi prochain, date de la réception du NC Magra pour le compte de la première journée, Bouhellal sera dans l'obligation de ne miser que sur les cinq « rescapés » de l'effectif des seniors de la saison précédente, tout en faisant appel aux joueurs de la réserve. Mais Rachid Meliani se montre optimiste, affirmant qu'il comptait se rendre « ces jours-ci au siège de la LFP pour essayer de trouver une solution à ce dossier », a-t-il promis.

ES Sétif El-Kouki confiant pour la qualification

L'entraîneur de l'ES Sétif, le Tunisien Nabil El-Kouki s'est dit « optimiste » quant à la qualification de son équipe à la phase de poules de la Ligue des Champions, et ce, malgré la lourde défaite (3-1), essuyée dimanche soir à Nouakchott, face au représentant mauritanien Nouadhibou, pour le compte du match aller du deuxième tour préliminaire de l'épreuve. « Notre équipe est en mesure de se qualifier, mais pour parvenir à cette fin, elle devra sortir le grand jeu au match retour, et fournir un rendement de premier ordre » a commencé par rassurer le technicien tunisien. Outre le fait d'avoir la chance de disputer ce match « retour » à domicile, Kouki a souligné l'importance du but marqué en Mauritanie et qui selon lui « devrait jouer un rôle déterminant » dans une éventuelle qualification.

Ce sont en effet les Sétifiens qui avaient ouvert le score, par Abderrahim Deghmoum (41e), avant de s'effondrer en 2e mi-temps, encaissant trois buts pratiquement coup sur coup. Moulay Ahmed Bessam avait commencé par égaliser à la 54e, avant que Tandji Hamma ne s'offre un doublé aux (57e et 75e), permettant à Nouadhibou de l'emporter (3-1). Une défaite inattendue pour la majorité des puristes sétifiens, qui ne s'attendaient pas du tout à ce que leur équipe se fasse malmener autant en Mauritanie. Certains ont eu tellement de mal à accepter ce scénario qu'ils n'ont pas pu s'empêcher de soupçonner un relâchement des joueurs, qui sont « tombés dans la facilité » après avoir mené au score pendant plus de 50 minutes. Cependant, Kouki a défendu ces joueurs, niant tout relâchement de leur

part pendant ce match aller. Selon lui « Nouadhibou compte onze internationaux parmi son effectif : sept joueurs chez les locaux et quatre en équipe « A ». Autrement dit, un bon groupe, capable de réussir de grands exploits » a-t-il expliqué. Le coach tunisien a souligné également le fait que son équipe était « amoindrie » par l'absence de plusieurs joueurs cadres, « particulièrement en défense », d'où le nombre relativement important de buts encaissés. Un échec qu'il compte rattraper lors du match retour, avec l'objectif de décrocher une qualification au prochain tour de l'épreuve. Le match retour se jouera le 24 octobre à Sétif. Les clubs qualifiés iront en phase de groupes, alors que les perdants seront reversés en Coupe de la Confédération et devront commencer par disputer un deuxième tour préliminaire « additionnel ».

RC Kouba Yahia Chérif rentre au bercail



L'attaquant Sid-Ali Yahia Chérif s'est engagé avec son club de cœur le RC Kouba, après son départ il y a 12 ans, a annoncé lundi le club de Ligue 2 amateur de football. Le club algérois a indiqué que Yahia Chérif (36 ans) a signé pour une saison après son départ de

la JS Souara, où il évoluait depuis quatre saisons. Après avoir quitté le RCK en 2009, le chouchou de la galerie koubéenne a évolué dans plusieurs clubs algériens : la JS Kabylie (2009-2011), le MC Alger (2013-2014), le JSM Béjaia (2014-2015) et le CR Belouizdad avec qui

il a remporté la Coupe d'Algérie en 2017. Il a également eu une courte expérience en Ligue 2 française avec le club d'Istres (2011-2013). Lors de la 1ère journée de la Ligue 2 amateur, prévue le 26 octobre, le RC Kouba sera opposé à l'ES Ben Aknoun.

El Mawlid Ennabaoui Acharif à Constantine

Par Boudjemâa Haichour *

«LES PSALMODIES AU CŒUR DE LA FÊTE DU MAWLID»

Le peuple algérien à l'instar des peuples musulmans s'apprête à fêter le Mawlid En Nabaoui Acharif, en ce jour du Mardi 19 octobre 2021. Constantine est comme toutes les médinas et régions de notre pays est attachée depuis les siècles à célébrer la fête de la naissance du Prophète Mohamed (qssl) dans la ferveur et l'allégresse familiale. Comme chacun le sait, cette fête intervient chaque année, le douzième jour du mois lunaire Rabie El Awal soit le 19 octobre 2021. Cette célébration intervient cette année dans un contexte où le monde musulman vit une situation des plus tragiques au regard des guerres qui le secouent le Machrek et des tentatives de déstabiliser la région du Maghreb et du Sahel.

LA SACRALITE DU MAWLID ENNABAOUÏ ACHARIF

Nous étions enfants durant la période coloniale et on se rappelait que nous fêtons ce Mawlid pour marquer notre appartenance à une Nation qui tient à son identité et ses traditions. On allait à l'école coranique porter des œufs colorés, des bougies, les friandises et les gâteaux du terroir telle la «Tamina» que nous offrons à notre taleb pour célébrer cette naissance.

On entonnait le Med'h «Zad El Nabi Wa Fra-hna Bih» suivi de «Ya Kaâba ya Beït Rabi Mah Laki», que nous retrouverons plus tard lorsque la télévision en noir et blanc, apparaît dans notre petite lucarne, feu Abderamane Aziz par sa voix limpide déclamant ce chant sacré éternel.

LA MEDINA DANS SA SPIRITUALITÉ ANCESTRALE

Aujourd'hui comme hier, cette fête religieuse revient dans l'ambiance du moment. Constantine qui s'apprête à vivre ce moment ô combien significatif dans l'imaginaire de tout musulman. Le Mawlid dans la médina coïncide avec la mise en route du dernier trançon du tramway de la nouvelle ville Ali Mendjeli rendant fluides les moyens de communication surtout dans cette ville où fleurissent les plus grands campus universitaires où les étudiants peuvent voyager de la nouvelle vers la vieille ville. Ses ruelles étroites et ses souks tels Rahbat Essouf, Souk el Asr, Souika, sidi Bouanaba, sidi al Djalil, sidi Mabrouk, Aouinet el foul, la nouvelle ville Massinissa et Ali Mendjili, le Khroub et les villages avoisinants se parent dans un décor que nous retrouvons dans les mosquées et zaouias.

Les familles constantinoises se préparent à rendre cette fête joyeuse surtout pour les enfants. On s'apprête à déguster les saveurs de jadis. «Tridet Attadjin» avec de la viande de mouton ou de bœuf en plus de la volaille. La cuisine se fait plus succulente. Les fillettes aux mains d'anges se mettent le henné que les mamans et grands-mères s'appliquent à malaxer cette poudre avec quelques doses d'eau de fleurs d'orange. Les garçons quant à eux trouvent leur joie dans les pétards et des cierges.

LE PROPHÈTE DE L'ISLAM MOHAMED EL AMINE (QSSL)

Voici venu le moment de la cérémonie où les mosquées et zaouias se remplissent de fidèles qui déclament des panégyriques et med'h qui glorifient Dieu et son Prophète Mohamed (qssl). Outre la Burdâ et la Hamzyia, le texte de Hassan Al Barzandji recueilli dans «'iqd Al Jawahir» se récite notamment à Constantine.

Les retransmissions à travers les chaînes TV rappellent la vie du Prophète. Sa naissance et son allaitement par Halima Assaâdia alors qu'il perdit son père Abdallah puis sa mère Amina et passe sous la protection de son oncle Abou Talib. Orphelin à l'âge de cinq ans, il perd son grand père abd el Moutalib alors qu'il avait huit ans, son oncle Abou Talib le



prend en charge et l'initiera dans le commerce caravanier des chameaux. Il travaillera pour le compte de Khadidja 40 ans d'âge une riche femme dont il se marie avec elle à l'âge de 25 ans. Le Prophète Mohamed (qssl) alors qu'il avait 40 ans en l'An 610, il prend retraite dans une grotte au Djebel Hira où il médite et prie.

Dans sa méditation l'Archange Gabriel lui apparaît, alors qu'il ne sait ni lire ni écrire, durant 22 ans, Sidna Jibril (Gabriel) lui dicte le Message divin : le Saint Coran. C'est la Révélation. Il part pour Médine où malgré les luttes des clans rivaux, il réussit à imposer le Message divin et son pouvoir politique et religieux. Il mène les campagnes militaires pour rallier les différentes tribus et réunifier les rangs. L'Armée musulmane entre à La Mecque par le chant «Talaâ Al Badrou 'Alaïna», commencement de l'Année hégirienne. Il meurt en 632 au retour du pèlerinage.

LE MAWLID ODEUR DE SAINTETÉ CONTRE L'HÉRÉSIE

Quinze siècles après certains trouvent à dire que célébrer cette fête est une hérésie. La visite des Awlyia Asssalihine en portant les bougies se conjuguent avec les prières et l'hymne au Prophète Sidna Mohamed (qssl). L'ambiance festive est entourée de tous les soins où l'odeur de benjoin et de l'ambre donne à la spatialité de la médina cette odeur de sainteté. Les rites traditionnels sont célébrés à Constantine dans un décor d'urbanité où les senteurs ambrées se répandent dans les maisons comme si le moment est de vivre le temps d'une vie où le Prophète jeûnait le jour de sa naissance en psalmodiant et en entamant le tadjouid de versets coraniques.

LES PSALMODIES AU CŒUR D'UNE FÊTE DU MAWLID

Comme dans les zaouia jadis de sidi Rached, à la Rahmania, chez les Aïssaoua, chez les Hansala, la Tidjanya est... la même ferveur à Tlemcen où j'ai assisté au cérémonial du Mawlid chez les Darkaoua et Habria lors d'un Colloque international sur le Soufisme qui s'est déroulé à l'Université Belkaïd qui coïncida avec la fête du Mawlid où nous retrouvons les mêmes traditions de deux villes jumelles. Bien que chacune de nos régions célèbre à sa manière cette fête comme par exemple à Alger, c'est Sidi Abderahmane Athaâlibi Al Wali Assalah qui inaugure la fête à partir de la zaouia par les femmes de La Casbah qui lui donnent un éclat particulier. Dans le

Titteri c'est Médéa qui le fête dans les psalmodies et chants religieux. A Bouira, Bordj Bou Arréridj, et à Sétif les us et coutumes lui préparent le couscous de famille dans une ambiance festive où s'entonnent des chants en la gloire de Dieu et du Prophète où les femmes s'empressent à visiter le saint patron Sidi Al Kheir.

Au M'zab Ghardaïa l'encens de tous les Med'h et le Tajouid où le baroud donne un air festif en plus de la spiritualité qui l'entoure. Dans le Saoura, Béchar dans la zaouia des Kénadza de sidi Bouziane et la Karzazia nous offrent un spectacle dans toute sa sacralité. A Adrar dans la Zaouia Sidi Mohamed el Kébir ou Sidi Erragani, à Témacine, à Ain Madhi, Laghouat, et Guemmar dans la Tidjanja, à Ain Essafra, Labiod Sid Cheikh, Bous-samghoun, le même rituel célébré, à Annaba Souk Ahras, Tébéssa et à Collo, Aïssaoua où le récitation glorifie Dieu et son Prophète Mohamed dont j'ai eu à assister aux chants sacrés sans oublier Koléa et Cherchell dont les organisateurs vont célébrer cette fête religieuse, ce jeudi au Palais de la Culture 'Moufidi Zakaria' où un récitation illuminé par les dhik'r et les bougies vont remémorer cet événement au son de la zorna et des med'h, dans un décorum où nos grands-mères s'appliquent à mettre le henné sur les mains de nos petites filles anges de la soirée du jeudi.

A Constantine la Zaouia Rahmanyia dont le Mokadem est Bachtarzi, les khouans entonnent des litanies ou liturgies (Med'h et les Psalmodies) dans une parfaite diction s'accompagnant d'El Borda et d'El Hamzia d'El Bousseïri ou celle de Hassan Al Barzanji.

En Kabylie les habitants célèbrent le Mawlid dans une ambiance de med'h et de chants religieux, de même que dans la vallée de la Soummam où cette fête est suivie de rituel gloire à Dieu et à son Prophète Mohamed (qssl). A Tlemcen c'est surtout la visite du Saint Patron Sidi Boumediene qui donne l'ampleur de l'événement où les femmes depuis le mausolée entonnent les chants religieux au cri de youyou dans la plénitude de sa natalité. A Cherchell, Miliana, Koléa, à Oran sidi El Houari, à Mascara, Saïda, Mecheria, Aïn Sefra c'est le même rituel qui glorifie Dieu et son Prophète (qssl). A Souk Ahras, Tébéssa, Batna, Msila, El Oued Souf, toutes les zaouias donnent au sceau du Prophète toute la sacralité dans une des méditations des mouloudiyates». Dans la méditation et la piété la fête du Mawlid qui est le commencement de la Nativité de la religion de l'Islam, le Prophète est né à La Mecque, le 12^{ème} jour du mois Rabi Al Awal correspondant au mois de Mai 570

de JC. Ce sont les Fatimides qui ont, en l'An 975 de l'ère chrétienne, fêtaient le commencement du Mawlid.

LE MAWLID UNE CÉLÉBRATION HISTORIQUEMENT MILLÉNAIRE

Les Tribus berbères de l'époque telles les Sanhadja, les Zénata, les Maghraoua, les Houara et surtout les Kétama ont fêté la naissance du Prophète et dont elles seront l'ossature de l'armée fatimide. Les Kétama fondent alors la ville du Caire et construisent Al Azhar Echarif. A ceux qui considèrent la célébration du Mawlid comme une hérésie, c'est-à-dire une «Biddâa», innovation blâmable, en Egypte c'est El Malik El Mouzaffar, beau-frère de Salah Eddine Al Ayoubi, maître d'Ibril qui lui consacra un cérémonial particulier. Les Mamelouks l'institutionnalisent et Damas suivra. Au Maghreb cette fête commencera avec les Mérénides où le Sultan Youcef Ben Yacoub promulgue par un décret royal en 1292 le Mawlid, fête d'Etat.

A Tlemcen note Dr Sari Ali Hikmet dans son livre «Les mille nuits du Mouloud», le Mawlid est célébré dans le palais du Mechouar en 1359 par le Sultan Zianide Abou Hamou Moussa II. Sous les Hafsides le Mawlid est fêté dès le XIV^e siècle. Après il sera institué par le Sultan de l'empire ottoman Mourad III en 1588. La fête du Mawlid est une fête sacrée. Elle a un sens spirituel, social culturel et culturel. Le Prophète Mohamed est envoyé comme Miséricorde pour les mondes. Et si tous les clubs sportifs musulmans de l'époque, le MCA donna le la, en choisissant la date de fondation du Club le 07 Août 1921, le jour même du Mawlid en prenant comme sigle «Mouloudia».

Il sera repris par de nombreux clubs comme le MOC dont l'honneur revenait à notre vénéré Cheikh Al Imam Abdelhamid Ben Badis. Le MCO, le MOB suivront la voie... même si les autres formations sportives tel le CSC... sans pour autant prendre le sigle de Mouloudia, le célèbrent dans toute la ferveur et la piété, c'était l'époque où le sport et la culture devenaient des porte-drapeaux qui singularisent notre appartenance à la Ouma el Islamia, façon de traduire notre combat pour affirmer cet attachement à notre identité et à notre personnalité nationale, qui diffèrent de ce que le colonialisme voudrait nous lier aux Gaulois comme ancêtres. telle est notre célébration du Mawlid Annabaoui Echarif, hymne à la gloire de notre Prophète Mohamed QSSL.

*Chercheur universitaire, ancien ministre

Libye

Bani Walid, la ville nostalgique de Kadhafi

Un portrait de Mouammar Kadhafi entouré de deux drapeaux verts de sa «Jamahiriya», ou «Etat des masses», accueille le visiteur à Bani Walid, dans l'ouest de la Libye. Dans cette ville située aux portes du désert, les habitants cultivent encore la nostalgie du «Guide», dix ans après sa mort.



Des constructions cubiques inachevées se succèdent dans un paysage lunaire, dominé au loin par des collines rocaillieuses. D'innombrables bâtiments sont couverts d'impacts de balles et d'obus. Partout, la ville porte les stigmates de la guerre.

Bani Walid, qui abrite quelque 100.000 habitants, est un fief de la puissante tribu des Werfalla, restée fidèle au dirigeant déchu en 2011, opposant une farouche résistance aux rebelles qui l'ont finalement conquis en octobre 2012.

Sur une place publique balayée par le vent et la poussière, une fontaine asséchée se dresse face à un vieux char rouillé. Des restes d'obus et des tubes de mortiers s'amoncellent dans un amas de ferrailles. Un grand panneau constellé des portraits des «martyrs» de la ville domine ce mémorial.

«Mouammar restera à jamais dans nos cœurs!», lance un badaud en voyant les journalistes de l'AFP. Et il n'est pas le seul à éprouver de la nostalgie pour l'ancien dirigeant, capturé il y a dix ans par des combattants révolutionnaires avant d'être exécuté.

«Mouammar Kadhafi est un symbole. Nous serons toujours ses partisans», clame le quinquagénaire Mohamed Daiiri, chemise blanche sous un gilet traditionnel brodé.

«CONSPIRATION»

Le temps semble figé à Bani Walid, vaste oasis au relief accidenté à 170 km au sud-est de Tripoli, comme si la révolte de 2011 n'avait ja-

mais eu lieu. Le drapeau rouge, noir et vert de l'ancien Royaume de Libye, repris après la révolte, ne flotte nulle part. C'est l'étendard vert instauré par Kadhafi, symbole de sa «révolution verte», qui est hissé çà et là.

«Avant 2011, les Libyens étaient souverains et maîtres de leur destin. Ces dix dernières années, ils n'ont connu que bombardements, injustices, meurtres et enlèvements», lâche Mohamed Abi Hamra, la mine grave, une montre à l'effigie de Kadhafi au poignet.

«La révolution est par définition un changement pour le mieux. Ce qui s'est passé en 2011 n'était pas une révolution, mais une conspiration contre la Libye», juge-t-il.

Pourquoi cet attachement au passé? «Il suffit de comparer 42 ans (de règne de Kadhafi, NDLR) au dix dernières années», élude l'indéfectible partisan du dirigeant déchu.

Si la Libye s'est enlisée dans le chaos après le soulèvement de 2011, elle pourrait clore ce chapitre mouvementé à la faveur d'un processus politique, initié en novembre sous l'égide de l'ONU et dont l'aboutissement doit être l'élection présidentielle du 24 décembre.

Mais Bani Walid ne semble pas prête à tourner la page, elle qui ne s'est rendue aux forces rebelles progouvernementales qu'après une résistance acharnée. «C'était une première dans l'histoire: un Etat avait décidé d'attaquer une de ses villes, ses propres habitants», se souvient avec amertume Mohamed Daiiri.

«FIDÈLES»

L'ingénieur Fathi al-Ahmar partage les mêmes rancœurs: «Si nous sommes restés atta-

chés à l'ancien régime, c'est que les événements de février 2011 (date de début de la révolte, NDLR) n'ont apporté que guerres, désolations, divisions et atteintes à la souveraineté de notre pays».

Le régime Kadhafi «nous garantissait la sécurité, qui manque aujourd'hui cruellement en Libye», estime-t-il.

Mouammar Kadhafi fut, des décennies durant, taxé par l'Occident d'être à la tête d'un Etat «terroriste».

En interne, son règne fut marqué par de multiples exactions. Pour Ahmed Abouhriba, un journaliste de 30 ans à Bani Walid, le colonel «n'était pas un dictateur, mais le garant de l'unité (...) il veillait sur les Libyens comme le ferait un père».

Cet inconditionnel de Kadhafi vante la stabilité, la prospérité économique et les chantiers lancés sous l'ancien régime, comme pour comparer avec le quotidien actuel des Libyens, rythmé par l'insécurité, les pénuries et l'inflation.

«Tous les projets se sont arrêtés après 2011. Comment suivre les nouveaux courants politiques alors qu'ils n'ont rien construit depuis?», interroge-t-il.

Si l'ex-dictateur n'est plus, son fils Seif al-Islam Kadhafi, dont le portrait se dresse aussi à Bani Walid, a laissé entendre qu'il pourrait se présenter à l'élection de décembre. «Nous sommes restés fidèles à notre Guide Mouammar Kadhafi, nous le serons pour Seif al-Islam», promet M. Abouhriba.

Edition

Les livres, le front oublié de la désinformation autour du Covid



Désinformation, complotisme et pseudo-sciences autour du Covid s'épanouissent aussi dans les librairies en France: de nombreux livres, pour certains des succès, véhiculent leur lot d'infox, conférant légitimité et crédibilité à ces théories.

Des internautes se sont récemment indignés que des ouvrages aux relents conspirationnistes soient placés en tête de gondole dans des magasins Fnac (distributeur français de produits culturels, ndlr) ou en haut des résultats de recherche sur les plateformes de vente en ligne.

Parmi eux, «Big Pharma Démasqué!», sorti au printemps 2021 (ed. Guy Trédaniel): quelque 14.000 exemplaires vendus, «un bon succès», selon l'éditeur.

Il figure parmi les meilleures ventes «Covid» à fin août, d'après le cabinet GfK, avec les succès de librairie des Pr Christian Perronne et Didier Raoult, figures médicales françaises controversées de la crise sanitaire.

Contrairement à ce qu'affirme l'auteur dès le début du livre, vitamine D, ivermectine ou hydroxychloroquine n'ont pas d'efficacité avérée contre le Covid, comme l'explique l'essentiel de la communauté scientifique depuis des mois.

Des théories relayées sur les réseaux sociaux et déclinées dans certaines émissions radio ou télé. Le tout créant alors une sorte de boucle auto-alimentée qui contribue à faire du complotisme un «discours ambiant», expliquent les experts interrogés par l'AFP.

«On a beaucoup mis l'accent sur l'influence des réseaux sociaux en oubliant que complotisme et désinformation se fabriquent sur internet mais sont importés de canaux plus traditionnels: des livres, mais aussi des conférences, des séminaires de formation, c'est tout un business», note Sebastian Dieguez, spécialiste du complotisme à l'Uni-

versité de Fribourg (Suisse).

«BUSINESS»

Offert par un proche, conseillé par un libraire, le livre «donne un aspect de crédibilité aux thèses présentées» et «contribue à rendre le complotisme grand public, accessible à tous», relève Sylvain Delouvé, spécialiste du sujet à l'Université Rennes 2.

Le «complotisme, ça marche, ce n'est pas étonnant que les plateformes (de vente en ligne) les mettent en avant», ajoute l'universitaire, rappelant que le succès de tels ouvrages «n'est pas neuf», comme l'a montré en 2002 le livre à succès du Français Thierry Meyssan sur le 11 septembre.

Subsiste encore l'idée que «quand on écrit un livre, c'est sérieux, on se pare d'une posture d'autorité, ça n'a pas la même valeur qu'un post Facebook», renchérit l'historienne Marie Peltier, experte du sujet à la Haute Ecole Galilée de Bruxelles.

D'autant que, relève M. Dieguez, ces ouvrages «miment les livres académiques, avec des notes, des documents etc.» et échappent largement au travail de vérification par des journalistes ou des scientifiques.

Si l'on cherche «Covid» sur Fnac.com, est proposé en tête «Enquête sur un virus» (Le Jardin des Livres, 7.000 exemplaires depuis mars), qui reprend lui aussi l'idée d'une pandémie orchestrée par les élites mondiales.

Il apparaît aussi dans les dix premiers résultats Amazon, aux côtés de «The Truth about Covid-19», du Dr Joseph Mercola, considéré comme l'un des plus gros pourvoyeurs de désinformation anti-vaccinale sur internet.

Aux Etats-Unis, la sénatrice démocrate Elizabeth Warren a écrit en septembre à Amazon pour dénoncer la présence de cet

ouvrage dans les meilleures ventes du site.

ALGORITHMES

Avec le mot-clé «vaccins», c'est «Les vaccins à l'heure de la Covid» (près de 8.000 exemplaires depuis avril, selon les éditions Kiwi) qui apparaît régulièrement en tête sur les plateformes: son auteur Michel de Lorgeril - ancien du CNRS (Centre national français de la recherche scientifique) - milite contre les vaccins depuis des années, relayant notamment l'idée fautive d'un lien avec l'autisme.

Du côté des plateformes comme des éditeurs, on plaide la liberté d'expression.

«La science peut aussi être sujette à controverse, notamment dans le traitement d'une nouvelle épidémie. Le Pr Didier Raoult est hautement qualifié pour s'exprimer sur le sujet», estime Elsa Lafon (éd. Michel Lafon), rejetant catégoriquement le terme de «désinformation» pour désigner le «travail» du chercheur marseillais (sud).

«Nous vendons les livres qui sont autorisés à la vente en France. Nous ne portons aucun jugement ni de censure sur les livres (...). C'est au lecteur de se faire son propre avis», explique-t-on chez Decitre, entreprise de librairies.

A la Fnac, on se défend de «toute prescription» volontaire de livres qui pourraient être taxés de complotistes, les ouvrages proposés en tête de résultats étant le fruit d'algorithmes mêlant «taux de clic, consultation des fiches produits et ventes».

Quant «aux coups de cœur libraires», l'enseigne indique «modérer» depuis septembre «tous les coups de cœur entrants sur les catégories sensibles» et certains peuvent être retirés. Amazon renvoie à ses «directives», qui proscrirent la vente de certains livres (incitation à la haine, apologie ou promotion de la pédocriminalité, du viol, du terrorisme...).

Moyen-Orient : reprise chez les pays riches, risque de tensions sociales ailleurs



Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont sur la voie de la reprise, pays du Golfe en tête, mais la montée des tensions sociales menacent les économies les plus fragiles de la région, a affirmé mardi à l'AFP le Fonds monétaire international (FMI).

La région concernée, qui comprend les pays arabes et l'Iran, à l'exclusion d'Israël, a vu la croissance de son produit intérieur brut (PIB) réel se contracter de 3,1% en 2020, en raison de la pandémie de Covid-19 et de la baisse des prix du pétrole. Mais «depuis le début de l'année, nous voyons une amélioration de la situation économique», a déclaré à l'AFP Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au FMI.

Grâce à des campagnes de vaccination rapides, notamment dans les riches pays du Golfe, la croissance du PIB pourrait atteindre 4,1% cette année, selon l'institution internationale basée à Washington.

Cependant, «cette reprise n'est pas la même dans tous les pays. Elle est incertaine et inégale en raison des différences dans la campagne de vaccination (...) et des développements géopolitiques», prévient M. Azour.

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques régiona-

les publié en octobre, le FMI a souligné une amélioration des perspectives économiques pour les pays exportateurs de pétrole avec la hausse des prix de l'or noir.

Pour les pays à faible revenu, il estime que la reprise reste fragile et incertaine. «Une montée des troubles sociaux» en 2021 «pourrait s'intensifier encore, en raison des vagues d'infection répétées (au coronavirus, NDLR), des conditions économiques désastreuses, du chômage élevé et des prix alimentaires», développe-t-il. Ces dernières années, plusieurs pays de la région ont connu des soulèvements populaires contre leurs élites politiques accusées d'incompétence sur fonds de crise économique, notamment au Liban, en Irak et en Iran. Le Liban traverse plus particulièrement une crise qualifiée par la Banque mondiale d'une des pires depuis le milieu du XIXe siècle, avec désormais près de 80% de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Le FMI a entamé des «discussions techniques» avec les autorités libanaises mais celles-ci piétinent en raison de l'instabilité politique.

À l'échelle régionale, environ 7 millions de personnes supplémentaires sont entrées dans l'extrême pauvreté au cours de la période 2020-21 par rapport aux projections d'avant la crise, souligne également le FMI.

La pandémie a donné lieu à des entraves «sans précédent» de la liberté d'expression

De nombreux gouvernements à travers le monde ont profité de la pandémie de coronavirus pour mettre en place des entraves «sans précédent» à la liberté d'expression et faire taire les critiques, a dénoncé Amnesty International dans un rapport publié mardi. Combinées à une vague de désinformations, ces mesures répressives ont souvent empêché les populations d'avoir accès à des informations exactes sur le virus, pourtant indispensables pour leur permettre d'y faire face dès l'émergence de la pandémie début 2020, a souligné l'organisation de défense des droits humains. «Tout au long de la pandémie, des gouvernements ont lancé une attaque sans précédent sur la liberté d'expression», a déclaré un responsable d'Amnesty, Rajat Khosla, dans un communiqué.

«Des canaux de communication

ont été pris pour cibles, des réseaux sociaux censurés et des organes de presse fermés», a-t-il ajouté, et «des journalistes et des professionnels de santé ont été réduits au silence et emprisonnés». Pour Amnesty, le manque d'informations résultant a constitué un «facteur» aggravant le bilan de la pandémie, qui approche les cinq millions de morts.

Outre les gouvernements, l'ONG basée à Londres a critiqué les plateformes numériques, qui n'en font pas assez selon elle pour lutter contre la désinformation. Tout cela «rend de plus en plus difficile pour des personnes de se faire une opinion totalement informée et de faire des choix en connaissance de cause sur leur santé», a-t-elle souligné. Une information exacte est pourtant «cruciale», selon elle, pour «réduire combattre l'hésitation vaccinale».

Climat en Afrique

La survie de millions de personnes menacée

Plus d'une centaine de millions de personnes extrêmement pauvres sont menacées par l'accélération du réchauffement climatique en Afrique, où les rares glaciers devraient avoir disparu d'ici les années 2040, a indiqué l'ONU mardi. Dans un rapport sur l'Etat du climat en Afrique publié à moins de deux semaines de l'ouverture de la COP 26 à Glasgow, l'ONU met en évidence la vulnérabilité disproportionnée de l'Afrique et souligne que le changement climatique a contribué à aggraver l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les déplacements de population sur le continent l'an dernier.

«D'ici 2030, on estime que jusqu'à 118 millions de personnes extrêmement pauvres (c'est-à-dire vivant avec moins de 1,90 dollar par jour) seront exposées à la sécheresse, aux inondations et aux chaleurs extrêmes en Afrique si des mesures adéquates ne sont pas prises», a déclaré la Commissaire à l'économie rurale et à

l'agriculture de la Commission de l'Union africaine (UA), Josefa Leonel Correia Sacko, dans l'avant-propos du rapport. «En Afrique subsaharienne, le changement climatique pourrait entraîner jusqu'à 3% de baisse supplémentaire du produit intérieur brut d'ici à 2050», a-t-elle ajouté.

Ce rapport, coordonné par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) de l'ONU, est le fruit d'une collaboration avec la Commission de l'UA, la Commission économique pour l'Afrique et diverses organisations scientifiques internationales et régionales et des Nations unies.

«Au cours de l'année 2020, les indicateurs climatiques en Afrique ont été caractérisés par une augmentation continue des températures, une accélération de l'élévation du niveau de la mer, des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes, tels que les inondations, les glissements de terrain et les sécheresses, et les impacts dévastateurs associés», a ex-

pliqué pour sa part le secrétaire général de l'OMM, M. Petteri Taalas, dans l'avant-propos.

«La fonte rapide des derniers glaciers d'Afrique de l'Est, dont on s'attend à ce qu'elle soit totale dans un avenir proche, nous alerte d'un changement imminent et irréversible du système Terre», a-t-il relevé.

L'an dernier, l'Afrique s'est réchauffée plus rapidement que la moyenne mondiale, terres et océans confondus. La tendance au réchauffement sur 30 ans pour la période 1991-2020 était supérieure à celle de la période 1961-1990 dans toutes les sous-régions africaines.

Quant aux glaciers africains - bien que trop petits pour servir de réservoirs d'eau importants, ils ont une importance touristique et scientifique de premier plan - leur taux de recul actuel est supérieur à la moyenne mondiale. Selon l'OMM, si cette tendance se poursuit, «elle conduira à une déglaciation totale d'ici les années 2040».

Maroc : plus d'une tonne de cocaïne saisie à Tanger

La police marocaine a saisi lundi 1,35 tonne de cocaïne à Tanger (nord) en provenance du Brésil, une des plus grosses quantités de poudre blanche saisies au Maroc ces dernières années, selon la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

«Les services de la Sûreté nationale au port de Tanger Med ont mis en échec, lundi, une grande opération de trafic international de drogue et de psychotropes et saisi une tonne et 355 kg de cocaïne», a précisé la DGSN dans un communiqué.

Les services de police ont été alertés par la méthode de scelllement suspecte d'un conteneur à bord d'un bateau de croisière battant pavillon d'un «Etat européen», non divulgué, qui était parti de Brésil à destination des ports d'Anvers (Belgique) et de Portbu-

ry (sud de l'Angleterre). A la suite d'une fouille conduite par la brigade cynophile, la drogue a été découverte emballée et dissimulée dans 40 valises noires, ajoute la DGSN. «Cette opération sécuritaire s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés (...) pour lutter contre les opérations de trafic international de cocaïne et neutraliser les dangers et menaces émanant des réseaux du crime organisé transnational», souligne le communiqué.

Une enquête a été ouverte «en vue d'identifier l'ensemble des personnes liées à ce réseau criminel impliqué dans la tentative de trafic de cargaisons de cocaïne, ainsi que ses ramifications régionales et internationales».

Depuis plusieurs années, la police marocaine multiplie les saisies importantes de cocaïne, les car-

tels sud-américains se servant du royaume comme d'une plaque tournante vers l'Europe.

En octobre 2017, un peu plus de 2,5 tonnes de cocaïne pure en provenance du Venezuela, d'une valeur marchande estimée à des centaines de millions de dollars, avaient été saisies en plusieurs endroits du Maroc, un coup de filet record. En décembre 2018, la police marocaine avait découvert plus d'une tonne de cocaïne originaire d'Amérique latine lors d'une opération près de la ville côtière d'El Jadida (ouest).

La drogue avait été acheminée de l'un des pays d'Amérique latine par un navire commercial avant d'être déchargée au large des eaux territoriales du royaume et transférée ensuite à bord d'un navire de pêche vers les côtes d'El Jadida.

Portugal : 5,2 tonnes de cocaïne saisies sur un voilier espagnol



Les autorités portugaises ont saisi 5,2 tonnes de cocaïne à bord d'un voilier, battant pavillon espagnol, au large du Portugal, lors d'une opération conjointe qui a conduit à l'arrestation de deux Espagnols et d'un Péruvien, ont-elles annoncé lundi.

Cette prise de 183 ballots de cocaïne, exposés dans la base militaire de la marine portugaise située dans la banlieue sud de Lisbonne, représente «la plus grosse saisie de stupéfiants réalisée au Portugal au cours de ces 15 dernières années»,

a déclaré le directeur de la police judiciaire portugaise, Luis Neves, cité par des médias.

«Il s'agit d'un coup dur pour ceux qui veulent inonder l'Europe de cocaïne», a-t-il souligné lors d'une conférence de presse sur cette opération «Marée blanche», menée en coopération avec les autorités espagnoles et avec le soutien de l'Agence fédérale antidrogue américaine (DEA) et de l'Agence britannique de lutte contre la criminalité (NCA). Les trois hommes interpellés samedi, avec

l'aide de la marine et de l'armée de l'air portugaises, sont soupçonnés d'appartenir à un puissant réseau criminel qui organise un trafic de grandes quantités de cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe. La coopération entre les deux pays ibériques «nous permet d'envoyer un message clair aux trafiquants: il ne sera pas facile de faire du trafic en Espagne et au Portugal», a affirmé le responsable de la brigade centrale des stupéfiants de la police espagnole, le commissaire Antonio Martinez Duarte.

Recyclage, réparation L'automobile dit adieu aux casses artisanales

*Et si nos voitures pouvaient rouler pour toujours?
Une casse automobile en France récupère le maximum
de pièces pour les réutiliser, un exemple en pointe des efforts
de l'industrie automobile mondiale pour adapter ses usines
à l'économie circulaire.*



Adieu les casses artisanales: sur un ancien site industriel de Romorantin au centre de la France, plusieurs centaines de véhicules accidentés, noyés ou en fin de vie attendent sagement l'heure du désossage.

Dans cette usine pilote de la société Indra, on change d'échelle: 5.000 voitures sont inspectées et démontées à la chaîne chaque année, comme en miroir d'une usine automobile. Il y a 10 ans tout était plus lent: un même opérateur démontait toutes les pièces lui-même.

Le processus a aujourd'hui été industrialisé, et exporté par cette filiale de Renault et Suez dans une dizaine de centres au Portugal, en Suisse ou en Belgique - avec l'objectif de découpler les volumes de voitures recyclées.

Les ouvriers font exploser les airbags, vident les réservoirs, puis récupèrent en deux heures moteurs, pneus, planche de bord, rétroviseurs, et toute pièce dont on a signalé la valeur, soit 35% du poids du véhicule en moyenne.

Les sièges restent dans la carcasse: «On n'a pas encore trouvé le modèle économique pour les recycler», explique Olivier Gaudeau, directeur de l'ingénierie chez Indra-Re-source. «On croise la demande du marché avec la qualité des pièces sur le véhicule», pour récupérer de 300 à 400 euros de chiffre d'affaires sur chaque voiture, explique-t-il.

Les pièces sont immédiatement mises en ligne à disposition des garagistes ou des particuliers. Le reste sera pressé, fondu, brûlé ou recyclé ailleurs. Alors que le sommet climat COP26 de novembre en Ecosse

mettra l'accent sur l'électrification des voitures neuves, de plus en plus de constructeurs, sommés de réduire leur empreinte carbone, cherchent à mieux gérer le cycle de vie de leurs produits.

VOITURES DÉMONTABLES

De nombreux constructeurs cherchent ainsi à rénover des pièces, recycler les batteries de voitures électriques, les plastiques des carrosseries ou les métaux précieux des pots catalytiques.

Les volumes traités restent une goutte d'eau parmi les 10 millions de véhicules vendus chaque année en Europe, mais c'est aussi une révolution dans cette industrie qui a toujours visé des ventes massives.

Jaguar Land Rover travaille à améliorer le recyclage de l'aluminium pour en refaire des voitures. Toyota essaie de rendre ses pièces plus facilement démontables, et compte établir 15 usines pilotes de démantèlement à travers le monde d'ici 2025. «Il n'y a plus de tabou: on n'est plus focalisés sur le neuf», lance Jean-Denis Curt, responsable de l'économie circulaire chez Renault. «Mais la difficulté est de rester concurrentiel par rapport aux matières vierges».

Fin 2020, l'industrie s'est réunie pour la première fois pour réfléchir à une stratégie circulaire globale, sous l'égide du Forum économique de Davos.

«En se basant sur les technologies actuelles, nous pourrions réduire de 75% les émissions de CO2 et de 80% la consommation de ressources d'ici 2030, par passage et

par kilomètre», soulignent les auteurs d'un des rapports du Forum, proposant des solutions pratiques aux industriels.

L'Europe requiert depuis 2015 que les véhicules soient recyclables à 85%, et compte revoir ces normes dès 2022.

«C'est aussi une question stratégique essentielle pour l'Europe, qui n'a pas un accès évident aux matières premières, et qui est dans une phase de réindustrialisation», souligne Jean-Philippe Hermine, ancien de Renault devenu expert en mobilité pour le think tank Iddri.

Au salon de Munich début septembre, BMW a présenté en grande pompe un prototype appelé «iVision 2040», 100% recyclé et recyclable, avec un minimum de pièces, sans cuir et sans peinture.

Le constructeur bavarois planche notamment sur des monomatériaux, faits d'un seul type de plastique ou de métal, et donc mieux recyclables.

«Il y a de sérieux efforts pour regarder l'industrie du côté circulaire, notamment du point de vue économique», reconnaît Benjamin Stephan, expert en transports chez Greenpeace.

Mais il y a, chez BMW par exemple, «un décalage entre leur concept car et les SUV qu'ils vendent à côté. Les constructeurs devraient commencer par construire des voitures efficaces du point de vue énergétique», souligne M. Stephan.

LONG et d'autres organisations écologistes viennent d'ailleurs de porter plainte en Allemagne contre BMW et Daimler, estimant qu'ils violent «le droit fondamental à la protection du climat».

Amazon recrutera 150.000 employés saisonniers

La compagnie Amazon a annoncé lundi le recrutement de 150.000 travailleurs saisonniers dans l'ensemble des Etats-Unis afin d'assurer les livraisons pour les fêtes de fin d'année.

Tous les emplois d'Amazon aux Etats-Unis, y compris les emplois saisonniers, proposent un salaire horaire moyen de 18 dollars de l'heure, a fait savoir l'entreprise.

«Nous sommes fiers de proposer un immense éventail de postes à plein temps, à mi-temps, et désormais d'emplois saisonniers, avec des salaires et des avantages excellents», a déclaré Alicia Boler Davis, vice-présidente senior pour la satisfaction client mondiale chez Amazon. «Nos emplois saisonniers nous permettent de tenir nos promesses envers nos clients tout

en assurant la flexibilité à nos employés à plein temps durant les périodes chargées».

Les emplois au sein du réseau d'activités d'Amazon comprennent des fonctions d'entreposage, de collecte, d'emballage, de livraison, et d'autres encore. Ces postes sont disponibles dans des centaines de petites et grandes villes de toute l'Amérique, selon l'entreprise.

USA

Toyota compte investir 3,4 milliards de dollars dans la production des batteries électriques

Le constructeur automobile Toyota a annoncé, lundi, qu'il compte construire, aux Etats-Unis, une usine dédiée à la production des batteries électriques, d'un investissement avoisinant les 3,4 milliards de dollars.

Selon un communiqué du groupe, il s'agit du premier élément concret du plan dévoilé début septembre par Toyota d'investir au total 13,5 milliards de dollars d'ici 2030 dans le développement de batteries de nouvelle génération au niveau mondial. La future usine de Toyota aux Etats-Unis, dont l'emplacement et la capacité n'ont pas encore été révélés et qui devrait coûter à elle seule 1,29 milliard de dollars, devrait démarrer sa production de batteries en 2025 et créer 1.750 emplois, relève la même source.

«Cet investissement va nous

aider à introduire des véhicules électrifiés plus accessibles pour les consommateurs américains, à réduire significativement les émissions de carbone, et, chose importante, à créer encore davantage d'emplois américains liés à l'avenir de la mobilité», a précisé le patron de Toyota en Amérique du Nord, Ted Ogawa, cité dans le communiqué.

Le groupe compte aussi créer une nouvelle société dans la région, dont l'autre mission sera de développer davantage sa chaîne d'approvisionnement locale et son savoir-faire en matière de production de batteries lithium-ion. Par ailleurs, le groupe japonais prévoit que ses véhicules électrifiés, y compris les hybrides, représenteront 70% de ses ventes en volume en Amérique du Nord d'ici 2030, contre près de 25% actuellement.

Le Royaume-Uni enregistre près de 50.000 nouveaux cas de COVID-19



Quelque 49.156 nouveaux cas de COVID-19 ont été enregistrés au Royaume-Uni au cours des dernières 24 heures, marquant la plus forte hausse quotidienne depuis la levée complète des règles de confinement en Angleterre il y a trois mois, selon des chiffres officiels publiés lundi. Pour la sixième journée d'affilée, plus de 40.000 nouveaux cas ont été recensés en 24 heures au Royaume-Uni, où le nombre total de cas a atteint 8.497.868.

Le nombre de décès dus au coronavirus dans ce pays a augmenté de 45 pour s'élever à un total de 138.629. Ces chiffres ne comptabilisent que les personnes décédées dans les 28 jours suivant leur premier test positif. Quelque 7.097 patients atteints de la COVID-19 sont actuellement soignés en hôpital.

Ces nouvelles statistiques sont parues alors que Downing Street, interrogé sur la hausse

des infections du coronavirus, a reconnu que l'hiver serait «difficile».

Le porte-parole officiel du Premier ministre britannique Boris Johnson a déclaré que Downing Street maintenait une «surveillance de très près» sur les nouvelles statistiques, suggérant cependant que les nombres de cas, d'hospitalisations et de décès étaient «toujours globalement conformes» aux modélisations du gouvernement établies il y a quelques mois.

«Le programme de vaccination se poursuivra comme notre première ligne de défense, avec les nouveaux traitements, les dépistages et les conseils de santé publique», a déclaré le porte-parole. Plus de 85% des personnes âgées de 12 ans et plus au Royaume-Uni ont reçu leur première dose de vaccin, et plus de 78% ont reçu leur deuxième dose, selon les dernières statistiques publiées.

Attaque d'un marché au Nigeria, 43 morts



Un marché du nord-ouest du Nigeria a encore été la cible d'une sanglante attaque, la troisième en moins d'un mois, où 43 personnes ont été tuées dimanche soir par des hommes armés appartenant à un groupe criminel.

«43 personnes ont été confirmées mortes à la suite de l'attaque par des bandits du village de Goronyo dans l'Etat de Sokoto», a déclaré le porte-parole du gouvernement de Sokoto, Muhammad Bello, dans un communiqué publié lundi soir.

Les assaillants ont attaqué le marché du village de Goronyo. «C'était un jour de marché et il y avait beaucoup de commerçants», a précisé le porte-parole, joint au téléphone par l'AFP.

Le porte-parole de la police, Sanusi Abubakar, a indiqué que «les forces de sécurité sont sur place pour mener l'enquête», sans plus de détails.

Le nord-ouest et le centre du Nigeria sont depuis plusieurs années le théâtre de violences perpétrées par des groupes armés, appelés localement «bandits», qui attaquent les villages, volent du bétail, pillent et kidnappent contre le versement de rançons. Il y a dix jours, au moins 19 personnes ont été tuées dans l'attaque d'un marché dans un autre village de Sokoto, dans le district de Sabon Birni.

Il s'agissait de représailles après que onze personnes avaient été tuées plus tôt dans un marché d'un village voisin par un groupe d'auto-défense qui combat les groupes criminels.

«PLUS DE RESSOURCES»

Depuis des années, une âpre compétition pour les ressources naturelles oppose éleveurs transhumants et agriculteurs sédentaires dans le centre et le nord-ouest du Nigeria, les seconds accusant les premiers de saccager leurs terres avec leur bétail. Aggravées par le changement cli-

matique et l'explosion démographique dans ce pays de 200 millions d'habitants, les violences sporadiques ont débouché sur une grave crise sécuritaire, entre attaques de bandits lourdement armés et représailles sans fin entre communautés.

Depuis plusieurs semaines, des troupes de l'armée nigérienne conduisent une offensive terrestre et aérienne contre des camps de bandits situés dans l'Etat voisin de Zamfara. Certains bandits qui ont réussi à échapper à cette opération militaire ont établi des camps dans les Etats avoisinants, comme Sokoto, où ils multiplient les attaques. Pour empêcher les groupes criminels de se coordonner entre eux, les réseaux téléphoniques ont été coupés par les autorités sur une partie du territoire du Nord-Ouest, ce qui empêche parfois les villageois de prévenir les forces de sécurité en cas d'attaque. Les informations concernant les attaques mettent également du temps à parvenir aux médias.

Les autorités de Sokoto ont affirmé dans leur communiqué avoir demandé «plus de ressources» et «le déploiement de davantage de forces de sécurité» pour faire face à cette menace.

Ces groupes criminels agissent a priori sans motivation idéologique, même si des liens avec les groupes jihadistes du Nord-Est sont attestés depuis plusieurs années et semblent s'intensifier depuis plusieurs semaines.

L'armée nigérienne a affirmé fin septembre que de présumés combattants du groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) et des criminels avaient attaqué l'une de leurs bases dans l'Etat de Sokoto.

Depuis la fin de l'année 2020, les gangs criminels ont également commencé à prendre pour cible des écoles, enlevant plus de 1.400 élèves.

Du fait de ces attaques, un million de jeunes Nigériens vont manquer l'école cette année, selon l'Unicef

Publicité

Office public des ventes aux enchères & Evaluation
Maître TAHRAOUI BAHOU - Commissaire-priseur près le tribunal d'Arzew,
Rue Mohamed Fertas, n° 175 Arzew Wilaya d'Oran - Tél : 0554.10.14.45

Avis de vente aux enchères publiques
Uniquement sur soumissions cachetées
Respect des consignes sanitaires (distanciation/ port du masque obligatoire)
Il sera procédé le 02/11/2021 à 11h00 au profit de :
Sonatrach Activité Liquéfaction & Séparation
Division GNL/GPL Complexe GP1Z

Désignation	
01	VP KIA CERATO Matricule : 12618-107-31
02	VP RENAULT KANGOO Matricule : 08065-104-31
03	Un (01) Climatiseur Mural + PDR pour poteaux d'incendie + PDR pour Caméras TOSHIBA + PDR pour DIGRAMME / CHART + PDR Vannes de Déluge + PDR les Camions de Sécurité (Anti-incendie) + PDR pour Automobile

Conditions de participation :
Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le Commissaire-priseur contre paiement de 1.000 DA
Une caution préalable d'un montant de 200.000,00 DA pour dépôt de soumissions non remboursable en cas de désistement.

تنبيه: يجب على الراغبين في المشاركة في المزاد التقرب من ديواننا العمومي لتسجيل أنفسهم مصحوبين ببطاقة التعريف الوطنية على الأقل 48 ساعة قبل موعد زيارة العتاد نظرا لخصوصية المنطقة الصناعية.

Le Commissaire-priseur

APPARTEMENTS

■A vendre un appartement à Gdyl, F3, 1^{er} étage, 36 logements LSP, acté, adresse, en face CEM. Courtier s'abstenir - Tél : 0561.52.62.89

■Vends F4 RDC à Misserghine sup 90 m², livret foncier, acté 2 façades, tél : 0672.76.32.51

■Loue F1 centre-ville, 1^{er} (2U) - F1 St-Pierre, RDC (1,5 U) - F3 Lescure, 8^e (2U) - F3 Cavaignac, 3^e (3U) - F3 meublé, Ain el Turck, 1^{er} (3,5 U) - Bureaux 31 m², rue la Remonte, 1^{er} (3U) - AG ABDALLAH - 041.38.62.87/0770.40.87.48

EMPLOIS

■Avis de recrutement personnel pour besoin de différentes structures 01- conducteur des travaux, 01-secrétaire commerciale - Email : kablisaid@gmail.com - fax : 041.25.31.63

■Clinique cherche optométriste : envoyez vos CV fax : 041.24.36.59

■Pizzeria restaurant à Oran cherche machiniste et serveur professionnels, sérieux et qualifiés disponibles de suite - 0770.98.18.67

VILLAS

■A vendre 2 villas 200 m², R+1, 2 locaux et 335 m², R+2, douches publiques, 2 garages + jardin à Maraval / Oran - 0774.89.12.47

LOCAUX

■Location usine 1.400 m² couverts 600 m², Z indus El-Kerma + usine 1400 m², couverts 800 m² à H. Ameur + Local 1.000 m² à Maraval + Siège adminis 1.800 m² au C/V d'Oran R+3 + immeuble 6 apparts à canastel - Contacter AG - 041.36.16.43/42

■A vendre station services actée, sup 7000 m², sise à Oued Sebbah daïra Aïn Larbaa, w Aïn Témouhent (route Nle Aïn Larbaa- Oran) - 0664.82.93.94

■A vendre ou échange cafétéria équipée et en règle située à Sabah côté 4^e périphérique - 0771.91.46.37

VEHICULES

■Vends camion DFAC 2012, bon état, fabriquons machines de forage Rotary et accessoires - Tél : 0590.12.95.89

DIVERS

■Société à Oran vend un lot de visserie et boulonnerie plus un lot de roulements - 0770.31.33.71/ 0771.19.21.16

■A louer licence de taxi à Oran, contacter - 0778.01.12.89- 0770.50.11.58

■EURL BASSOUR cherche vendeuse exp. dans de la vente et le commerce, à condition que vous soyez compétente et ayant esprit d'équipe et de relation publique, accueillante, dynamique et responsable. Tél : 0561.61.00.81/0775.65.71.02

PENSÉE

A LA MEMOIRE DE HADJ FODIL SI LAKHDAR

*Cher époux, cher papa,
cher frère, neuf années se
sont écoulées depuis ton
voyage vers un monde
meilleur. Tu demeures
présent avec nous, en tous lieux et toutes
circonstances.*

*Nous évoquons ton souvenir au quotidien à tes
petits- enfants, à qui nous inculquons tes
valeurs, ta bonté, ta générosité, ta gentillesse
et ton humilité. Nous demandons à toutes
celles et tous ceux qui t'ont connu,
d'avoir la plus pieuse et la plus chaleureuse
des pensées pour toi.*



إنا لله و إنا إليه راجعون

CONDOLÉANCES

*Le Président-directeur général, les membres du conseil
d'Administration et le collectif de la SPA ORAN-PRESSE*

*« Le Quotidien d'Oran » présentent leurs sincères condoléances à
leur collègue CHEBRE Malik à la suite du décès de sa mère et
l'assurent de leur profonde compassion.*

2

20.05 J'ai menti



Série de suspense - France - 2020

Saison 1 - Episode 5/6

Avec Camille Lou, Thierry Neuvic, Marilyn Lima, Nicolas Abraham

En regardant un journal télévisé, Audrey découvre que le suspect présumé du meurtre de Maialen n'est autre que Patxi, un membre de sa bande d'amis quand elle avait 19 ans. Elle en informe Joseph. Pour le convaincre, elle lui dit toute la vérité sur le soir de son agression par le tueur en série Itsas. Quant à Jean, le mari d'Audrey, il débarque à Biarritz et découvre que les parents de sa femme sont toujours vivants, contrairement à ce qu'elle lui a toujours raconté.

3

20.05 Des racines et des ailes



Présenté par Carole Gaessler

Un matin de novembre, Pascal Bourguignon, photographe, survole des vignes classées dans la vallée de la Marne, pour en saisir les extraordinaires couleurs automnales. A Tinquex, Arnaud Lallement, chef du seul 3 étoiles de la région, ouvre les portes de sa cuisine en pleine création de sa carte d'automne. A Epernay, l'avenue de Champagne est la vitrine des maisons de négoce les plus prestigieuses au monde. Tel le château Perrier en pleine restauration.

4

19.45 Basique, le concert



Enregistré au Zénith, à Paris, en avril 2019. Lauréate de deux Victoires de la musique, Jeanne Added interprète sur scène des morceaux issus de ses albums «Be Sensational» et «Radiate». Toute de noir vêtue, la jeune artiste aux cheveux blancs livre des versions musclées de morceaux comme «Mutate» et «Back to Summer», durant lesquels des danseurs la rejoignent devant le public.

5

arte

TF1

10.45 La quotidienne
12.00 Imprévis
12.05 La vie secrète du zoo
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Vétérinaires de l'Arctique
14.05 Voyage à travers les couleurs
14.55 Le voyage épique d'un hérisson
15.55 C Jamy
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.54 La grande librairie
21.30 C ce soir
22.35 La p'tite librairie

10.50 Des vignes et des hommes
11.50 Arte journal
12.00 Arte Regards
12.35 Madame Bovary
15.00 Sur les toits des villes
15.55 Invitation au voyage
16.45 X.enius
17.10 L'Italie par la côte
17.55 Italie : les montagnes de la Valteline
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.51 A Musée Vous, A Musée Moi
19.55 Effets secondaires
21.40 Amos Oz : La quatrième fenêtre

11.15 Crimes et faits divers : la quotidienne
14.05 Si près de chez vous
17.25 The Big Bang Theory
20.05 Le transporteur

C 8

11.45 William à midi
13.20 Inspecteur Barnaby
17.10 Le 6 à 7
18.09 TPMP : Le before
18.41 TPMP : première partie
19.38 Touche pas à mon poste !
20.19 Les Chevaliers du fiel : Les décoiffeuses



CANAL+ CINEMA 19.53

MINAMATA

Drame - Etats-Unis - 2019

Avec Johnny Depp, Minami, Bill Nighy, Akiko Iwase, Hiroyuki Sanada

En 1971, à New York, William Eugene Smith, qui fut un brillant photographe de guerre, n'est plus au sommet de sa gloire ni de sa forme. C'est alors qu'il est contacté par Aileen, de la société Fujifilm, pour participer à une publicité pour la marque. Mais cette mission permet à Aileen de demander à Smith d'effectuer un reportage photographique sur une société japonaise dont les activités polluent gravement la région où elle est implantée.

RTL9 19.55

INVICTUS



Drame - Etats-Unis - 2009

Avec Morgan Freeman, Matt Damon, Tony Kgoroge, Patrick Mofokeng

En 1994, Nelson Mandela, tout juste élu président de la république d'Afrique du Sud après 27 ans d'emprisonnement, assiste à un match de l'équipe nationale de rugby, les Springboks. Majoritairement blanche, la formation, symbole durant plusieurs décennies des Blancs d'Afrique du Sud, est faible et sifflée par les Noirs, pour qui elle représente un vestige de l'apartheid. A l'approche de la coupe du monde de rugby à 15, qui se tiendra dans son pays, Mandela y voit pourtant l'opportunité d'unifier son peuple. Il convoque alors le capitaine François Pienaar.

CINE + FRISSE 19.50

COLOMBIANA



Film d'action - France - Mexique - Etats-Unis - Canada - 2011

Avec Zoe Saldana, Amandla Stenberg, Michael Vartan, Cliff Curtis

À neuf ans, Cataleya Restrepo voit ses parents se faire assassiner par le bras droit d'un parain de la drogue colombien nommé Luis Sandoval. Elle parvient à s'échapper et rejoint son oncle Emilio, un gangster vivant à Chicago. Ce dernier veut malgré tout éloigner Cataleya de l'univers criminel, mais elle est déterminée à devenir tueuse professionnelle. Son objectif ? venger ses parents en retrouvant leur assassin.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Good Doctor



Série hospitalière - Etats-Unis - 2021

Saison 4 - Episode 17/20

- Les jolies histoires

Avec Freddie Highmore, Will Yun Lee, Antonia Thomas, Fiona Gubelmann

Léa décide de prendre quelques jours afin de se reposer après l'épreuve qu'elle vient de traverser tandis que Shaun, lui, préfère reprendre le travail. Pendant ce temps, Marian Clark, une sénatrice, rencontre Claire et Morgan pour leur exposer son problème : des spasmes au visage. Très inquiète pour son image publique, elle souhaite s'en débarrasser.

6

20.05 La France a un incroyable talent



Saison 16 - Episode 1 : les auditions

Présenté par Karine Le Marchand, Marianne James, Sugar Sammy, Hélène Segara, Eric Antoine

Les 24 danseurs Da Squad, dont Alan au parcours admirable après un accident de la route, se présentent devant le jury composé de Marianne James, Hélène Ségara, Sugar Sammy, Eric Antoine. Megabozeur, influencé par le rap, la soul et le reggae, réinterprète un classique de la chanson française.

CANAL+

20.08 L'enfer sous terre



Film de guerre - Grande-Bretagne - 2020

Avec Sam Hazeldine, Kris Hitchen, Tom Goodman-Hill, Sam Clemmett

En septembre 1915, au Royaume Uni, alors que tous attendent la fin de la guerre, les hommes valides s'enrôlent pour accomplir leur devoir. Ce qui refuse reçoivent une plume blanche, symbole de lâcheté et de trahison. William Hawkins, recalé plusieurs fois pour des raisons de santé, tente malgré tout d'être enrôlé pour aller sur le front. Henry, lui, est pris, à la grande fierté de son père.

PLANETE +

08.33 Après Hitler
10.12 Ingénieurs de l'Antiquité
12.54 Capturing the Universe
13.48 Eclipse : les secrets du Soleil
14.46 Vatican : La cité qui voulait devenir éternelle
16.24 Pourquoi nous détestent-ils
17.36 Very Food Trip
19.04 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Food 3.0
20.41 Hyperconnectés : le cerveau en surcharge
21.41 Faites entrer l'accusé

TFX

08.35 Mamans & célèbres
10.35 Clap !
11.05 Baby boom



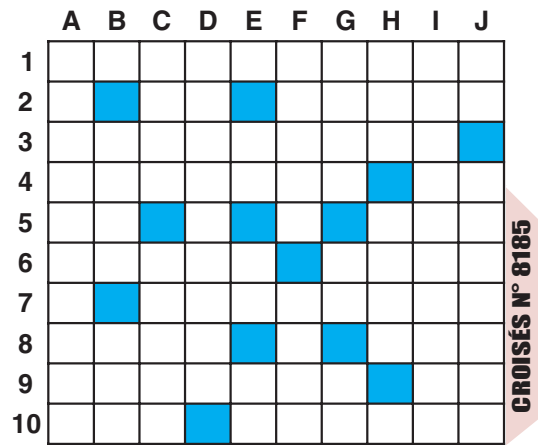
15.10 Mamans & célèbres
17.00 La bataille des couples
19.00 Friends
20.05 Cleaners les experts du ménage

W9

08.00 W9 Hits
10.00 HDM : L'hebdo de la musique



11.00 Le hit W9
11.50 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait
17.50 Les Marseillais vs le reste du monde
20.05 Enquêtes criminelles



Horizontalement:

1. A son air et ses manières, elle a tout du patelin.
2. Taille de guêpe. Aspiration marquée.
3. Type de vieille relation.
4. Café.
5. Camp de toile.
6. C'est pas midi sonné ! Compris.
7. Taille en l'air.
8. Mise en doute.
9. A des prises de becs.
10. Vierges et jolies. Se servit.
11. Pris au saut ! Pas de veine.
12. Fut. Reportée.

Verticalement:

- A. Une voix ! B. Valable en défense et en attaque. Plume.
- C. Tête à terre. Acte de pensée.
- D. Bleu-vert.
- E. Contracté.
- F. A ras bord. Symbole du 18.
- G. Faire un procès. Bien touchée.
- H. Resté sans voix. Entrée de quartier. Romains.
- I. De l'incurie. Place indiquée.
- J. Retorses.
- K. Préposition. Sa production finit souvent au panier.

R	E	R	R	A	M	A	H	C	T	R	I	P	O	T
E	L	S	E	I	L	O	C	N	A	L	E	M	N	N
T	I	R	P	U	R	E	E	G	B	F	O	E	A	O
N	O	E	E	D	X	N	A	E	A	N	M	G	E	I
E	N	V	E	I	I	B	N	N	D	E	R	N	R	M
V	O	I	O	S	E	E	T	E	S	E	O	N	E	A
N	I	N	I	G	F	O	S	S	S	I	I	O	R	C
O	T	U	I	I	M	I	I	S	T	N	R	I	E	T
I	C	E	C	E	T	T	I	A	T	E	E	T	E	E
S	E	E	C	N	U	V	L	E	I	E	I	A	N	T
U	F	A	A	O	I	O	R	F	G	U	T	T	R	I
L	F	H	L	T	S	E	I	A	O	G	R	I	U	N
C	A	G	E	E	T	N	R	N	B	A	O	G	O	A
X	N	E	D	R	U	O	G	G	E	B	P	A	J	B
E	C	O	R	D	E	A	U	E	R	I	O	L	G	D

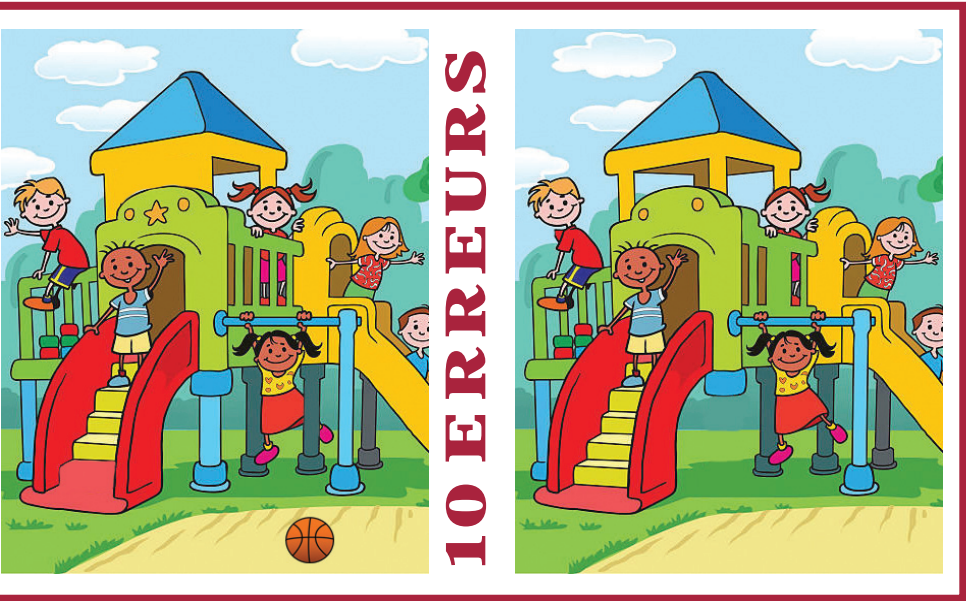
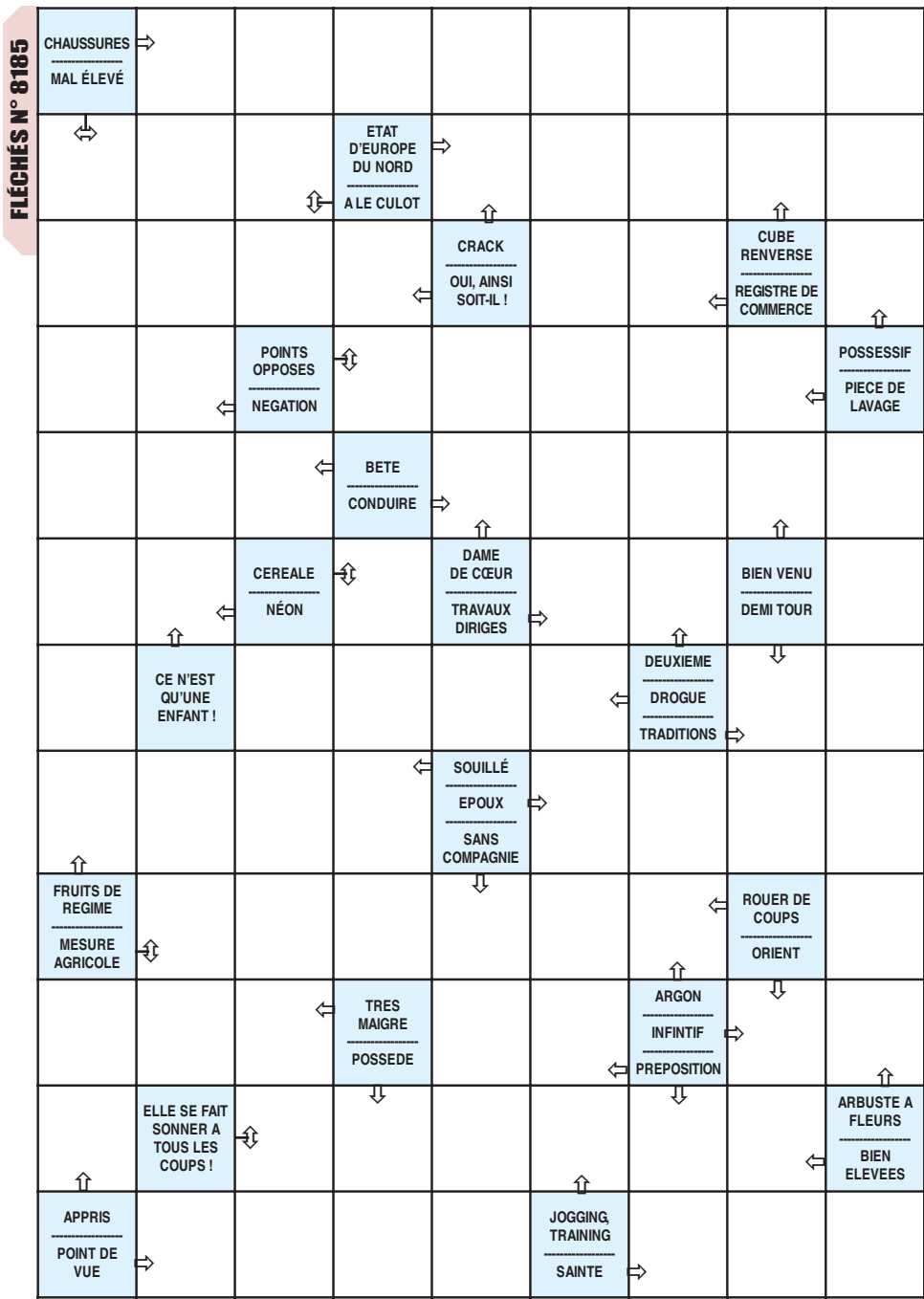
ACTE - AERER - AFFECTION - AGITATION - AGRESSIVITE - BAGUE - BENEFICE - CAMION - CHAMARRER - CORDEAU - CUISINE - DESOLATION - ENGLOUTISSEMENT - EPEE - EXCLUSION - FACE - FANGE - FANTOME - GABEGIE - GLOIRE - GOBER - GOURDE - HANTISE - HORDE - INTERET - JOURNEE - LION - MELANCOLIE - MONDE - NOIX - ORAGE - PORTIER - PUREE - TRIPOT - UNIFIER - UNIVERS - VENTER.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est un long siège.
- Mon 2e est surnommé.
Mon tout est un forban pas du tout fort bon !

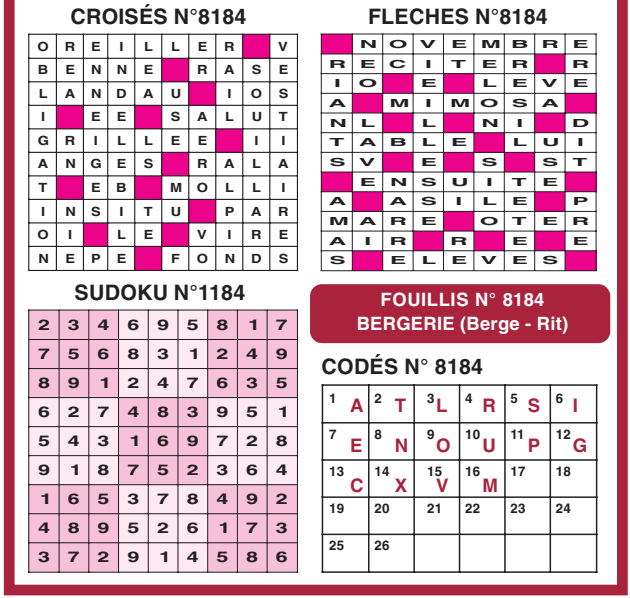
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
V	I	M										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

16	9	5	12	2	12	10	15	4	5
7	4	13	11	5	9	8	6		10
2	7		8	11	6	9		8	12
3	4		8		2	8	6	4	7
11	7	8	9		3	2		5	4
10		3	2	8	2	3	4		5
5	3		5	4	8	4		16	
5	9	8	5		2	3	13	11	6
4	5		4	5		4	2	7	4
	5	11	10	13	4	8	6	4	5
6	4	7	7	4	5	6	7	4	
7	10			12	5		4	5	6
4	5	5	10	2	4		5		2
1	4	7	5	9		5		9	14
4	5		4	15	11	2	14	8	4

Jeux proposés par Chérifa Benghani



LES SOLUTIONS



4		3		8		2			
6			2	4	3	9			
	1				6	5			
	6	8		2		7	1	5	
1		9							
	7	5							
	3			1				6	
	8	6		5	4				
9				6					4

Yémen: dix mille enfants tués ou blessés depuis le début du conflit

Dix mille enfants ont été tués et blessés au Yémen depuis le début du conflit, a affirmé mardi un porte-parole de l'Unicef à Genève, de retour d'une mission dans le pays. «Le conflit au Yémen vient juste de franchir une étape honteuse avec la marque de 10.000 enfants tués ou blessés, depuis le début des combats en mars 2015. Ce qui fait quatre enfants tous les jours», a dénoncé James Elder, porte-parole du Fonds des Nations Unies pour l'enfance lors du briefing régulier de l'ONU à Genève.

M. Elder a indiqué que l'Unicef avait besoin de 235 millions de dollars «d'ici le milieu de l'année prochaine» pour pouvoir maintenir le niveau de l'aide. «La crise humanitaire au Yémen - la pire du monde - est le fruit de la convergence tragique de 4 menaces: un conflit violent qui perdure, une économie dévastée, des services réduits en ruines pour tous les systèmes d'aide, que ce soit la santé, la nourriture, l'eau ou l'assainissement, la protection et l'éducation, et une opération de l'ONU qui manque sévèrement de fonds», a souligné M. Elder. «Au niveau actuel de financement, et si les combats ne cessent pas, l'Unicef ne peut pas atteindre tous ces enfants» et «sans plus d'aide internationale ces enfants - qui n'ont aucune responsabilité dans ce conflit -, vont mourir», a-t-il martelé.

Quatre enfants sur cinq au Yémen ont besoin d'aide humanitaire, soit un total de 11 millions, a aussi rappelé M. Elder. 400.000 souffrent de malnutrition aiguë et 2 millions sont privés d'école.

Trump riposte en justice pour garder secrets les documents sur l'assaut du Capitole

L'ancien président américain Donald Trump s'est pourvu en justice pour bloquer la divulgation des documents de la Maison Blanche relatifs à l'assaut de ses partisans sur le Capitole, selon un dossier judiciaire rendu public lundi. Le milliardaire a invoqué le droit de l'exécutif à garder certaines informations secrètes pour éviter que d'anciens collaborateurs fournissent des preuves au Congrès, nouvelle escalade dans la campagne du magnat républicain pour faire obstacle aux enquêteurs se penchant sur l'assaut meurtrier du 6 janvier. La procédure engagée par Donald Trump devrait déclencher une épreuve de force devant les tribunaux qui pourrait bien éprouver l'autorité constitutionnelle du Congrès à examiner les actions de la branche exécutive du pouvoir. «La requête de la commission n'est rien d'autre qu'une tentative vexatoire et illégale d'aller à la pêche aux informations, ouvertement soutenue par Biden et conçue pour enquêter anticonstitutionnellement sur le président Trump et son administration», souligne la plainte déposée devant un tribunal de Washington. Les enquêteurs parlementaires cherchent à obtenir le témoignage de responsables qui pourraient évoquer ce que le président savait de l'assaut avant qu'il se déroule, et ce qu'il a fait lorsque l'événement s'est produit. Depuis fin août, les Archives nationales ont envoyé de nombreux documents officiels demandés par les enquêteurs aux équipes de M. Trump et du président Biden, leur donnant 30 jours pour les passer en revue.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Sauvetage de 213 migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre



Deux cent treize migrants, qui tentaient de rejoindre l'Angleterre à bord d'embarcations de fortune, ont été secourus entre dimanche et lundi lors de plusieurs opérations au large des côtes françaises du Nord et du Pas-de-Calais, a annoncé la préfecture maritime.

De nombreuses embarcations en difficulté ont été signalées dans la nuit de dimanche à lundi, les interventions se poursuivant dans la journée, précise dans un communiqué la préfecture de la Manche et de la mer du Nord. Un patrouilleur de la Marine nationale a notamment porté secours à 82 naufragés, lors de quatre opérations de sauvetage distinctes. Soixante-

seize autres migrants ont eux été secourus lors de deux interventions de la société nationale de sauvetage en mer (SNSM) de Dunkerque.

Engagée auprès d'une autre embarcation qui était «en train de couler», la SNSM de Boulogne-sur-mer a également récupéré quarante naufragés, «en état d'hypothermie», poursuit la préfecture. Quinze migrants ont enfin été secourus par un remorqueur d'intervention et de sauvetage de la Marine nationale, et déposés au port de Boulogne-sur-mer.

Tous «sains et saufs», ils ont été pris en charge par les pompiers et la police aux frontières. Depuis fin 2018, les tra-

versées illégales de la Manche par des migrants cherchant à gagner le Royaume-Uni se multiplient malgré les mises en garde répétées des autorités qui soulignent le danger lié à la densité du trafic, aux forts courants et à la basse température de l'eau. Selon le préfet maritime Philippe Dutrieux, quelque 15.400 migrants ont tenté la traversée entre le 1er janvier et le 31 août, dont 3.500 ont été «récupérés en difficulté» dans le détroit et ramenés sur les côtes françaises. En 2020, les traversées et tentatives de traversées avaient concerné quelque 9.500 personnes, contre 2.300 en 2019 et 600 en 2018.

La Turquie convoque les ambassadeurs de 10 pays



La Turquie a convoqué mardi les ambassadeurs de dix pays dont la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, jugeant «inacceptable» l'appel en faveur de la libération de l'opposant Osman Kavala lancé par ces Etats, a indiqué le ministère turc des Affaires étrangères. «Le communiqué publié lundi par les dix pays sur les réseaux sociaux au sujet d'une procédure judiciaire menée par une justice indépendante est inacceptable», a affirmé le ministère. «Nous leur avons dit qu'ils violaient l'Etat de droit, la démocratie et l'indépendance de la justice qu'ils défendent», a poursuivi le ministère, selon le communiqué publié à l'issue de la convocation des ambassadeurs. «Il a été souligné que la Turquie est un Etat de droit démocratique qui respecte les droits de l'homme, et il leur a été rappelé que la justice turque ne serait pas influencée par de telles déclarations».

Dans un communiqué publié lundi soir, le Ca-

nada, la France, la Finlande, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède et les Etats-Unis avaient appelé à un «règlement juste et rapide de l'affaire» Osman Kavala, éditeur et mécène turc devenu une bête noire du régime, emprisonné depuis quatre ans sans condamnation. «Le retard persistant pris par son procès (...) jette une ombre sur le respect de la démocratie, de l'Etat de droit et de la transparence du système judiciaire turc», écrivaient les représentants des dix pays. L'homme d'affaires et philanthrope Osman Kavala, emprisonné depuis octobre 2017, restera au moins jusqu'au 26 novembre en prison, a décidé début octobre un tribunal d'Istanbul, malgré les menaces européennes de sanctions contre Ankara.

Cet opposant de 64 ans, figure majeure de la société civile, est accusé depuis 2013 par le régime du président Recep Tayyip Erdogan de chercher à déstabiliser la Turquie.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

UNE UNION TRUFFÉE DE NON-DITS

exigée est une posture naturelle née des énormes blessures faites par une Histoire très perturbée. Pour un pays souvent effacé des géographies des mappemondes, ayant souvent vécu l'enfouissement de leur souveraineté, il est aisé de comprendre pourquoi les Polonais s'accrochent farouchement à leur totale indépendance.

Le différend actuel et sa tendance à prendre de l'ampleur est plus qu'une escarmouche verbale. Il lève davantage le voile sur la configuration d'une union régionale truffée de non-dits à laquelle chaque pays membre a adhéré avec des arrière-pensées en s'appliquant à tirer ses marrons du feu. L'Union

européenne a peut-être mal fait de se délester de son ancien nom et de se débarrasser du plus opérant qualificatif de communauté économique européenne. Marché commun et marché d'échange, elle ne pouvait échapper à des batailles rangées entre ses membres avec des incidences trop évidentes sur leurs acteurs économiques et sur leurs concitoyens. La dernière lâchée de la Grande-Bretagne est une certification de l'absence d'un esprit commun. La montée des nationalismes et l'avancée des extrémismes sont des indices de la décrépitude d'une volonté d'union.

En présageant d'ériger une communauté continentale politique, les membres fondateurs n'ont pas tenu compte des intérêts nationaux divergents entre chaque pays et leurs prolongements sur la conduite de la politique étrangère de chacun. La rébellion de la Pologne le démontre aujourd'hui.

L'état d'exception décrété en Equateur

Le président équatorien Guillermo Lasso a annoncé lundi avoir décrété l'état d'exception pour l'ensemble du pays en raison d'une vague de violence due au trafic de drogue, ordonnant la mobilisation dans les rues de policiers et militaires. «Dès maintenant, nos forces armées et notre police seront massivement mobilisées dans les rues car nous déclarons un état d'exception sur tout le territoire national», a lancé le chef de l'Etat dans une allocution diffusée par la chaîne publique EcuadorTV. «Dans les rues de l'Equateur, il n'y a qu'un ennemi: le trafic de drogue», et «ces dernières années, l'Equateur est passé de pays de trafic de drogue à pays qui consomme également de la drogue», a dit M. Lasso, qui a pris ses fonctions en mai dernier.

Le dirigeant de droite avait décidé plus tôt ce lundi de changer de ministre de la Défense, dans un contexte de crise carcérale, en nommant un général à la retraite, Luis Hernandez. Entre janvier et août 2021, 1.427 homicides volontaires ont été enregistrés dans le pays, soit 55 meurtres de plus que ceux signalés sur l'ensemble de l'année 2020, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Fin septembre, une prison du sud-ouest de l'Equateur a été le théâtre du massacre de 119 détenus, dont certains avaient été démembrés ou brûlés, dans de violents affrontements entre gangs rivaux liés aux narcotrafics et aux cartels mexicains et colombiens, une des pires tueries pénitentiaires de l'histoire d'Amérique latine. Selon des chiffres officiels, au moins 238 prisonniers ont trouvé la mort depuis début 2021 dans les prisons équatoriennes, surpeuplées et soumises à des violences récurrentes depuis des années.